

Très classe

Avec ce numéro, supplément «Initiatives»

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14500 - 6 F

MERCREDI 11 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE ★★

L'effondrement du communisme dans les pays de l'Est

## Les minorités après les peuples

S'incorporer que cela ait pu paraître il y a quelques semaines encore, il est finalement heureux que les trente-huit ministres des affaires étrangères de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) se réunissent à partir du mardi 10 septembre à Moscou.

D'abord parce que ce forum, placé sous le signe des droits de l'homme, se déroule dans la capitale qui vient d'enregistrer l'échec fracassant d'un coup d'Etat. Ensuite, parce que ce sont bien trente-huit, et non trente-cinq pays qui y sont représentés : les trois ministres baltes des affaires étrangères, que l'Union soviétique tenait hier encore à l'écart grâce à la complicité de certains pays occidentaux, participent enfin de plein droit aux travaux.

Il est probable, dans l'euphorie de l'après-putsch, que les participants à la Conférence, au moins pendant les premiers jours, vont quelque peu négliger le sujet de leurs débats. Les chefs de délégation sont trop anxieux de prendre la mesure des événements qui ont secoué l'Union soviétique depuis le 19 août, de vérifier les poids respectifs de MM. Gorbatchev et Eltsine, de s'enquérir discrètement sur l'avenir de la deuxième panoplie nucléaire du monde, de voir quel il faut «solder», et comment.

Il serait dommage cependant que les pays d'Europe (plus les États-Unis et le Canada) ne saisissent pas l'occasion pour aborder au fond un problème essentiel pour la stabilité en Europe : celui d'un statut qui serait accepté et garanti par tous, pour les minorités ethniques, linguistiques et religieuses du Vieux Continent. L'idée en a été lancée naguère par M. Mitterrand. Il n'est que temps de lui donner corps.

Les derniers mois - les dernières semaines, surtout - ont été dominés, avec les événements de Yougoslavie et d'Union soviétique, par la concrétisation de ces phénomènes nationaux que beaucoup préfèrent ne pas voir. Ce fut d'abord la réaffirmation d'une identité nationale slovène, puis croate ; justice fut ensuite rendue aux nations baltes, et cette liste est loin d'être exhaustive puisque chaque entité, née hier, profite de la débâcle pour proclamer une indépendance qui est loin de signifier la même chose selon qu'on est ukrainien, moldave, macédonien, tadjik ou biélorusse.

Quoi qu'il advienne de celles-ci, il n'est pas moins urgent de se préoccuper du sort des minorités qui se retrouvent enclavées au milieu de ces peuples, du fait des caprices de l'histoire et de la perversité de Staline. Elles constituent autant de bombes à retardement qu'un statut international pourrait aider à désamorcer : Gagouzes de Moldavie, Ouzbeks et Abkhazes de Géorgie, Russes de toutes les Républiques de l'ancienne URSS, Tatars de Crimée, Hongrois de Roumanie et de Voïvodine, Serbes de Croatie, de Macédoine et de Bosnie, Polonais d'Europe orientale, Tsiganes d'Europe orientale, tous ont droit au respect de leur culture, de leur religion, de leur langue dans ce vaste ensemble européen qu'il faut construire et sans lequel les vieux ennemis d'hier ne songeront qu'à régler leurs comptes dans le sang.

Lire page 3  
l'article de CLAIRE TRÉAN

M0147 - 0911 0 - 6,00 F



## Un entretien avec M. Lech Walesa

Dans un entretien accordé au «Monde», le chef de l'Etat polonais, M. Lech Walesa, reproche à l'Occident, à propos des bouleversements en URSS, de raisonner de manière trop «classique» en oubliant que, là-bas, «c'est la révolution, tout simplement». Il se dit aussi «déçu» par la CEE, dont il déplore le manque de compréhension et la lenteur à aider les nouvelles démocraties d'Europe.

### «Je suis déçu par l'Europe»

VARSOVIE

de nos envoyés spéciaux

«Il y a trois ans, vous disiez que la seule solution pour l'URSS serait de se dissoudre. Pensez-vous avoir raison si vite?»

«Oui, bien qu'à l'époque on ne m'ait pas pris au sérieux. Je disais qu'il fallait que ça se fasse rapidement, que plus l'URSS durerait, plus ce serait difficile. Je peux vous répéter ce que j'ai dit à Gorbatchev au téléphone après le putsch : les vrais problèmes ne font que commencer.»

«Comment avez-vous réagi en apprenant le 19 août qu'un putsch s'était produit à Moscou?»

«J'ai tout de suite pensé au sort et au coût des réformes. Pour moi, il y a toujours eu deux Gorbatchev : l'homme, intelligent, fin politicien, aimé à l'étranger ; mais ce qui m'intéresse plus, moi, c'est Gorbatchev comme phénomène de notre temps.»

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN et JEAN-PIERRE LANGELLIER  
Lire la suite page 4

Lire aussi

- La Crimée, entre Russie et Ukraine, par JEAN-BAPTISTE NAUDET
  - L'indépendance du Tadjikistan
  - La mission de la CEE en Yougoslavie, par YVES HELLER
  - L'indépendance de la Macédoine, par FLORENCE HARTMANN
- pages 3 à 5

POINT DE VUE

## Contre Le Pen

par Olivier Bernard  
Michel Narbonne  
et Claude Poizat

L'approche des rendez-vous électoraux de 1992 et 1993 pose avec une acuité accrue la question du Front national, enfin perché à gauche, mais aussi à droite, comme l'épée de Damoclès qui pèse sur les fondements et le fonctionnement même de notre démocratie. Cette ombre menaçante sur des valeurs qui nous apparaissent, il y a peu encore, comme solidement consensuelles, appelle désormais des réponses sérieuses qui devront s'appuyer sur une connaissance précise du lepenisme, de son arsenal idéologique et de ses stratégies. «National-populisme» pour le député PS de

Paris Jean-Christophe Cambadélis, qui annonce (dans *Politix* du 27 juin 1990) l'organisation prochaine d'états généraux contre le national-populisme du FN, «l'ascisme» pour son collègue Henri Emmanuelli (le *Monde* du 23 juin 1991) parce qu'il combine «racisme et xénophobie, populisme d'extrême droite, affirmation d'une identité nationale mythique, anti-parlementarisme et rejet du politique, corporatisme d'Etat, toute-puissance du parti unique organisé militairement...».

Tout cela, certes, évoque des variations sur des thèmes bien connus du fascisme historique : le racisme, tout d'abord, qui, dans la «patrie des droits de l'homme», n'a plus besoin de se dire pour se faire opérateur politique (et, lorsqu'il se dit, il se dit autrement,

comme dénonciation de «l'immigration-invasion» et du «lobby cosmopolite») ; le populisme qui, à la manière mussolinienne ou péroniste, dénonce bruyamment la classe politique tout entière («tous pourris...») ; le militarisme, comme modèle rêvé d'organisation sociale hiérarchisée ; le césarisme, comme mode annoncé de gouvernement ; sans oublier un nationalisme subversif qui, un peu partout aujourd'hui en Europe orientale et dans les Balkans, réveille les appétits des vieilles extrêmes droites ; ainsi qu'un ultra-libéralisme économique, façon Pinochet.

Lire la suite page 2  
► Olivier Bernard est géographe ; Michel Narbonne est enseignant ; Claude Poizat est écrivain.

VENISE

de notre envoyée spéciale

Shakespeare et Marlowe sont censés être nés la même année (du côté de 1564), et en même temps, aujourd'hui, à Venise, ils sont rendus à la vie, à la lumière du cinéma, par deux de leurs compatriotes, l'un comme l'autre peintre, savant, maniaque et flamboyant. Passionnante confrontation, somptueuse coïncidence.

Peter Greenaway, donc, s'est emparé de la *Tempête* de Shakespeare. Emparé est le mot. Il a transformé la pièce en scénario de rêve, assis en majesté sur quelques idées-forces. Prospero, le vieux

magicien bougon et revanchard, ne tient plus ses pouvoirs de la seule et païenne Providence, mais bien des livres que son ami Gonzalo a placés dans le navire qui l'emmenait en exil. Et tout comme Prospero est Shakespeare lui-même à la fin de son existence, puisque la *Tempête* est à la fin de son œuvre, John Gielgud, triomphal vétéran

de la scène shakespearienne, ne peut être que Prospero lui-même. De cette osmose aveuglante des idées et des hommes, de cette profession de foi à la culture magicienne, est né un film encyclopédique et torrentueux, casse-tête pour l'esprit et stupeur pour les yeux.

DANIELE HEYMANN  
Lire la suite page 17

SCIENCES & MÉDECINE

- Spécial URSS : Le grand désarroi de la science soviétique. Crise psychiatrique contre l'humanité.
  - Des capteurs pour emballer les langoustes.
- pages 13 à 15

Echec des négociations entre Bagdad et les Kurdes

## Violents combats dans le nord de l'Irak

Des représentants de l'ONU ont annoncé, lundi 9 septembre, que les combats avaient repris au cours des derniers jours dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et rebelles kurdes, faisant des dizaines de victimes. Récemment, les négociations engagées entre le régime de Bagdad et le Front du Kurdistan, après le soulèvement du mois de mars, avaient échoué.

### L'enjeu de Kirkouk

HALABJA

correspondance

Ce qui était autrefois Halabja n'est plus qu'un immense amoncellement de ruines. Comme si un tremblement de terre avait anéanti cette ville du Kurdistan irakien.

Mais une catastrophe naturelle aurait épargné quelques édifices, or pas un seul n'a résisté à l'acharnement du président Saddam Hussein : après avoir fait «gazer» plusieurs milliers de habitants de la ville, le 16 mars 1988, il s'ordonne le dynamitage de toutes les maisons, au terme de la guerre avec l'Iran, fin 1988 et début 1989... Deux fois martyre, Halabja symbolise aujourd'hui la résistance du peuple

kurde. Plus de 53 000 personnes campent dans les ruines. Sans eau, sans électricité, elles sont revenues à l'âge des cavernes !

Certains sont rentrés parce que ces ruines sont tout ce qu'ils possèdent ; les autres parce que, originaires de Kirkouk, Akkra ou Erbil, ils n'osent pas revenir dans ces villes, contrôlées par le gouvernement de Bagdad, et aussi parce que ces ruines offrent au moins quelques avantages : le sentiment de ne pas être isolé, la perspective d'une éventuelle distribution de vivres par l'ONU, la possibilité de se réfugier de l'autre côté de la frontière, toute proche, en cas de crise grave.

CHRIS KUTSCHERA

Lire la suite page 7

## Le sida des hémophiles

Un rapport de l'IGAS établit que des fautes collectives sont, en partie, à l'origine de la contamination.

page 10

## L'immobilier en crise à Paris

Baisse des prix et allongement des délais de vente.

page 22

## Des juges à tout faire

II - «L'encerclement», par Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann ; Lire aussi, page 27, la chronique de Pierre Georges : «Le tribunal de 18 h 30».

page 12

## Mesures immédiates contre le chômage

Le ministre du travail prévoit des exonérations pour les jeunes en difficulté et des aides aux emplois de proximité.

page 21

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 28

## Une conférence de presse de M. Mitterrand



Lire page 9 les articles de JEAN-YVES LHOMEAU et d'ANNE CHAUSSEBOURG

## Démons et merveilles

A Venise, deux cinéastes anglais flamboyants s'approprient le théâtre élisabéthain

VENISE

de notre envoyée spéciale

Shakespeare et Marlowe sont censés être nés la même année (du côté de 1564), et en même temps, aujourd'hui, à Venise, ils sont rendus à la vie, à la lumière du cinéma, par deux de leurs compatriotes, l'un comme l'autre peintre, savant, maniaque et flamboyant. Passionnante confrontation, somptueuse coïncidence.

Peter Greenaway, donc, s'est emparé de la *Tempête* de Shakespeare. Emparé est le mot. Il a transformé la pièce en scénario de rêve, assis en majesté sur quelques idées-forces. Prospero, le vieux

magicien bougon et revanchard, ne tient plus ses pouvoirs de la seule et païenne Providence, mais bien des livres que son ami Gonzalo a placés dans le navire qui l'emmenait en exil. Et tout comme Prospero est Shakespeare lui-même à la fin de son existence, puisque la *Tempête* est à la fin de son œuvre, John Gielgud, triomphal vétéran

de la scène shakespearienne, ne peut être que Prospero lui-même. De cette osmose aveuglante des idées et des hommes, de cette profession de foi à la culture magicienne, est né un film encyclopédique et torrentueux, casse-tête pour l'esprit et stupeur pour les yeux.

DANIELE HEYMANN  
Lire la suite page 17

SCIENCES & MÉDECINE

- Spécial URSS : Le grand désarroi de la science soviétique. Crise psychiatrique contre l'humanité.
  - Des capteurs pour emballer les langoustes.
- pages 13 à 15

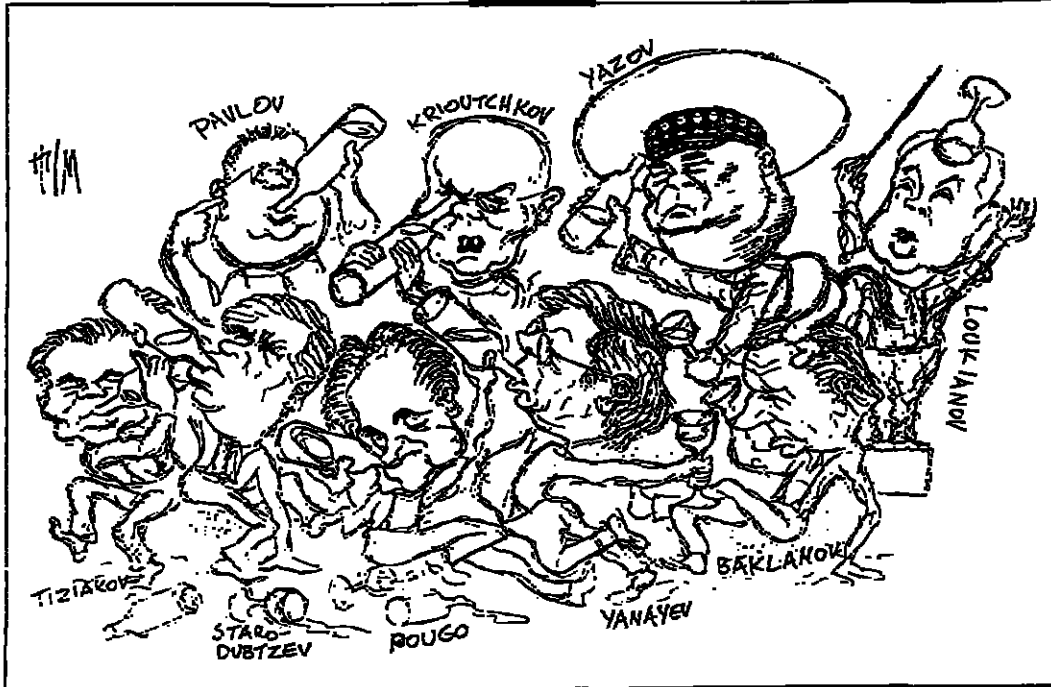
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 760 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRÖ ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 86 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRÖ ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRÖ ; Suisse, 1,90 FS ; USA (Pvt), 2 \$ ; USA (Int'l), 2,50 \$.

هكذا من الأصل

## DÉBATS

## TRAIT LIBRE



## BIBLIOGRAPHIE

## La lutte des capitalismes

**CAPITALISME CONTRE CAPITALISME**  
de Michel Albert.  
Le Seuil, 320 p., 120 F.

MICHEL ALBERT a un don : celui de dégager de leurs gangues de vrais problèmes et de les soumettre, une fois épurés, au jugement de ses contemporains. Cette opération, il la réussit à nouveau avec son dernier livre, *Capitalisme contre capitalisme*.

La thèse peut se résumer en quelques phrases : au moment où le triomphe du capitalisme met un terme à sa lutte avec le communisme, un combat s'annonce entre deux formes de capitalisme, le capitalisme néo-américain et le capitalisme rhénan.

Le premier, « fondé sur la réussite individuelle et le profit financier à court terme », traite l'entreprise comme un simple bien possédé par l'actionnaire, préfère l'endettement à l'épargne, la Bourse à la banque, néglige la sécurité sociale et est hostile à la redistribution des revenus. Le second « valorise la réussite collective, le consensus, le souci du long terme » : il traite l'entreprise comme une communauté, prône l'épargne, relativise la Bourse, attache de l'importance aux services sociaux et combat l'excès d'inégalité. Le premier règne en maître aux États-Unis depuis une dizaine d'années et a représenté l'idéal de l'Angleterre thatcherienne. Le second a pour terre d'élection l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse et, dans une certaine mesure, le Japon. Or la concurrence entre ces deux capitalismes se développe de manière paradoxale : d'un côté, le modèle rhénan affirme sa supériorité économique et sociale ; des structures industrielles solides, des monnaies fortes, une meilleure protection des citoyens, des inégalités mieux

maîtrisées ; de l'autre, le modèle néo-américain étend son influence, non seulement en Europe centrale et dans le tiers-monde, mais au sein de la Communauté européenne elle-même, par l'intermédiaire de la réglementation sur le grand marché intérieur.

Dès lors, la conclusion s'impose : il faut construire la Communauté autour du modèle rhénan et c'est en particulier l'intérêt de la France dont le modèle colbertiste est en train de se désagréger. Tout cela écrit d'une plume alerte, avec des chiffres, mais pas trop, des anecdotes, mais bien choisies, des caricatures, mais de bons dessinateurs, un texte bouclé en trois cents petites pages fort serrées.

Reste le fond. Oui, Michel Albert a raison lorsqu'il affirme l'existence de plusieurs capitalismes caractérisés par des modalités de régulation différentes à l'échelle nationale. Il rejoint d'ailleurs sur ce point John Zysman et Gabriel Eickler qui écrivaient, en avril 1990, dans le *Débat* : « Des systèmes capitalistes où l'Etat joue un double rôle de stratège et d'entrepreneur à la conception plus traditionnelle d'un marché libéral où l'Etat n'est qu'un arbitre, en passant par les stratégies négociées entre les principaux acteurs dans une forme de corporatisme, les solutions politiques sont très diverses, de même que les régimes de propriété et les modes de répartition des revenus ».

## Le rôle des Etats

Faut-il réduire à deux le nombre de ces capitalismes ? Il y a vingt ans, la réponse eût été incontestablement non : les capitalismes français, italien, britannique, constituaient des formes sui generis. Aujourd'hui le panorama s'est modifié : l'ancien modèle britannique, scindé par la structure syn-

dicale, a donné naissance à un capitalisme hybride où le modèle néo-américain est tempéré par un Etat protecteur encore puissant ; le vieux modèle français d'économie mixte a amorcé son déclin depuis l'échec du raid sur la Société générale.

Mais, contrairement à l'opinion de Michel Albert, il existe encore, me semble-t-il, un fossé entre les capitalismes européens et nord-américain : l'ampleur du rôle de l'Etat-protecteur. Aussi peut-on faire deux critiques à la thèse de Michel Albert : il simplifie par trop les choses en sous-estimant le rôle des Etats et en gommant les différences nationales ; il n'analyse pas suffisamment la dynamique de l'évolution des modèles capitalistes sous l'influence de la globalisation des marchés, de la construction de la Communauté et de la montée des valeurs individualistes.

Mais ces remarques ne sont que peccadilles car Michel Albert soulève bien une question essentielle : l'Europe, qui, après la seconde guerre mondiale, n'a retrouvé une prospérité, capable de cicatriser ses plaies sociales internes, qu'en combinant les vertus du marché, de l'Etat-protecteur et de la négociation sociale, se trouve aujourd'hui devant un choix crucial : ou elle évolue progressivement vers le modèle néo-américain de capitalisme, avec le risque d'une intégrité croissante des revenus et des patrimoines, de luttes sociales internes et de conflits entre Etats de la Communauté, ou elle opte pour une accentuation de la spécificité européenne, ce qui, dans la mesure où le modèle français est en décadence, signifie un ralliement autour du modèle rhénan.

Ce débat doit avoir lieu. Il faut qu'en France notamment on réfléchisse à ce qu'il implique quant au fonctionnement de l'Etat, à la coopération européenne et à la construction d'un capitalisme européen. Voilà pourquoi *Capitalisme contre capitalisme* mérite d'être lu et de donner lieu à un vrai débat.

JACQUES LESOURNE

## COURRIER

## Coutumes juives

Dans le numéro du « Monde » daté des 25 et 26 août votre correspondant à New-York écrit, concernant les heurts entre Noirs et Juifs que ces derniers n'ont pas le droit de toucher la main des femmes « qui ne pratiquent pas leur religion ».

Il est exact que les lois de pureté juives, appliquées strictement, interdisent aux Messieurs tout contact physique avec une dame, de crainte que celle-ci ne soit en état d'impureté religieuse mensuelle.

Quant à sa propre épouse, il ne lui donnera la main qu'en dehors de ces périodes, qu'il connaît.

Cette règle — que l'on retrouve dans d'autres religions — s'applique à toutes les femmes et il pourrait prêter à fausse interprétation d'écrire, ou de rapporter sans explication, qu'un homme juif religieux refuse de donner la main à une femme non juif.

WERNER SALMON

Fontenay-sous-Bois

## Front national

## Deux prédateurs

par Didier Linotte

TAPIE et Le Pen correspondent bien l'un et l'autre à deux attitudes possibles de la France d'aujourd'hui, à deux tentations. Ce sont deux prédateurs, un vautour à deux têtes.

L'un incarne le cynisme de la rapine à court terme, l'illusion mirageuse des solutions miracles, mi-Lotus, mi-aventure pour bande dessinée du gamin aux « souliers d'or », que le football tire du bidonville pour le baigner dans l'argent et la pseudo-gloire. Son système, propre à bernier les gogos, spéculer, outre sur la bêtise, sur l'esprit de jouissance et de lucre immédiat conjugué avec l'absence de toute valeur morale forte.

Altruisme, solidarité vraie, effort, créativité sont inconnus dans ce paysage mêlé de pub, d'assistance et de « système D ».

L'autre incarne inversement raideur et fermeture. La nostalgie d'un ne sait quel mythe « avant » tient lieu d'analyse. Le rejet, la négation, l'apostrophe et l'anathème sont les ciments propres à fédérer amertumes, déceptions et déclin. Générosité, enthousiasme, confiance, bonne volonté, espoir ne font pas partie de cet univers-là, peuplé de schéresse et de rancune.

Mais l'un comme l'autre participent de mêmes phénomènes : la dévalorisation du politique et le primat du médiatique, forme achevée du démagogie-populisme.

La dévalorisation du politique passe chez l'un comme chez l'autre d'abord par la dévalorisation des hommes politiques. Les voies en sont diverses. Dans un cas, le vieux slogan populiste des élections de 1956 « Sortez les sorciers » reprend toute son actualité sur fond d'affaires et de parrains « Tous les mêmes, tous pourris ».

Dans l'autre, c'est le mythe de la « société civile » qui prend le relais complémentaire. Face à la prétendue inertie ou incompétence de la classe politique, rempla-

çons-la par les gloires confirmées et sans attache partisane de l'économie, de la science et des arts. Moderne apôtre, probablement sans le savoir, d'une autre parabole de Saint-Simon, on pense encore pouvoir passer du « gouvernement des hommes à l'administration des choses ».

Outre le caractère fallacieux de cette offre, elle dégage un puissant relief de féralité. Est-ce vraiment autre chose qu'un politicien et qu'un sortant vingt fois sorti quand on ne fait que battre tribunes et estrades depuis trente-cinq ans ?

## Les vociférateurs au « gros bâton »

Quel est l'opérateur économique sérieux qui accepterait sans bénéfice d'inventaire la soi-disant « réussite » industrielle de l'autre ? Pourquoi d'ailleurs briguer un mandat parlementaire qu'on n'exerce pas, pour duper ensuite sur la fonction ? Est-on sans étiquette et sans parti lorsqu'on n'avance que sous le couvert des batteries et des escadrons du « château » ?

Mais l'un comme l'autre savent occulter ces questions grâce à ce qui est devenu l'alpha et l'oméga de la communication politique : le primat du médiatique, l'image efface le mot. McLuhan nous l'a appris, le médium ne porte plus de message, le message c'est le médium !

A l'un, la « belle gueule » qui fait tremousser la gourmande Anne Siméon, l'organisation de la « route de l'empire » et du « tournez manège » des entreprises. *Passem et écrivains* se dit meugues et football, « pot-au-feu » pots et foot !

A l'autre, le slogan, la clameur vociférante, le dérapage verbal quand l'Audimat baisse, le calembour scandaleux qui fait dépêcher d'agence et rôle des tribunaux.

Mais qu'est cette histoire pleine de bruit et de fureur si ce n'est celle que raconte l'idiote ? Ou comme on dit en Provence subtile et sceptique : « A ben parla, mai qu'a di ? »

Faut-il faire de la politique ? Est-ce vraiment cela, la politique ? Est-ce devenu uniquement la cinématique des affaires assésées par les démagogues du show télévisé et les vociférateurs au « gros bâton » ? Doit-on s'y résigner ? Non, non et non.

La politique est toujours et encore l'art du bien commun, la confrontation des idées, le choix des stratégies collectives, des équipements, des priorités, la gestion au quotidien et pour l'avenir de la cité. Il y faut dévouement et désintéressement vrai, attachement réel à sa patrie grande ou petite, ancienne ou nouvelle, attention prévenante à l'égard des gens. Mais il y faut aussi sérieux et professionnalisme — sinon dans les moyens d'existence au moins dans l'attitude, — connaissance réelle des affaires publiques, des dossiers, de leurs règles et de leurs procédures.

Ce combat contre les prédateurs et pour une vision authentique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il faut le mener. Mais, partis et états-majors en charge doivent comprendre aussi, pour écarter les tentations démagogiques, qu'il leur faut se renouveler et accueillir les hommes neufs. Intégrité, compétence et dynamisme doivent représenter les vertus cardinales qui redonneront sa noblesse à la politique.

Il faut y participer car l'on ne peut, sans danger pour la démocratie, se résigner à ce que la politique soit devenue ce qu'on dit qu'elle est !

► Didier Linotte est ancien recteur de l'université de Nice et député national du PR.

## Contre Le Pen

Suite de la première page.

Pourtant, ces repères-là restent largement insuffisants pour désigner l'idéologie frontiste et comprendre son efficacité médiatique et électorale, qui repose sur une totale versatilité caméléonesque, énonçant autant de niveaux de discours que de groupes sociaux auxquels elle s'adresse. On passe d'un nationalisme à vocation raciste et autoritaire (à destination exclusive d'un noyau d'intégristes doctrinaires) à une propagande populiste apparemment plus modérée et modérée, plus « responsable », sur l'immigration et la sécurité (à l'usage de l'électorat de base), sans oublier une défense intrinsèque de l'Occident chrétien, nourrie par les thèses des néo-penseurs de la vieille droite et, en économie, l'apologie d'un capitalisme libéral pur et dur mais cependant à préférence nationale et anticosmopolite.

Ce patchwork disqualifie la recherche d'une définition trop « historique » du lepénisme, qui travaille en profondeur, dans la France d'aujourd'hui, des formations sociales qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'Italie de la marche sur Rome, ou l'Allemagne de la fin de Weimar. L'historien Pierre Milza montre bien, dans un livre récent (1), que les organisations d'extrême droite qui ont accédé au pouvoir ont toujours su faire preuve d'opportunisme et d'empirisme : ce sont bien ces équivoques-là qui les rendent plus dangereuses et plus efficaces.

L'adversaire désigné, il faut maintenant préciser de quelle façon il représente un danger majeur pour la démocratie : le Front national peut-il en effet parvenir au pouvoir en tant que parti ou, comme groupe de pression, peut-il réussir à faire porter ses couleurs par d'autres ?

Si ces deux hypothèses ne s'excluent pas, seule la seconde, dans un premier temps, semble plausible. N'observe-t-on pas depuis quelques mois un durcissement du discours de la droite parlementaire, son imprégnation par les

thèses frontistes qui bloquent tout débat politique sur la question de l'immigration et légitiment toutes les figures d'alliance sur le terrain électoral ?

Entre la droite et l'extrême droite, ce ne sont pas tant les transferts de militants (dans les deux sens) qui posent problème, que la multiplication d'institutions d'échanges (clubs, journaux, ouvrages, municipalités, régions) où se teste la compatibilité des idées, où s'élaborent et se diffusent des terminologies « acceptables » parmi lesquelles la « préférence nationale », l'« identité chrétienne de la France », ou le « Français de souche ».

Ainsi, patiemment, face à une résistance idéologique et morale étrangement timorée, le FN est parvenu à dégrader profondément le débat politique, à tel point qu'on en est, à droite, à l'heure des surenchères (« moi, je vais plus loin que Le Pen... ») (2) et, en face, à celle de renoncements, travestis sous un « populisme de gauche », que l'on espérait pourtant banni de la tradition politique.

## Plusieurs initiatives politiques

Avec obstination, et comme s'il n'y avait même plus de « valeurs de gauche » à combattre, c'est aux valeurs républicaines fondatrices que l'on s'est attaqué, valeurs fragilisées à coups de paradoxes et de glissements. Ouvrir pour leur restauration et leur développement implique à notre sens plusieurs initiatives politiques.

Ainsi, prioritairement, des pratiques offensives doivent être menées sur le terrain social où se diffusent — il faut bien le reconnaître — des sentiments anti-maghrébins qui débordent de loin le « simple » problème de l'immigration. Les lois antiracistes existantes sont devenues inadéquates pour traiter un climat dangereusement dégradé, où se mêlent, dans la confusion, les recettes simplistes pour résoudre le chômage, la déliquance, les banlieues et la peur des islamistes.

Tout cela, il faut l'analyser, en précisant les contours et ne pas cesser de l'expliquer. Il faut aussi y répondre par l'idée de citoyenneté, là aussi définie en termes concrets. « Intégration », pour quoi et comment ? « Casser la logique du ghetto », par quels moyens ? Quelles formes d'expression et de représentation politiques pour ces populations (formes dans lesquelles un droit de vote, acquis et non octroyé, s'inscrit dans une dynamique plus forte) ? Quels principes pour la pratique religieuse, qui impliquent que soient réaffirmés, avec la même clarté, les principes de laïcité bousculés de tous côtés ?

Dans notre vieille République, c'est au sein (ou à proximité) d'organisations politiques, syndicales, culturelles que ce type d'action peut être le plus efficacement conduit. Mais encore faudrait-il que les appareils politiques, principalement, prennent des initiatives précises, notamment en termes de stratégie électorale.

Les Verts, en ce domaine, doivent à leurs électeurs une rapide clarification. Si la droite dite civilisée est plutôt discrète (que sont devenus les rénovateurs ?), à gauche, l'initiative de Jean-Christophe Cambadélis semble plus sérieuse, surtout si elle lève rapidement deux hypothèses : celle d'apparaître comme le simple mavelement de façade du PS, et la constitution d'un nouveau lieu d'affrontements de tendances, de stratégies personnelles qui sclérosent et décrédibilisent ce parti. Sur ce point, on jugera des pratiques de terrain plus que de l'ouverture du comité de parrainage de ces « états généraux ».

Au moins cette démarche rappelle-t-elle la nécessité de promouvoir des lieux nouveaux d'échanges et d'analyses pour contrer l'enracinement du Front national, phénomène devenu, hélas ! majeur et durable dans le champ politique français. Contre cet enracinement, c'est aussi ne plus transiger sur la défense de nos valeurs démocratiques.

OLIVIER BERNARD  
MICHEL NARBONNE  
CLAUDE POIZOT

(1) *Fascisme français, passé et présent*, Flammarion, 1987.  
(2) Michel Poniatowski dans le *Figaro*, 27 juin 1991.

**Le Monde**  
**DOSSIERS & DOCUMENTS**  
8 F  
Septembre 1991  
Premier dossier  
**LE YEN ET LE SYSTÈME JAPONAIS**  
Second dossier  
**L'HÔPITAL EN CRISE**  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

لَا تَزَالُ مِنَ الْأَصْلِ



# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIETIQUE

Dès l'ouverture, mardi, de ses travaux à Moscou

## La CSCE a entériné l'adhésion des Etats baltes

S'adressant mardi 10 septembre aux ministres des affaires étrangères des trente-huit pays membres de la CSCE (tous les pays européens y compris les trois Républiques baltes, le Canada et les Etats-Unis) réunis à Moscou, M. Gorbatchev a remercié la communauté internationale pour son soutien lors du récent putsch en URSS. Il a déclaré que le pouvoir fédéral maintiendrait un « contrôle effectif » sur les armées nucléaires soviétiques.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Quand, en novembre 1986, M. Chevardnadze, alors chef de la diplomatie soviétique, eut l'audace de proposer d'accueillir à Moscou une réunion de la CSCE sur les droits de l'homme, l'idée apparut aux Occidentaux comme une constante incongruité. Quand, deux ans plus tard, elle fut finalement acceptée, beaucoup n'en continuaient pas moins de penser, comme le chef du Foreign Office,

que ce projet était à peu près aussi pertinent que celui d'organiser une conférence sur le whisky en Arabie saoudite.

Sakharov était encore relégué à Gorki, mais M. Gorbatchev ouvrait les portes de l'URSS aux juifs, faisait des concessions en matière de désarmement et des promesses de démocratisation interne. L'Occident, pour le soutenir, avait accepté ce projet moyennant quelques garde-fous. Certains le regretteront en novembre 1989, notamment quand l'Union soviétique opposa son veto à une participation, même muette, des représentants baltes au sommet de la CSCE à Paris.

Et si la réunion qui se tient aujourd'hui à Moscou avait été programmée il y a dix ans, elle n'aurait pas été possible. M. Gorbatchev se serait sans doute mordu les doigts de l'avoir tant revendiqué. L'URSS risquait en effet encore il y a quelques semaines d'y apparaître comme l'un des principaux accusés, tant certaines réformes démocratiques étaient lentes à entrer en application, tant le dossier de la répression s'était entremêlé au cours de la répression.

Est-ce à dire qu'aujourd'hui le communisme défait, la bataille des droits de l'homme est définitive-

ment gagnée en URSS? Nul ne pourrait en jurer dans la situation extrêmement incertaine du moment. Mais du moins les nouveaux dirigeants de l'Union souhaitent-ils proclamer solennellement leur adhésion sans arrière-pensées à ces principes « universels ».

C'est ainsi que M. Boris Pankine, le nouveau ministre des affaires étrangères, a expliqué il y a quelques jours la décision de maintenir ce rendez-vous avec la diplomatie internationale, en annonçant lui-même à cette occasion que les Etats baltes deviendraient membres de plein droit de la CSCE lors de cette réunion. Le putsch manqué, a-t-il dit en substance, a donné aux droits de l'homme et à leurs garanties internationales une « acuité nouvelle » et démontré qu'ils ont une priorité sur le principe de non-ingérence.

Cette profession de foi des dirigeants soviétiques ne va évidemment pas sans son corollaire : le plaidoyer pour un soutien matériel des Occidentaux. Ce sera le thème majeur des nombreuses rencontres bilatérales qui doivent avoir lieu en marge de la CSCE et qui éclipsent quelque peu les débats sur les droits de l'homme.

Plusieurs de ces responsables

soviétiques ont lancé ces derniers jours des appels pressants à l'aide internationale. M. Pankine a relancé le chiffre de 100 milliards de dollars qu'il avait évoqué au printemps. M. Mikhaïl Gorbatchev a eu la même argumentation : si la communauté internationale a su trouver cette somme pour la guerre du Golfe, elle doit savoir la trouver aussi pour un enjeu aussi considérable, à savoir l'accompagnement des mutations de l'URSS.

### Le problème de l'aide

M. Ivan Silaev, qui assure l'intérim du gouvernement soviétique et dirige le Comité devant veiller à la mise en œuvre des réformes économiques, a exprimé son espoir de convaincre M. James Baker que tous les motifs de réticence des Américains à une aide plus importante étaient en passe de disparaître.

Du côté occidental, on va naturellement se bousculer pour des ententes en tête à tête avec les dirigeants soviétiques. M. Gensch et De Michelis, arrivés un jour avant les autres, ont déjà rencontré lundi M. Gorbatchev. C'est le secrétaire d'Etat américain,

M. James Baker, qui a annoncé le programme le plus consistant : trois jours à Moscou (de mardi soir à vendredi soir), après quoi il se rendra à Saint-Petersbourg dans les pays baltes et au Kazakhstan.

M. Baker a fait savoir que la question du devenir des armes nucléaires soviétiques serait au premier rang de ses préoccupations dans les conversations qu'il aura à Moscou. Il compte aussi parler du Proche-Orient où il se rendra immédiatement après, afin de lever l'hypothèque que les bouleversements en URSS font peser depuis le 19 août sur le processus de paix qu'il essaie d'engager dans cette région.

Comme le président Bush.

Les Etats baltes bientôt admis à l'ONU. — On estime à New-York que les trois Etats baltes devraient être admis à l'ONU dès l'ouverture, le 17 septembre, de la prochaine assemblée générale de l'Organisation. D'autre part, la CEE et les Etats baltes vont entamer des négociations afin de parvenir « rapidement » à un accord d'« association », a annoncé, lundi 9 septembre, M. Frans Andriessen,

M. Baker entend aussi aborder le problème des îles Kouriles, et espère obtenir davantage sur ce point du Gorbatchev nouvelle manière que n'en avaient obtenu il y a quelques mois les Japonais. C'est sans doute pour le représentant de l'administration américaine une façon détournée (par le Japon) de répondre à la question de l'aide. M. Khasbulatov, président du Parlement de Russie, actuellement en visite au Japon, a parlé lundi de « changement qualitatif » dans la position de la Russie sur la question des Kouriles, et laisse entendre que les étapes d'un règlement pourraient être accélérées.

CLAIRE TRÉAN

vice-président de la Commission européenne. — (AFP, Reuters.)

Rectificatif. — C'est par erreur que M. Edgar Savisaar a été signalé, dans le Monde daté 8-9 septembre, comme président de l'Estonie. M. Savisaar est en fait le chef du gouvernement de cette République dont le président est M. Arnold Ruutel, comme l'indiquait la légende de la carte publiée dans le même numéro.

### La situation dans les Républiques

## La Crimée, entre la Russie et l'Ukraine

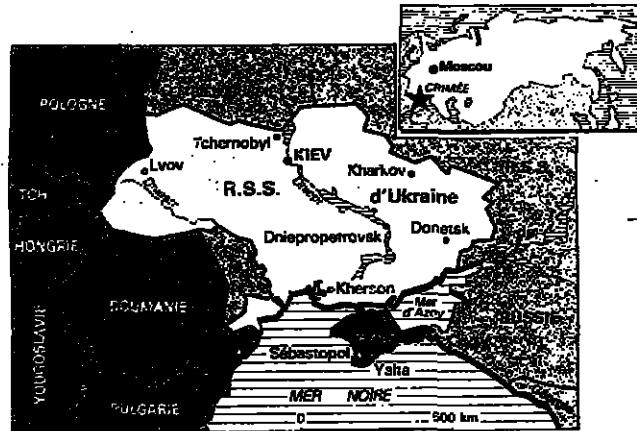
Cette République autonome, peuplée majoritairement de Russes, redoute l'indépendance de l'Ukraine, à laquelle elle a été rattachée en 1954

Craignant l'indépendance de l'Ukraine, la Crimée, intégrée officiellement à celle-ci mais peuplée de Russes, s'est proclamée le 4 septembre « souveraine » à l'intérieur de l'URSS. Si l'Ukraine s'éloignait trop de l'Union, la Russie pourrait revendiquer ce territoire. Quant aux Tatars, déportés par Staline, ils sont de retour et continuent de réclamer cette terre.

SIMFEROPOL (Crimée)

de notre envoyé spécial

La Crimée est d'abord célèbre pour « sa » guerre, la guerre de Crimée (1854-1855), au cours de laquelle des soldats français se sont battus aux côtés d'Anglais et d'Otomanes pour stopper l'expansionnisme russe. Elle est aussi connue pour ses Tatars et pour sa station balnéaire de Yalta, où se réunissent en 1944 Staline, Roosevelt et Churchill. Plus récemment, elle fut aussi d'actualité puisqu'elle abritait la datcha-prison de Mikhaïl Gorbatchev. Malgré le calme qui règne à Simferopol, sa



capitale, la petite péninsule de 27 000 kilomètres carrés, que baigne la mer Noire, fut de nouveau rattachée à la Russie et l'Ukraine n'en arriva à la guerre pour la Crimée, estime ainsi un responsable tatar. Colonisée depuis sa conquête par Catherine II en 1783, par les Russes (ils représentent aujourd'hui près de 68 % des 2,5 millions d'habitants), la Crimée appartient à l'Ukraine.

Or cette dernière a manifesté sa volonté d'indépendance et voudra, peut-être, la concrétiser après le réfé-

rendum prévu pour le 1<sup>er</sup> décembre prochain. Khrouchtchev fit cadeau de la Crimée à l'Ukraine en 1954 pour le tricentenaire de la fondation de la Fédération russe. Le référendum prévu pour peu qu'il Kiev l'imposait à l'Ukraine entre les peuples russe et ukrainien ne devenait un monument du passé. M. Boris Eltsine n'a-t-il pas laissé entendre que, si l'Ukraine sortait de l'Union, il faudrait revoir ses frontières.

A Simferopol, la capitale de la

« République socialiste soviétique autonome de Crimée », les autorités russes, qui se donnent encore du « canaruk », sont peu bavardes sur ce sujet, mais se préparent discrètement au pire. En réponse à la proclamation d'indépendance du Parlement de Kiev du 23 août dernier, le Soviet de la République de Crimée a voté, lors d'une session extraordinaire le 4 septembre, une déclaration de « souveraineté », « base de la future participation au traité de l'Union », dont il semble se faire le porteur de sortie. « C'est une nouvelle étape des autorités russes de Crimée pour préparer leur rattachement à la Russie », dont la région n'est séparée que par un petit détroit, estime un dirigeant tatar.

Si M. Vadim Zagorodni, le conseiller du premier ministre de Crimée, admet qu'« émotionnellement et psychologiquement la population veut rejoindre la Russie », il ajoute que « les dirigeants de Crimée ne se sont pas conduits par les émotions ». D'une grande prudence, le président du Soviet de la République, M. Nicolai Bagrov, est « trop occupé pour répondre aux populistes » et son vice-président, fraîchement nommé, « trop peu au fait » pour faire des commentaires.

« Nous avons peur de l'indépendance de l'Ukraine. C'est pour cette raison que nous sommes pour la souveraineté », explique Nicolai Saoul, soixante-trois ans, qui promène dans les rues de Simferopol ses quarante-trois dévotionnels. « L'Ukraine, qui est avec la Russie depuis des siècles, doit rester avec elle », ajoute ce vétéran de la seconde guerre mondiale.

### Eviter

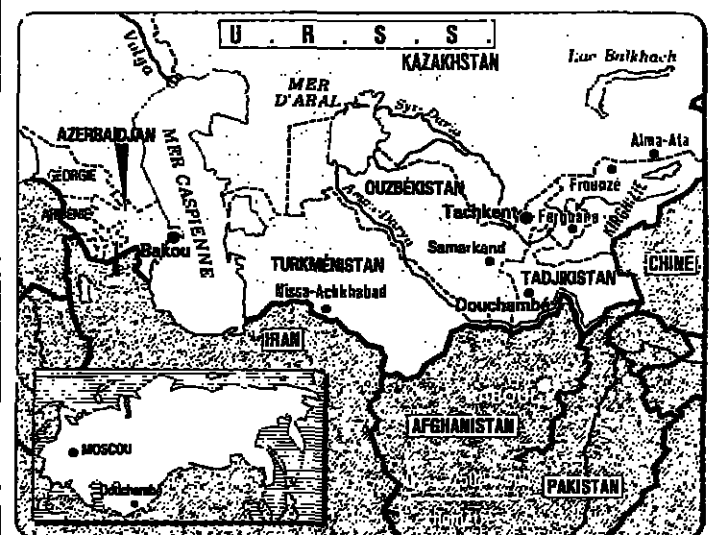
le désastre écologique

Si l'Ukraine a reconnu l'autonomie de la Crimée, ratifiée par un référendum en mars dernier, Kiev est restée silencieuse sur la proclamation de souveraineté du 4 septembre. « La Crimée a droit à ses propres structures, à sa propre culture. Mais, si elle comprend par autonomie la sortie du cadre actuel, je ne serai jamais d'accord, car je suis persuadé que toute modification de frontières va nuire à la guerre », explique, le 30 août, le président ukrainien Léonid Kravtchouk.

A Simferopol, on présente, avant tout, la proclamation de souveraineté comme étant un moyen de développer l'économie et le tourisme, de stopper le désastre écologique. « L'Ukraine a implanté ici son industrie, notamment chimique, et, à cause de la pollution, Yalta a été exclue de la liste des stations balnéaires internationales », se lamente Vadim Zagorodni. Pour le reste, il s'agit aussi, profitant du bouleversement de l'Union, de retrouver le titre de République autonome, perdu le 30 juin 1945, Staline ayant jugé que le peuple de Crimée avait collaboré avec les nazis.

JEAN-BAPTISTE NAUDÉ

## Le Tadjikistan a proclamé à son tour son indépendance



Le Tadjikistan, en Asie centrale, a proclamé son indépendance lundi 9 septembre, devenant ainsi la neuvième République d'URSS à rompre avec Moscou depuis le coup d'Etat avorté du mois d'août. Le Soviet suprême du Tadjikistan a adopté, lors d'une session extraordinaire, une résolution faisant du 9 septembre une journée fériée pour marquer la « Fête de l'indépendance ». Cette résolution stipule que le Tadjikistan est un Etat de droit souverain et démocratique.

Cette République, qui a une frontière commune avec l'Afghanistan et avec la Chine, avait proclamé sa souveraineté l'année dernière en affirmant la prééminence de sa législation sur les lois et la Constitution de l'URSS. D'une superficie de 143 000 kilomètres carrés, le Tadjikistan, dont la capitale est Douchanbe (600 000 habitants), a une population de cinq millions d'habitants. La majeure partie de la population du pays est concentrée dans le Sud-Ouest, région de larges vallées. Formée en majorité de Tadjiks (56 %), du groupe ethnique turc, tra-

ditionnellement de religion musulmane, cette population comprend aussi des Ouzbeks (plus de 20 %), des Russes (12 %), des Ukrainiens, des Kirghizes et des Turkmènes. Après la révolution d'octobre 1917, il fallut sept ans aux Soviétiques pour installer au Tadjikistan, qui de République autonome devient l'une des quinze Républiques de l'URSS en 1929.

Le 31 août dernier, le président tadjik, Kakhkar Makhkamov, démissionnait après un vote de défiance du Parlement. Les députés lui reprochant de ne pas avoir pris publiquement position contre le coup d'Etat. L'année précédente, la capitale avait été le théâtre de violences interethniques au cours de manifestations organisées par l'opposition, le Parti démocratique et le Parti de la renaissance islamique.

L'économie du Tadjikistan est essentiellement agricole (coton). Le sous-sol est riche en plomb, zinc, tungstène et charbon, mais l'industrie est peu développée. — (AFP, Reuters.)

## Quand le chef du KGB discute avec un ancien dissident

Les télespectateurs soviétiques ont eu la surprise, lundi 9 septembre dans la soirée, de voir le nouveau président du KGB, M. Vadim Bakatine, discuter à bâtons rompus devant les caméras avec l'ancien dissident Vladimir Boukovski.

L'écrivain, échangé par l'URSS en 1978 contre le dirigeant du Parti communiste chilien Luis Corvalan, a notamment estimé, lors de cette conversation, que les archives du KGB devaient être ouvertes pour savoir si Kirov, un proche collaborateur de Staline, avait bien été assassiné en 1934 sur ordre de ce dernier.

Il a également espéré que

l'on pourrait déterminer, grâce à ces documents, si Lénine était ou non revenu en Russie, à la veille de la révolution d'octobre 1917, avec l'aide financière des Allemands.

La levée du secret pesant sur les archives du KGB devrait, en outre, selon M. Boukovski, permettre de connaître des détails sur l'assassinat du président américain John Kennedy en 1963 et la tentative de meurtre dont a été l'objet le pape Jean-Paul II en 1981. M. Bakatine a, pour sa part, répondu qu'il n'était « pas sûr » que les archives du KGB contiennent des renseignements sur tous ces sujets. — (AFP.)

هكذا من الأصل

## LES BOULEVERSEMENTS EN URSS

En Géorgie

## Le président Gamsakhourdia appelle à mettre « hors d'état de nuire » les opposants à sa politique

Le président géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia, a appelé à « mettre hors d'état de nuire les opposants » à sa politique, lundi soir 9 septembre, au cours d'un rassemblement à Tbilissi, la capitale de cette République caucasienne. Deux manifestations, séparées par un cordon de policiers, regroupant chacune de 10 000 à 12 000 personnes, se sont en effet déroulées simultanément à partir de 18 heures sur l'avenue Roustaveli, à proximité du siège du gouvernement.

Les opposants à la politique du président géorgien scandaient « Ceausescu, Ceausescu ! » à l'adresse de M. Gamsakhourdia. Ce dernier s'en est directement pris à la garde nationale, dont une partie importante des effectifs s'oppose à sa politique. Il a, en outre, annoncé un report de la session du Parlement géorgien, qui devait notamment examiner, à partir de mardi, la question des rapports que la Géorgie doit dorénavant entretenir avec l'URSS. La Géorgie avait proclamé en avril son indépendance et a fait savoir vendredi dernier qu'elle rompait

« toutes ses relations officielles » avec l'Union soviétique en raison de sa non-reconnaissance par le pouvoir fédéral.

Un « meeting de protestation » contre l'action de M. Gamsakhourdia se déroule presque chaque soir depuis le début du mois à Tbilissi et plusieurs manifestants avaient été blessés le 2 septembre par les forces spéciales du ministère géorgien de l'intérieur. Par ailleurs, lundi soir, soixante-seize collaborateurs de la télévision géorgienne ont protesté contre la « politique de désinformation » dans la République et ont menacé de se mettre en grève. — (AFP)

■ AZERBAÏDJAN : nouveaux affrontements entre Arméniens et Azéris. — Au moins six personnes ont été tuées et plus de vingt-cinq blessées lors d'une nouvelle journée de violence entre Azéris et Arméniens dimanche 8 septembre en Azerbaïdjan. — (AFP)

## DIPLOMATIE

## M. Joxe rassure les Allemands sur le déploiement en France des missiles nucléaires Hadès

Devant son homologue allemand, M. Gerhard Stoltenberg, le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, a indiqué, lundi 9 septembre, à Paris, à propos de la perspective d'une réduction en Europe des armes nucléaires tactiques (le Monde du 10 septembre), que « la France ne sera pas les pieds sur les feux ». Il y a un grand mouvement mondial de désarmement.

« La menace nucléaire telle que nous l'avons connue depuis plusieurs décennies, a ajouté M. Joxe, est en voie de disparition avec l'écroulement et le discredit de l'idéologie qui en était le moteur. Il existe en Europe une opportunité historique de progresser sur la voie du désarmement (...). Une réduction drastique des arsenaux nucléaires, et pour commencer des armes nucléaires de courte portée, peut être l'un des objectifs de cette nouvelle ère de désarmement » dans le monde.

On sait que le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a laissé entendre, la semaine dernière, que l'Alliance atlantique pourrait envisager — lors de la réunion en octobre prochain à Bruxelles de son groupe de planification nucléaire, puis lors du sommet de l'OTAN prévu en novembre à Rome — une réduction de ses

armes nucléaires de courte portée en Europe. En affirmant que « la France ne sera pas les pieds sur les feux », en ce domaine, le ministre français de la défense a, sans doute, voulu apaiser les craintes apparues récemment en Allemagne lors de l'annonce (le Monde du 26 juillet) de la création d'une nouvelle brigade de missiles nucléaires Hadès, à partir de deux régiments stationnés dans la Manche et dans l'Aube.

Le missile Hadès, monté sur un semi-remorque banalisé, porte à environ 480 kilomètres une charge nucléaire dont la puissance peut aller jusqu'à 80 kilotonnes (quatre à cinq fois l'énergie de la bombe d'Hiroshima). Les Allemands redoutent que cette arme menace des pays alliés ou des territoires de l'expansion de l'Union soviétique.

« Il faut que les deux Grands, a commenté M. Stoltenberg, se mettent d'accord dans un premier temps sur les armes nucléaires à courte portée basées à terre. » Si un accord était trouvé, « je pourrais envisager des entretiens avec nos amis français sur le développement de la stratégie nucléaire en Europe », a ajouté le ministre allemand, qui a conclu que, dans un tel cadre, « la France pourrait réviser ses positions ».

## M. Boris Eltsine ne participera pas à Paris à la réunion de l'Union démocratique européenne

En raison de la tenue à Moscou de la CSCE, M. Boris Eltsine, président de Russie, ne participera pas — comme il avait été annoncé — du 11 au 13 septembre à Paris, à la conférence des chefs de parti de l'Union démocratique européenne (UDE), qui regroupe les mouvements libéraux de l'Europe et à laquelle il avait été invité par M. Jacques Chirac lors du voyage de celui-ci à Moscou. Pourtant, M. Eltsine, ministre des affaires étrangères d'Australie, avait annoncé ce voyage lundi 9 septembre, au cours d'une conférence de presse donnée à Vienne. Au même moment, à Paris, M. Chirac, vice-président fondateur de l'UDE et puissance invitante, précisait que vingt-cinq chefs de parti de divers pays de l'Europe et dix représentants invités d'autres nations participeraient aux travaux, à l'hôtel de Ville.

Ainsi, M. Itzhak Shamir, premier ministre israélien — dont le parti, le Likoud, demande à faire partie de l'UDE — prendra la parole, ainsi que M. John Major, premier ministre britannique (tous deux devaient être reçus, mercredi 11 septembre, par M. François Mitterrand); MM. Poul Schlüter, premier ministre danois, Mesut Yilmaz, premier ministre turc, David Oddson, premier ministre islandais, Edward Fenech Adami, premier ministre maltais, et Constantin Mitsotakis, premier ministre grec, seront également présents alors que le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, devant se rendre à Washington, s'est excusé

(mais la CDU et la CSU seront représentées). Sont également attendus à Paris le président de la Bosnie, M. Alija Izetbegovic, celui de la Croatie, M. Franjo Tudjman, et le premier ministre de Slovaquie, M. Lojze Peterle. Des partis « démocratiques » de l'Est ont annoncé leur présence : trois de Hongrie, dont celui de M. Antall, premier ministre; le vice-premier ministre de Tchecoslovaquie, M. Baudys; le premier ministre de Slovaquie, M. Carnogurski; les présidents de trois partis des Etats baltes et le premier ministre de Pologne, M. Bielecki. Une rencontre est prévue, en marge des travaux, entre le premier ministre grec, le premier ministre turc et le président du Parti démocratique de Chypre.

L'UDE, fondée en 1978 pour regrouper les mouvements politiques des pays d'Europe qui s'opposaient aux socialistes, a précisé M. Chirac, s'est largement développée depuis cette date. Le président du RPR veut donner un grand retentissement à cette « conférence de Paris ». Il demandera à ses hôtes de renforcer le rôle que leurs mouvements peuvent jouer dans l'élaboration d'un nouvel ordre mondial et européen, qui doit résulter de l'effondrement du communisme à l'Est. Après son voyage à Moscou, le président du RPR entend ainsi développer son action internationale et prendre des initiatives qui ne sont pas sans lien avec la situation politique française, comme il l'a déjà montré notamment à Périgueux.

A. P.

## EUROPE

YOUGOSLAVIE :

## « La route sera longue » vers la paix

estime M. Henry Wijnandts, le médiateur de la CEE

Tandis que les combats se poursuivent en Croatie, le principal négociateur de trêve de la CEE, M. Henry Wijnandts, poursuit ses efforts de médiation entre Croates, autonomistes serbes et militaires. Mais, si les accords de cessez-le-feu sont difficiles à conclure, ils sont encore plus difficiles à faire respecter.

ZAGREB

de notre envoyé spécial

La Croatie a connu, lundi 9 septembre, son lot d'accrochages et de bombardements. Mais, au soir de cette nouvelle journée de guerre, un homme refusait de perdre espoir. Il avait pourtant toutes les raisons de désespérer, puisqu'il s'agit du principal négociateur de trêve en Yougoslavie, le représentant de la présidence néerlandaise de la CEE, M. Henry Wijnandts, ambassadeur des Pays-Bas en France. Délégué par son premier ministre pour tenter l'impossible, à savoir convaincre Croates, Serbes et militaires de conclure — et surtout de respecter — un cessez-le-feu, il ne cesse, depuis des semaines, de voir balayer sa médiation, d'entendre le canon tonner de qu'il a le dos tourné.

Mais M. Wijnandts a de l'énergie à revendre. Il sent visiblement les prémices d'une accalmie, les premiers signes que son travail de fourmi n'aura peut-être pas été totalement vain. Lundi, il a signé son quatrième accord de cessez-le-feu à Novska, à une centaine de kilomètres à l'est de Zagreb, à la périphérie de ce qui est, depuis mercredi dernier, le champ de bataille : l'autoroute Belgrade-Zagreb, coupée par les Serbes et que les Croates n'ont toujours pas pu dégager.

Découper le « champ de bataille »

La région a connu ses bombardements quotidiens, notamment à quelques kilomètres seulement de Novska. Le canon venait de se taire en fin d'après-midi et, tout en avançant en sens inverse, se trouvaient en face de Novska, M. Wijnandts dissimulait mal sa fierté, surtout en désignant un petit atterrissement à quelques mètres de là : un officier serbe, le général Raseta, adjoint au commandant de la cinquième région militaire (Slovénie et Ouest-Croatie), discutant avec des cadres de

la Garde nationale croate. Certes, les événements ont amplement montré la valeur que l'on accorde ici au cessez-le-feu. D'autant que l'accord de Novska a été signé par l'armée et les Croates mais pas par les principaux acteurs du drame serbo-croate, les « irréguliers » serbes. Seul l'accord d'Osijek — violé depuis — a été signé le 6 septembre par les officiers serbes de Slavonie orientale. Ce qui a permis d'y dépêcher, dimanche, des observateurs de la CEE, élément essentiel aux yeux de l'ambassadeur néerlandais si l'on veut avoir une chance que la trêve s'instaure durablement.

Amertume envers l'Europe et la France

Avec celui de Novska, les accords signés par l'armée et les Croates concernent la Dalmatie du centre et du nord ainsi que la région de Gospić, au sud de Zagreb, non loin de la côte. Dans ces deux cas, les « irréguliers » serbes n'ont pas encore signé, mais M. Wijnandts espère les convaincre. « Je ne suis pas sans espoir », dit-il — de se rallier à la raison. Pour ce faire, il devait se rendre, mardi, à Knin, chef-lieu de la Krajina, que la population serbe a érigée, unilatéralement, en « région autonome ». Car M. Wijnandts est certain que « l'implication des gens de Knin » pourra débloquer les choses, autrement dit, que ceux-ci pourront convaincre les rebelles serbes de suivre l'exemple d'Osijek.

Mais, en dépit du traitement que les belligérants ont fait subir à ces cessez-le-feu, le négociateur de la CEE se sent encouragé dans sa nouvelle tactique : découper le « champ de bataille » en différentes zones et négocier un accord sur le terrain. Il s'agit d'un « progrès », d'une démarche « pragmatique », estime M. Wijnandts, ces accords locaux prévoyant notamment la présence dans chaque camp d'officiers de liaison de l'autre camp, et les signataires acceptant de se rencontrer en cas de violation du cessez-le-feu. Ces « progrès » n'avaient pourtant pas le diplomate. S'il juge que son découpage zone par zone représente « un pas important », c'est pour ajouter aussitôt : « Mais la route sera longue ».

Du côté des militaires, à en croire le général Raseta, qui a signé l'accord de Novska au nom de l'armée, celle-ci « respecte le cessez-le-feu et surtout le respectera ». Toutefois, sa réponse

embarrassée à la question de savoir si, sur place, des initiatives intempestives de cadres locaux n'avaient pas été dans le passé à l'origine de violations du cessez-le-feu — « Je ne sais pas. Je n'ai pas toujours été sur le terrain » — laisse perplexes. Un officier de la Garde nationale croate s'est, quant à lui, empressé de reprocher au général Raseta de ne pas pouvoir contrôler ses hommes.

A Zagreb, en tout cas, l'heure n'est pas à l'optimisme mais plutôt à l'amertume. Ainsi, le vice-président du gouvernement croate, M. Zdravko Tomac, constate que « rien n'a changé après l'ouverture de la conférence de La Haye : les combats continuent, les bombardements se poursuivent ». Pour lui, le « numéro un » serbe, M. Slobodan Milosevic, « ne tient pas ses engagements : d'une main il signe un accord et de l'autre il tire ».

Amer surtout, il l'est à l'égard de l'Europe, qui, après avoir prêché en faveur d'un impossible dialogue, « ne peut plus arrêter la force », et principalement à l'égard de la France. Cette dernière, affirme M. Tomac, entretient « un lien secret » avec M. Milosevic. Le vice-premier ministre en veut pour preuve le fait que M. Roland Dumas n'a récemment fait allusion — indirectement — qu'à la Slovénie comme République susceptible d'accéder rapidement à l'indépendance, sans évoquer la Croatie.

YVES HELLER

## Les Serbes de Croatie réclament la création d'une grande « région serbe »

Les Serbes de Croatie semblent se radicaliser : le plan de leur leader, M. Milan Babic, publié lundi 9 septembre, par le journal *Borba* à Belgrade, parle ouvertement de la création d'une grande région serbe, qui empièterait sur le territoire de la Croatie et de la République voisine de Bosnie-Herzégovine.

Les Serbes de Croatie, qui avaient demandé à être représentés à La Haye, estimant que personne, y compris leur fidèle allié le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, ne pouvait parler en leur nom, affirment désormais ouvertement leur volonté de créer une grande région serbe qui pourrait soit devenir une entité autonome au sein de la fédération yougoslave, soit se rattacher à la Serbie. Le plan de Milan Babic, chef du

gouvernement de la Krajina (enclave serbe qui a proclamé son autonomie au sud de la Croatie), prévoit en tout cas de couper tous les ponts avec la Croatie et ne parle plus d'un statut d'autonomie au sein de cette République.

La Krajina, dont la capitale est Knin, représente un cinquième du territoire croate. Sur les quatre cent mille habitants de la Krajina, trois cent mille sont des Serbes. M. Milan Babic entend rattacher la Krajina de Knin à la Krajina de Bosnie, de l'autre côté de la rivière Una. Une partition de la Bosnie, où cohabitent plus ou moins bien musulmans (43 % de la population), Serbes (31 %) et Croates (17 %), pourrait provoquer l'ouverture d'un nouveau front de la guerre civile en Yougoslavie. — (AFP)

## Un entretien avec M. Lech Walesa

Suite de la première page

« L'époque exigeait des réformes, cela a produit Gorbatchev et en produira d'autres. Ce n'est pas tant Gorbatchev que l'époque elle-même qui a enfanté les réformes. »

— Avez-vous à présent découvert un troisième Gorbatchev, le démocrate ?

— Non. Mais il a bien travaillé, c'est quand même lui qui a commencé, et je lui souhaite les meilleures choses. Cependant, n'oublions pas que de nouvelles personnalités arrivent, qui sont moins usées, mieux préparées, moins marquées par le passé. Gorbatchev est sincère, bien sûr, mais chaque époque a son apôtre.

— M. Eltsine, à qui vous venez de transmettre une invitation à Varsovie, est-il moins fatigué, lui ?

— Aujourd'hui, Boris Eltsine apparaît comme un héros ; dans une semaine ou dans un mois, ça peut changer. Ses décisions peuvent se révéler mauvaises. Mais j'ai beaucoup de respect pour lui. C'est la révolution, tout simplement. Prenez le cas polonais : en 1989, à la table ronde, nous avons passé un pacte avec les communistes, et c'est comme ça que notre révolution a commencé. Pour certains des signataires, ce n'était qu'un début : ils voulaient aller plus loin et se débarrasser des communistes. Là-bas, en Russie, ça va être pareil. C'est normal, nous sommes en pleine instabilité. Mais, plus tard, la stabilité reviendra.

L'Occident raisonne de manière classique : c'est Gorbatchev qui a commencé, c'est lui qui est au pouvoir, il a agi conformément aux critères occidentaux,

donc il est bon. Mais vous oubliez une chose : la période n'est pas stable. C'est la révolution. Vous vous êtes entêtés, vous avez commis des erreurs, et maintenant vous découvrez qu'Eltsine est bon.

— Qu'est-ce qui vous plaît chez Eltsine ? Certains vous trouvent des points communs...

— Nous avons, tous les deux, été portés par les meetings populaires et par des situations difficiles. Mais, en temps normal, on n'aurait pas pensé à nous comparer. Pour le reste, c'est comme aux autos tamponneuses : il y a des pare-chocs qui résistent bien, d'autres qui tiennent moins le coup. Gorbatchev, Eltsine, et Walesa aussi, nous sommes des pare-chocs. Il arrive toujours un moment où il faut en changer.

— Le premier jour du putsch, vous avez téléphoné au général Jaruzelski. Était-ce pour le rassurer, comme il l'a laissé entendre ?

— Oui et non. Bien sûr, il a une certaine expérience puisque c'est lui qui a imposé l'état de guerre en Pologne. La consultation était donc appropriée. Mais j'ai aussi voulu l'avertir que quiconque traitait contre la loi et oublierait qu'il est le président aurait des problèmes. Je lui ai dit que, cette fois-ci, tous les Polonais devraient veiller ensemble sur la Pologne. C'était une mise en garde, et je l'ai fait immédiatement pour préserver la stabilité. J'ai d'ailleurs téléphoné à deux généraux (1)...

— Pourquoi avez-vous fait filer et diffuser à la télévision vos conversations téléphoniques avec les dirigeants étrangers — MM. Mitterrand, Gorbatchev, Bush... — pendant cette période ?

— Pour les gens, ces conversations étaient mystérieuses. J'ai voulu qu'ils sachent de quoi je parlais, qu'ils n'aient pas de doutes. J'ai voulu tout faire avec le rideau ouvert.

— Et votre entretient avec Jaruzelski, a-t-il été aussi filé ?

— Non, et je pense que c'était une erreur (2).

« Nous voulons passer des accords économiques avec les Républiques »

— Vous n'avez encore jamais fait de visite officielle à Moscou. Avez-vous l'intention d'y aller ?

— Oui, bien sûr. Mais ce qui importe surtout, ce sont les échanges, les visites de ministres, de chefs d'entreprise. Les progrès concrets valent mieux que les beaux discours.

— Le problème se pose sans doute aussi, actuellement, de savoir qui seraient vos interlocuteurs, si vous alliez à Moscou ?

— Tout à fait. Les Soviétiques vont faire une Fédération qui sera chargée des problèmes généraux, mais la vraie vie sera dans les Républiques, et ce sont elles qui régleront les problèmes pratiques. Notre priorité, c'est de passer des accords économiques avec elles. Le problème suivra. Nous reconnaissons à toutes les nations le droit d'être libres.

— La révolution en URSS va-t-elle accélérer le retrait des quelques cinquante mille soldats soviétiques encore stationnés en Pologne ?

— J'ai dit au téléphone à Gorbatchev : on veut qu'ils partent le plus vite possible, mais on ne veut pas les humilier. Ils n'ont plus de raisons de rester ici.

— A-t-il été d'accord avec vous ?

— Oui, mais nous sommes que le problème réside dans leur réinsertion en Russie. D'autant que toutes les Républiques nouvelles-

ment indépendantes vont vouloir renvoyer en Russie les troupes, les armements, les missiles stationnés chez elles. Que vont en faire les Russes ? Rien n'est prévu pour ce retour. Une situation très dangereuse pour le monde peut se créer. Les armes vont se trouver exposées à tous les vents. Un coup de grêle pourrait faire exploser une bombe atomique...

— Les Russes ont proposé de créer un espace économique commun avec les pays d'Europe centrale. Qu'en pensez-vous ?

— Nous sommes d'accord pour faire du commerce. Mais il faut être prudent et connaître les conditions exactes. Si c'est pour nous sauver, créer un nouveau COMECON, et nous tromper encore, alors là, c'est non !

« L'ONU doit créer une force susceptible d'intervenir immédiatement »

— Partagez-vous les craintes de certaines ex-Républiques soviétiques d'une volonté impérialiste russe ?

— Beaucoup de pays ont l'ambition d'être grands. Les Etats-Unis, par exemple. Et la Russie, certainement aussi. Mais je n'ai pas l'intention de soumettre la Pologne ni de la donner à quiconque.

— N'avez-vous pas peur de la résurgence en Europe des vieilles rivalités et des nationalismes ?

— Il est évident que les jeux d'autrefois vont réapparaître. Je m'attends à de grandes querelles. Elles résulteront des revendications des individus, des exigences des groupes. Nous avons l'exemple yougoslave. Je lance un appel au monde, à la Communauté européenne, et surtout aux Nations unies : il faut que l'ONU crée une force internationale susceptible d'intervenir immédiatement en Europe, de s'interposer dès qu'apparaissent, comme c'est prévu, des situations du type yougoslave.

هكذا من الأصل



## EUROPE

YOUOSLAVIE  
le vers la paix  
médiateur de la CEE

alors que les combats se poursuivent

### La Macédoine a proclamé son indépendance

Quatre-vingt-dix pour cent des électeurs de Macédoine se sont prononcés, dimanche 8 septembre, par référendum, pour la souveraineté et l'indépendance de leur République, la plus pauvre et la plus méridionale de Yougoslavie. Le taux de participation au scrutin a été de l'ordre de 75 %. (Nos dernières éditions du 10 septembre). Les dirigeants de Skopje n'excluent pas d'adhérer à un nouveau modèle yougoslave qui serait une « alliance d'Etats souverains ».

BELGRADE

de notre correspondante

Dans la soirée de dimanche, alors que les résultats n'étaient même pas encore connus, la foule s'était massée dans les rues des principales villes de la République. A Skopje, la capitale, 80 000 personnes ont manifesté. Le président, M. Kiro Gligorov, sous un formidable feu d'artifice. Lundi, on annonçait officiellement que les Macédoiens avaient voté, à une écrasante majorité, pour leur indépendance. Le « oui » signifiait, pour la plupart, « une confirmation finale et historique de la souveraineté de l'Etat macédonien ».

Après avoir fait partie du royaume de Serbie, la Macédoine devint un Etat dans la fédération

□ Couvre-feu décrété dans vingt-neuf districts de Croatie. — Le couvre-feu a été décrété, lundi soir 9 septembre, dans vingt-neuf districts de la Croatie par le ministre croate de l'Intérieur, M. Ivan Vukobratovic. Selon l'agence Hina, il est interdit à la population de circuler dans les zones de crise entre 23 heures et 5 heures locales. Cette mesure a été dictée par « la situation critique qui menace l'ordre public » dans les districts situés notamment en Slavonie occidentale et orientale, dans la Banja (au sud de Zagreb) et dans la Krajina (au sud de la Croatie). Le vice-ministre croate de l'Intérieur, M. Milan Brestak, a annoncé d'autre part que cinquante-huit Croates, au moins, avaient été tués en un semaine d'affrontements. — (AFP, Reuters)

— Vous pensez à l'URSS ? — Oui, mais pas uniquement. D'autant que la situation économique dramatique peut être exploitée au service de visées nationalistes. Les droits de l'homme, c'est très beau, mais ouvrons les frontières aux Chinois, aux Cubains, aux Soviétiques et vous verrez ce qui va se passer. Nous sommes tous en faveur de la liberté, de l'ouverture des frontières. Mais cela ne peut marcher qu'entre des peuples dont les niveaux de vie sont comparables. Sinon, voyez ce qui se passe entre l'Albanie et l'Italie.

— Un million de Soviétiques franchissent chaque mois la frontière polonoise — dont la grande majorité vont et viennent entre les deux pays. Cela vous inquiète-t-il ? — J'ai été le premier à dire que si on laissait mourir les usines, des millions de gens s'enfuiraient pour survivre. Voilà le problème que nous affrontons. L'Albanie multiplie par mille.

— Par le passé, la société polonoise a souvent fait preuve d'une grande force. N'êtes-vous pas aujourd'hui déçu par la manière dont elle réagit aux difficultés de la transition économique ?

— Non, je ne suis pas déçu. Il faut comprendre cette société. Après le communisme, les différences resurgissent. Il y a les meilleurs, les plus rapides, les plus intelligents. Tous ne deviendront pas capitalistes. La réaction de la population est normale. Tout le monde veut le plus, mais il n'y a pas pour tout le monde. Regardez Solidarité. C'était très beau pour la lutte, mais pour le travail, c'est différent. Et moi, aujourd'hui, je porte une cravate. Quand j'étais électicien, j'étais habillé autrement.

La philosophie du communisme s'opposait en tout à celle du capitalisme. L'économie, la politique, tout fonctionnait différemment dans les deux systèmes. Maintenant, il faut remettre tout

yougoslave créée par Tito après la seconde guerre mondiale. Mais les ailes de l'histoire des Balkans ont divisé les Macédoiens entre la Yougoslavie, la Grèce, la Bulgarie et l'Albanie. Dans le cadre de la fédération, la Macédoine avait réussi à s'affirmer et jouissait d'une autonomie politique. Les Macédoiens étaient par conséquent des « fédéralistes » convaincus.

Craignant l'« hégémonie » de la Serbie, dont plusieurs partis nationalistes convoitaient ouvertement cette ancienne province du Sud, la Macédoine avait rejoint le camp des « confédéralistes », aspirant à un modèle qui sauvegarderait la Yougoslavie tout en reconnaissant la souveraineté et l'intégrité des Etats membres. Compte tenu de l'aggravation de la crise yougoslave et des risques croissants de désintégration, les dirigeants de la Macédoine ont jugé bon de consulter rapidement la population. En votant pour un Etat libre, souverain et indépendant, les Macédoiens ont confirmé qu'ils refusaient de rester dans une Yougoslavie amputée de la Croatie et de la Slovénie et qui serait dominée par les Serbes. Ils ont aussi par ce vote approuvé les déclarations de leur président, M. Gligorov, qui avait déclaré, au printemps, que la Macédoine quitterait la Yougoslavie si la Slovénie et la Croatie se joignaient.

#### Des interprétations diverses

Mais M. Gligorov aspire, dans la mesure du possible, à sauvegarder la Yougoslavie parce qu'il est l'auteur, avec le président de la Bosnie-Herzégovine, M. Izetbegovic, de la « plate-forme » prévoyant une alliance d'Etats souverains avec une politique monétaire, étrangère et de défense commune. En d'autres termes, un compromis entre l'union souple proposée par les Républiques du Nord-Ouest et le modèle centraliste de la Serbie.

Le « oui » est diversement interprété. Les partis nationalistes, notamment le Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (VMRO), estiment qu'il confirme l'indépendance et l'autonomie de la Macédoine. Les autres rétorquent que le « oui » ne signifie en aucune manière la sécession immédiate, mais constitue une assurance en cas d'échec définitif de la Yougoslavie.

ça sur la voie de la normalité. D'ailleurs, on ne peut même pas parler de la fin du communisme, parce que, à vrai dire, il n'a jamais commencé. Il vaut mieux parler de l'abandon de la philosophie du communisme. Avant, on



construisait des usines à tel ou tel endroit pour des raisons politiques, et, avec l'ancienne philosophie, ça pouvait tenir. Aujourd'hui ces entreprises n'ont plus leur place : 60 % d'entre elles ne sont pas rentables.

« L'Occident voit tout d'un point de vue capitaliste. Il nous dit : fermez les usines, mettez les gens au chômage. Prenez un chantier naval. Vous, vous dites : construire des bateaux, ce n'est pas rentable, donc il faut le fermer. A notre avis, il faut le laisser vivre, et utiliser ses machines pour faire autre chose. En Pologne, dans nos réformes, nous avons commis une erreur : on a choisi d'aller vite, pour aller à votre rencontre. Résultat : aujourd'hui, on a des problèmes terribles, énormément de chômage, des machines arrêtées. Si on était allé plus lentement, on aurait moins de chômage. Ce n'est pas d'argent

Les autorités macédoiennes devront désormais s'entendre sur le sens exact du référendum et agir avec « modération », comme le leur proposent certains pays occidentaux. La Macédoine, en effet, n'a guère les moyens d'être économiquement indépendante et ne pourra que difficilement trouver des partenaires dans les pays limitrophes qui reconnaissent le « peuple macédonien ». Les 200 000 Macédoiens du Pirin sont des Bulgares et les 300 000 Macédoiens de l'Égée sont des Grecs...

#### Un sommet tripartite à Athènes

Les communautés albanaise et serbe de Macédoine ont, en général, boycotté le référendum. Les Albanais qui représentent 20 % de la population et qui vivent pour la plupart dans l'ouest de la République, ont suivi les directives de leurs partis, le Parti démocratique de la prospérité et le Parti national démocratique. Comme dans le reste de la Yougoslavie, les Albanais, considérés comme « minorité ethnique », revendiquent le statut de peuple et le droit de figurer en tant que tel dans la nouvelle Constitution macédonienne.

Les résultats du référendum ont soulevé la colère des 45 000 Serbes qui vivent en Macédoine. Le président du Parlement de Serbie, M. Pavic Obradovic, a déclaré notamment lundi : « Si la Macédoine quitte la Yougoslavie, elle devra envisager un redécoupage des frontières avec la Serbie, car la Serbie compte défendre les intérêts des Serbes de cette République, en particulier dans la région de Kumanovo ». Cette mise en garde d'un homme très actif dans la défense des Serbes de Croatie pourrait prêter l'ouverture d'un nouveau front en Yougoslavie.

L'Etat indépendant et souverain de Macédoine devra affronter tous ses voisins, auprès desquels il a toujours eu du mal à s'affirmer. Lundi, le gouvernement grec a annoncé qu'un sommet tripartite sur la situation dans les Balkans serait organisé à Athènes le 19 septembre prochain. Les premiers ministres bulgare et grec, MM. Mitovskis et Popov, ainsi que le président serbe, M. Slobodan Milosevic, se rencontreront sans doute pour discuter de la question macédonienne.

FLORENCE HARTMANN

Sur le front, le long de l'autoroute Belgrade-Zagreb

### « Nous partirons avec les nôtres »

GORNJI-RAJIC (Croatie)

de notre envoyé spécial

Comme tous les jours depuis le 5 septembre, le front vient de se réveiller. Détonations et bruits sourds des explosions résonnent entre les maisons alignées le long de la « rue de la Fraternité-et-de-l'Unité ». La canonnade dure depuis plus d'une heure lorsque Mira arrive chez elle, venant de son travail dans une fabrique de meubles.

Au passage, elle s'est arrêtée à la porte de ses voisins. Josipa et Anton n'ont pas bougé de la journée. La récolte devra attendre la fin des combats. Elle a cinquante ans et lui soixante-six. Leur famille est restée, et « restera tant que l'on pourra tenir ». Mais 90 % de la population a fui pour se réfugier à Zagreb ou à Novska, à quelques kilomètres, là même où le médiateur de la CEE est finalement parvenu à faire signer, lundi 9 septembre, l'armistice fédéral et à la garde nationale croate un cessez-le-feu.

#### « Ceux aux côtés de qui nous avons vécu »

Mira est catégorique : si les derniers habitants évacuent le village sous la pression des irréguliers — des « terroristes » — serbes et de l'armée, « nous partirons avec les nôtres, avec ceux aux côtés de qui nous avons vécu depuis dix-sept ans ». « Les nôtres », ce sont des Croates. Mira, elle, est serbe.

Pour l'instant il n'est pas question de partir, même si, depuis quinze jours, la famille de Josipa et Anton passe toutes les nuits dans la cave, où quelques planches ont été transformées en lit, où est stocké l'arsenal de la famille : un fusil de chasse, une grenade

artisanale à mèche et un vieux fusil de guerre. En tout et pour tout ils ont trois belles italiennes, dont une date de 1920. Café autour de la table familiale avec Nicolas, beau-frère de Mira et serbe à 100 %. Lui aussi suivra ses voisins croates s'ils évacuent le village.

Petit à petit, nous remontons vers les dernières positions croates, à quelque 500 mètres des lignes serbes. Les rares habitants ont fait place aux gardes nationaux. Postés dans des hangars ou des maisons vides, ils défendent ce qu'un de leurs officiers présente comme l'ultime ligne de défense avant Zagreb, distante d'une centaine de kilomètres. Le village longe l'autoroute déserte qui mène à Belgrade, coupée par les Serbes. Quelques obus s'abattent entre les maisons et l'autoroute.

Mais les gardes nationaux n'attaqueront pas, affirme Vlado, un électicien de vingt-neuf ans qui assure le commandement d'un détachement. De toute façon, « nous ne sommes pas armés pour attaquer, seulement pour nous défendre ». De fait, l'armement est plus que léger. Il se limite à des fusils — certains gardes ne disposent que de fusils de chasse — et à un lance-roquettes antichar. Vlado attend un mortier, le seul dont son unité d'une cinquantaine d'hommes dispose sur cette position cruciale.

Au bout d'environ deux heures, la canonnade cesse. L'ambassadeur des Pays-Bas, chargé par la CEE de négocier l'arrêt des combats, M. Henry Wijnands, vient d'obtenir une nouvelle promesse de cessez-le-feu. Josipa et Anton, eux, s'apprêtent à passer de nouveau la nuit à la cave.

YVES HELLER

□ M. Erich Honecker a pas demandé l'asile politique en Chine. — Un haut fonctionnaire du ministère chinois des affaires étrangères a déclaré, lundi 9 septembre, que M. Erich Honecker n'avait pas demandé l'asile politique à Pékin. Il démentait ainsi les déclarations

faites la veille par l'avocat d'Erich Honecker, M. Friedrich Wolf, selon lesquelles l'ancien numéro un allemand pourrait se réfugier en Chine si les Soviétiques cessaient de lui accorder l'asile politique (le Monde du 9 septembre). — (AFP, Reuters)

à la normale. D'autre part, il faut distinguer trois choses : la hiérarchie ou le clergé, les églises proprement dites, et les fidèles. A qui fait-on des reproches ? Aux fidèles, c'est-à-dire à 95 % des Polonais — ou à la hiérarchie ?

— Est-ce que le problème ne réside pas dans le retard doctrinal de l'Eglise par rapport à l'évolution de la société ? — Non, ce n'est pas ça. L'Eglise a retrouvé son rôle traditionnel, alors que, pendant un temps, elle avait joué un rôle de substitution, par nécessité. Cette nécessité n'existe plus. On ne peut pas dire qu'il y ait un tel problème en Pologne, c'est exagéré. Bien sûr, en remettant de l'ordre, il faut en remettre là aussi. Mais calmement, sans sensation...

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN et JEAN-PIERRE LANGELLIER

(1) Outre M. Jaruzelski, M. Walesa a également téléphoné au général Kiszczak, ancien ministre de l'Intérieur communiste.

(2) Selon le porte-parole de M. Walesa, ce dialogue a été seulement enregistré.

□ La Pologne suspend ses pourparlers commerciaux avec la CEE. — Mécontente des conditions commerciales qui lui sont offertes par la CEE, la Pologne a reporté les négociations qu'elle devait avoir ce mois-ci avec la Communauté européenne à propos du régime d'association à la CEE. La France, désireuse de protéger ses agriculteurs, et notamment ses producteurs de viande, avait mis son veto aux propositions faites par la Commission d'octroyer des conditions plus généreuses à Varsovie, ainsi qu'à Budapest et à Prague, en matière d'exportation de leurs produits dans la CEE (le Monde daté 8-9 septembre). A Budapest, le gouvernement hongrois s'est déclaré déçu par l'attitude de la CEE, mais a dit toujours espérer acquiescer le statut d'associé à la CEE avant le 1<sup>er</sup> janvier. — (Reuters)

## AMÉRIQUES

PÉROU

Les droits de l'homme ne sont toujours pas respectés

LIMA

de notre correspondante

« Le Pérou est un pays à la dérive, non seulement sur le plan économique et social, mais aussi en ce qui concerne les droits de l'homme », nous a déclaré, au terme de sa mission d'enquête à Lima, M. Daniel Jacoby, président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Selon lui, « la crise est d'une extrême gravité. Nous comprenons parfaitement les problèmes qu'affrontent les autorités face aux mouvements subversifs. Mais, dans cette lutte pour sauvegarder la démocratie, l'armée et la police ne peuvent employer les mêmes armes que les terroristes. Elles ne peuvent se soustraire aux règles de l'Etat de droit, ni à la Constitution ».

Pour M. Jacoby, « le Pérou est le seul pays d'Amérique latine où les militaires jouissent d'une totale impunité, malgré la violation flagrante des droits de l'homme. Au Venezuela, en Argentine, en Bolivie, les auteurs de délits commis contre l'humanité sont maintenant poursuivis ».

Le président de la FIDH estime que le Congrès des Etats-Unis a pris une décision positive en suspendant l'aide financière de 95 millions de dollars octroyée par l'administration Bush dans le cadre de la lutte contre le narcoterrorisme. Mais, dit-il, ces crédits devraient être transférés à des programmes de développement de première urgence. Le processus de conversion des champs de coca (dont le Pérou est le premier producteur mondial) devrait coûter 7 milliards de dollars et prendre une décennie, si l'on en croit le ministre de l'Agriculture Enrique Rosell.

La suspension temporaire de la coopération américaine, décidée fin juillet par le Congrès, à l'initiative du Parti démocrate, pourrait être levée prochainement. Il s'agit d'une demande de l'exécutif, qui estime que les bavures commises par l'armée ou la police ne doivent pas faire oublier les efforts entrepris par le président Fujimori pour faire un peu mieux respecter les droits de l'homme et lutter contre le narcoterrorisme.

Le gouvernement a fait montre de bonne volonté en créant une commission de pacification et en promulguant une mesure destinée à freiner les abus, qu'il s'agisse de la torture ou des exécutions sommaires de prisonniers. Les représentants du ministère public sont désormais autorisés à visiter les prisons, les commissariats et les installations militaires, même dans les régions sous l'état d'urgence (qui couvrent 40 % du territoire, et touchent 56 % de la population).

Si la sanction américaine n'est pas levée, l'accord anti-drogue Pérou-Etats-Unis, signé en mai dernier, serait virtuellement annulé. « Les conséquences seraient extrêmement graves », explique le premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. Carlos Torres, non seulement pour le Pérou, mais pour tous les pays consommateurs de cocaïne, car nous ne disposons pas de ressources suffisantes pour mener à bien cette lutte. La visite officielle à Washington du président Alberto Fujimori, prévue pour le 18 septembre, pourrait être ajournée, et le processus de réinsertion du Pérou au sein de la communauté financière internationale remis en cause.

NICOLE BONNET

### L'ancien président Alan García se défend d'être impliqué dans le scandale de la BCCI

L'ancien président du Pérou (1985-1990), M. Alan García, a comparu, lundi 9 septembre, devant une commission parlementaire qui doit déterminer sa responsabilité dans quatre délits liés au scandale de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International). M. García, leader de l'APRA (social-démocrate), s'est défendu de tous les chefs d'accusation : enrichissement illicite, concussion, fraude fiscale et falsification de documents. La commission doit décider s'il convient d'inculper l'ancien président, et le Sénat doit statuer sur l'éventuelle levée de l'immunité parlementaire de M. García — actuellement sénateur — et sur la transmission du dossier à la justice. — (AFP)

هكذا من الأصل

# EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...



... AVEC 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

DANS LE SUPPLÉMENT "LE MONDE INITIATIVES" (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

**Le Monde**  
**INITIATIVES**

هكذا في الأصل



## PROCHE-ORIENT

IRAK : des dizaines de morts au Kurdistan selon l'ONU

### Les combats ont repris entre les troupes de Bagdad et les rebelles kurdes

De « sérieux combats » ont éclaté ces derniers jours dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et des groupes armés kurdes, a indiqué, lundi 9 septembre, le délégué exécutif des Nations unies pour les questions humanitaires dans le Golfe. Le prince Sadruddin Aga Khan, qui venait de recevoir des rapports du coordinateur de l'ONU à Bagdad, a précisé que la situation « apparaît tendue et le risque d'une aggravation de la confrontation existe ». Il a manifesté sa « plus vive inquiétude ».

Le prince a déclaré que ces combats menaçaient « la mise en œuvre de tout effort humanitaire significatif ». Il a appelé à un rapide retour au calme, de tels combats, selon lui, étant de nature à contrecarrer l'achèvement du programme de rapatriement des réfugiés et la réinsertion des personnes déplacées.

Selon une source de l'ONU à Bagdad, ces combats sont dus en partie à la volonté des réfugiés kurdes de retourner dans la ville de Kirkouk avant l'hiver. Le colonel américain Richard Naab, qui commande le Centre de coordination militaire occidental, à Silopi, dans le sud de la Turquie, a pour sa part affirmé que ces affrontements n'étaient pas le fait « d'une provocation irakienne ».

Les combats se concentrent à Chamchamal, une localité située à mi-chemin entre Kirkouk, sous contrôle des troupes de Bagdad, et la ville kurde de Souleymaniyeh, cent kilomètres plus à l'est, dont les hauteurs abritent des positions de peshmergas (combattants kurdes). Selon un représentant de l'ONU, des dizaines de tués et de blessés ont été évacués vers l'hôpital de Kirkouk et celui de Souleymaniyeh. Il n'a cependant pas été en mesure de préciser le bilan des victimes de chaque camp.

Toujours selon cette source, le pouvoir irakien et les partis kurdes avaient au cours des deux dernières semaines achevé des

renforts en hommes et en matériel vers Kirkouk. La tension est montée au début du mois après que les réfugiés kurdes eurent commencé à manifester leur désir de retourner à Kirkouk qu'ils avaient fui lors de la répression de la révolte kurde en mars dernier.

Les réfugiés ont organisé des manifestations près des centres de l'ONU, notamment celui de Souleymaniyeh, demandant que soient organisés des convois de rapatriement vers Kirkouk, à l'approche de l'hiver et de la réouverture des écoles. Les Nations unies ont également été approchées à ce sujet par le Front du Kurdistan, qui a appelé les réfugiés à organiser vendredi « une marche » vers Kirkouk en dépit des barrières de l'armée régulière irakienne. (AFP, Reuters)

### L'enjeu de Kirkouk

Suite de la première page

A l'image de Halabja, tout le nord du Kurdistan irakien est un immense camp de réfugiés, qui végètent dans des agglomérations en ruine - Kala-Biza, Said-Saddik, Penjoun - ou campent en rase campagne sur l'emplacement de leurs villages (4 500 ont été détruits).

Croire que la crise kurde était terminée, c'était ignorer la situation de ces centaines de milliers de personnes déplacées, revenues des camps des frontières turque ou iranienne vers lesquels elles avaient fui en masse lors de la répression par les troupes de Bagdad du soulèvement kurde au lendemain de la guerre du Golfe. Ces gens vivent dans des conditions tellement précaires que l'arrivée de l'hiver provoquera un nouveau drame. Les représentants des Nations unies et les militaires alliés dans la région estimaient, la semaine dernière, leur

nombre à, au moins 800 000 personnes qui sont menacées par le retour de la mauvaise saison. Un autre chiffre donne une idée de la précarité de la situation : après des affrontements à Souleymaniyeh en juillet, les Nations unies avaient enregistré un nouvel exode de 55 000 Kurdes. Et ces derniers jours les observateurs du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) ont constaté un nouvel exode des habitants de la région de Kirkouk.

#### Assistance problématique

Certains représentants du HCR affirment en privé que les partis politiques kurdes donnent la « consigne de rester dans la montagne » pour forcer les Nations unies à poursuivre leur assistance. « Ils sont prêts à sacrifier la vie de 10 000 de leurs pour provoquer une nouvelle intervention internationale », estime un expert du HCR. Mais rien ne confirme cette hypothèse.

Un autre responsable du HCR, en revanche, explique qu'il faut identifier soigneusement les plus nécessiteux : « Nous ne voulons pas de distribution sauvage, dit-il. Il ne faut pas attirer ici les gens qui vivent dans les zones contrôlées par le gouvernement. Nous ne voulons pas non plus distribuer trop de vivres aux réfugiés en transit dans des zones où il n'y a pas d'abri, pour ne pas les inciter à y rester. » Selon lui, à quelque 40 000 personnes de trouver un toit, dans les trois provinces de Dohouk, Erbil, et Souleymaniyeh. Cette politique a été motivée par le souci de ne pas trop placer les Kurdes « en situation de dépendance » et par une volonté de se désengager le plus rapidement possible du Kurdistan en se limitant à assurer la « soudure » jusqu'à la conclusion d'un accord entre les partis kurdes et le gouvernement de

Bagdad. Le malheur, c'est que ces négociations ont échoué. La délégation dirigée par M. Massoud Barzani a ramené le 20 août de Bagdad un projet d'accord qui ne fait aucune concession aux aspirations des Kurdes. Ce projet comprend trois documents :

— Un texte sur la « normalisation » de la situation au Kurdistan irakien (libération des prisonniers, amnistie, abrogation des lois d'exception, réintégration des fonctionnaires et militaires, retour de tous les Kurdes à leur lieu d'origine, etc.). Ce texte ne soulevait pas d'objections, à condition qu'il fut appliqué.

— Un projet de « loi d'autonomie » très restrictif. Il stipule notamment que les gouverneurs seront désignés par le pouvoir autonome, mais nommés... par le président de la République. L'Assemblée législative de la région autonome n'aura pas le pouvoir de modifier ce texte, pouvoir réservé à l'Assemblée nationale irakienne (avec une majorité des deux tiers). Et la région autonome ne bénéficiera pas, contrairement à ce que les Kurdes demandent depuis vingt ans, d'un budget proportionnel au pourcentage de la population kurde en Irak. Mais, surtout, ce texte exclut Kirkouk, Sinjar et Khanakin de la région autonome.

— Une « déclaration politique » qui glorifie à deux reprises le nom de M. Saddam Hussein et fait l'éloge des acquis de la révolution baasiste de 1968, en consacrant la participation des Kurdes à la vie politique irakienne (légalisation des partis kurdes, participation au Conseil de commandement de la Révolution et au gouvernement) avec beaucoup de restrictions (le Monde du 9 septembre).

#### Une situation explosive

Selon certaines sources, le projet d'accord comprendrait un quatrième document, secret, concernant des « obligations ». Il imposerait aux Kurdes de remettre aux autorités de Bagdad leurs radios, leurs armes lourdes, leurs armes légères, de s'associer à la lutte du parti Baas contre les ennemis communs extérieurs (les alliés de la coalition anti-irakienne) et intérieurs (le chiisme, le communisme) ; et enfin de couper toute relation avec l'étranger.

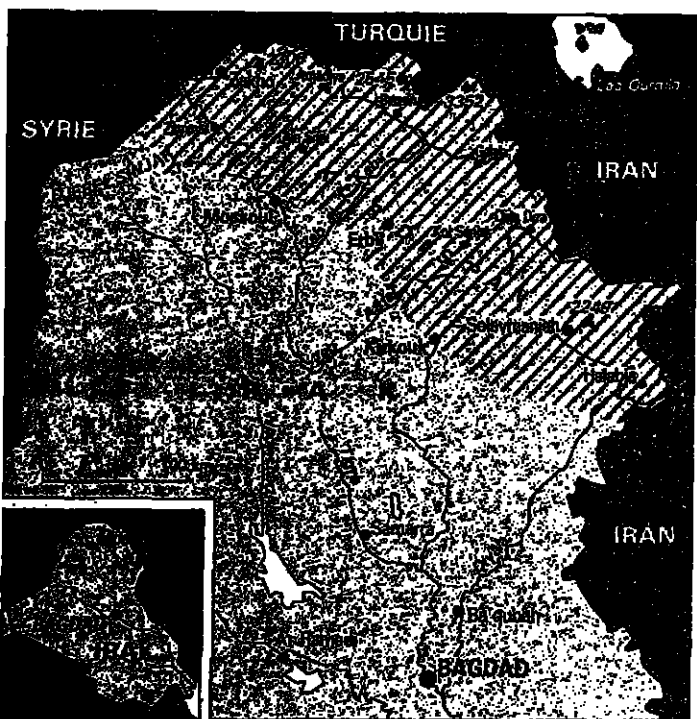
Après avoir passé six semaines à Bagdad, les dirigeants kurdes n'ont obtenu que des amendements mineurs.

Revenu de Bagdad avec l'intention de signer malgré tout un tel texte, M. Barzani s'est heurté à l'opposition résolue de l'autre chef de file kurde, M. Jalal Talabani, et aux réticences de certains des huit partis du Front du Kurdistan. La tension a été telle que l'on a pu redouter qu'elle ne débouche sur des affrontements entre Kurdes. Après dix jours de conflits, le pire avait été évité, et les dirigeants du Front avaient décidé de renvoyer un des leurs à Bagdad avec une lettre indiquant qu'ils ne peuvent accepter cet accord sous sa forme actuelle et demandant au gouvernement des concessions sur la question de Kirkouk et les problèmes de sécurité.

Naturellement pessimiste, M. Barzani justifiait, la semaine dernière, sa volonté de signer malgré tout en invoquant les dangers qui menacent le peuple kurde. Il insistait sur le sort dramatique de ces 800 000 réfugiés que les partis kurdes ne peuvent pas prendre en charge ; sur une situation intérieure particulièrement explosive, avec des dizaines de milliers de « peshmergas » (combattants) en armes, dont beaucoup d'ex-« jash » (mercenaires) ; sur une situation économique désastreuse permet de « retourner » à tout moment - c'est un terrain fertile pour les manœuvres de Bagdad. Téhéran, et Ankara, il critiquait enfin le refus des Occidentaux de s'engager clairement pour une solution politique du problème kurde.

Conscient des « conséquences désastreuses » qu'aurait eues une division du Front, M. Barzani ne voulait pas approuver seul le projet d'accord. Mais il était résolu, si Bagdad ne faisait pas de concessions et si M. Talabani refusait toujours de signer, à rendre public le texte du projet et à consulter le peuple kurde. Il était clair, pour tous les observateurs, que ce projet ne survivrait pas à sa publication. Ce débat au sein de la société kurde - M. Talabani l'a inauguré en tenant un meeting à Erbil, le 29 août, à la barre de l'armée irakienne - annonçait de nouveaux périls.

CHRIS KUTSCHERA



## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : malgré les violences dans les ghettos noirs

### L'ANC et l'Inkatha maintiennent le processus de réconciliation

Le massacre perpétré dimanche 8 septembre, dans le ghetto de Tokoza, à l'est de Johannesburg, par des tueurs non identifiés, et les représailles qui ont suivi - le dernier bilan fait état de quatre-vingt-quatre morts et autant de blessés - n'ont apparemment pas fait capoter le processus de réconciliation en cours entre le gouvernement, le Congrès national africain (ANC) et le parti Inkatha à dominante zouloue. D'autre part, par la voix du porte-parole du département d'Etat, les Etats-Unis ont demandé au gouvernement d'« enquêter de manière approfondie » sur ces actes de violence.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

M. Nelson Mandela, pour l'ANC, et plusieurs responsables de l'Inkatha ont affirmé aussitôt après ce que la presse locale a qualifié de « bloody sunday » (dimanche sanglant) que rien n'empêcherait la signature, samedi prochain 14 septembre, à Johannesburg, d'un « accord de paix » tripartite conclu, en août, entre le gouvernement et les deux mouvements noirs rivaux, à l'initiative des puissantes Eglises locales et du non moins influent patronat.

Cet accord destiné à mettre fin à la violence endémique entre factions noires rivales, qui a fait près de dix mille morts depuis 1984, prévoit, notamment, un code de bonne conduite pour les forces de l'ordre et une sorte de pacte de non-agression entre les organisations politiques noires. Seule l'extrême droite blanche s'est tenue à l'écart de cet accord, qui doit ouvrir la voie à une conférence multipartite, prévue en octobre, au cours de laquelle sera débattu l'avenir constitutionnel du

pays. Les observateurs ont unanimement interprété le massacre de Tokoza, commis par un commando de trois ou quatre hommes armés de fusils d'assaut, comme une provocation destinée à faire échouer ce processus.

M. Mandela a affirmé, au cours d'une conférence de presse, que les tueurs n'appartenaient « à aucune organisation particulière ». Manière de désigner, comme auteurs de ce bain de sang, une « troisième force », composée de militaires, de policiers ou de militants d'extrême droite.

A plusieurs reprises, lors de massacres dans les cités noires, des témoins ont dénoncé l'action de ces mystérieux commandos. Ces allégations, toujours démenties par les autorités de Pretoria, ont acquis quelque crédibilité lors de la révélation, en juillet, du « scandale de l'Inkathagate ». La presse avait alors publié le témoignage d'un ex-militaire noir qui avait indiqué comment lui-même et ses camarades avaient été entraînés par les forces spéciales, dans un camp proche de la frontière avec le Mozambique, pour lancer des attaques, qui seraient fausement imputées à l'Inkatha, contre les sympathisants de l'ANC ; cela dans le dessein de développer la tension entre l'ANC et l'Inkatha et de déstabiliser le mouvement de M. Mandela. (Interim)

Trois militants d'extrême droite ont cessé leur grève de la faim, inculpés pour des attentats à la bombe, et en grève de la faim depuis juillet afin d'obtenir le statut de prisonnier politique et l'amnistie, trois militants d'extrême droite ont mis fin à leur action, a annoncé leur avocat, lundi 9 septembre. Les trois hommes ont finalement accepté l'offre de mise en liberté sous caution que le parquet leur avait faite le 29 août. (AFP)

SOMALIE : tension à Mogadiscio

### Au moins trois cents personnes ont été tuées en deux jours

Au moins trois cents personnes ont été tuées et sept cents autres blessées, au cours de combats qui ont eu lieu du jeudi 5 au samedi 7 septembre, à Mogadiscio, entre factions rivales du Front du Somalie unifiée (FSU), ont annoncé, lundi 9 septembre, à Nairobi (Kenya), les responsables d'organisations humanitaires, dont les équipes travaillent encore dans la capitale somalienne.

L'ONU, dont trois employés ont été tués et deux autres blessés, a annoncé qu'elle se retirait de la capitale somalienne. De son côté, l'organisation française Médecins sans frontières (MSF) a indiqué qu'elle avait réduit son équipe de dix à six personnes, afin de faciliter son éventuelle évacuation.

Jamais, depuis la chute de l'ancien président Siyad Barre, fin janvier, les affrontements pour la conquête du pouvoir n'avaient été aussi violents, opposant les diverses branches du clan des Hawiye, majoritaire au sein du FSU. Les combattants se sont affrontés à l'arme automatique, mais aussi à coups de roquettes et de canons de 106 millimètres montés sur des jeeps.

Après ces deux jours de combats et l'air d'un semblant d'accalmie, la tension restait telle, lundi, dans les rues de Mogadiscio, que les équipes humanitaires n'ont pas pu se déplacer et évaluer l'ampleur des dégâts. Un avion du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), transportant des vivres et des médicaments, a néanmoins pu atterrir, lundi matin.

Les affrontements semblent avoir eu lieu entre partisans du « président » Ali Madhi Mohammed et ceux du « général » Mohammed Aidid, président du FSU. Les deux hommes sont tous deux originaires du clan des Hawiye, mais l'un appartient à la branche des Abagel et le second à celle des Haber Gedid. (AFP, AP, Reuters)

ALGERIE : craignant un nouveau monopole

### Les journaux indépendants dénoncent la création d'un groupe de presse par le FLN

Le FLN vient d'entrer brutalement dans l'univers du capital en créant un groupe de presse, chargé de développer l'ensemble de ses titres et de ses moyens d'impression selon des « normes de rationalité, de rentabilité et de compétitivité ». Cette décision a été aussitôt mise en cause par les journaux indépendants qui accusent l'ancien parti unique de pratiquer une politique de concentration dangereuse pour la pluralité de la presse et la démocratie.

ALGER

de notre correspondant

Le groupe se présente comme une société au capital de 100 millions de dinars (environ 33 millions de francs) dont les parts seront attribuées par quatre personnes parmi lesquelles figure, à côté de M. Abdelhamid Mehri, secrétaire général du FLN, l'ancien premier ministre, M. Mouloud Hamrouche. Dénommé « Groupe Novembre », il réunit onze titres, quotidiens et périodiques, plusieurs imprimeries, de nombreux locaux ainsi qu'un important parc de voitures et de matériels de composition.

A lire l'éditorial paru, lundi, dans *El Moudjahid*, fleuron du groupe, cette concentration de moyens serait dans la droite ligne de résolutions votées, dans les années antérieures, par les instances dirigeantes du FLN. Pour diverses raisons, ces textes qui, comme le précise l'auteur, sans crainte du ridicule, seraient des « chefs-d'œuvre inégaux dans leur forme et leur contenu », n'avaient jamais été appliqués.

La démonstration n'a apparemment pas convaincu les journaux indépendants qui voient, avec inquiétude, grandir ce mastodonte

à la légitimité très controversée. Pour beaucoup, les moyens matériels dont dispose, aujourd'hui, la presse du FLN sont propriété de l'Etat et devraient donc être restitués, comme cela s'est passé en Europe de l'Est. M. Saïd Saadi, secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), a affirmé que « ce holding est en réalité un hold up » tandis que le Front des forces socialistes (FFS) a dénoncé « l'hégémonie » que trahit cette décision.

L'accusation n'est pas nouvelle. L'an dernier, tandis que les nouveaux journaux, confrontés à de multiples pénuries, se débattaient dans des difficultés de toutes sortes, M. Hamrouche, alors premier ministre, avait cédé l'une des deux seules imprimeries de presse d'Algérie au *Moudjahid*, forçant une bonne partie des autres titres à s'y faire imprimer. Le journal du FLN est ainsi en perpétuels litiges avec ses concurrents qui l'accusent de limiter unilatéralement leur tirage alors que le *Moudjahid* ne semble, lui, jamais souffrir des pénuries chroniques de papier.

Au delà de ces polémiques entre journaux et familles politiques, c'est évidemment la présence de M. Hamrouche parmi les actionnaires du nouveau groupe qui retient l'attention. Trois mois à peine après avoir été écarté du pouvoir, l'ancien chef du gouvernement paraît vouloir entreprendre un retour politique dont aucune étape ne semble devoir être laissée au hasard.

S'il devait, comme certains l'assurent, se porter candidat à une prochaine élection présidentielle, cette nouvelle responsabilité ne devrait pas desservir celui qui, lorsqu'il était premier ministre, avait su comme personne utiliser la presse pour vanter les mérites de sa politique.

GEORGES MARION

## ASIE

CHINE : selon le « Quotidien du peuple »

### La pensée de Mao Zedong dernier rempart contre le complot des impérialistes occidentaux

A l'occasion du quinzième anniversaire de la mort de Mao Zedong, le *Quotidien du peuple* a rendu hommage, lundi 9 septembre, au « Grand Timonier », dont les « prédictions claires et correctes » demeurent le seul rempart armé de la pensée de Mao Zedong que nous pourrions défaire le complot impérialiste qui vise à l'évolution pacifique de la Chine vers le capitalisme. La pensée de Mao, qui avait prévu l'effondrement du communisme en URSS, est un « trésor spirituel » qui ne souffre « aucune négation », conclut l'organe du PC chinois.

D'autre part, tandis que la Chine libérait lundi un homme d'affaires de Hongkong, emprisonné pour avoir aidé des dissidents en 1989, une mission parlementaire australienne, qui s'est rendue récemment en Chine pour y étudier la situation des droits de l'homme, a rendu public un rapport déplorant « le recours fréquent à la peine capitale », « le faisceau de preuves qui montre que les tortures et mauvais traitements à l'encontre des prisonniers sont monnaie courante » et « la répression culturelle, religieuse et politique au Tibet ». (AFP, Reuters)

Arrivée à Pékin du ministre vietnamien des affaires étrangères. Le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Manh Cam, a entamé, lundi 9 septembre, une visite officielle de cinq jours en Chine. « Je suis très ému d'être ici, de rencontrer des dirigeants chinois et de constater de mes propres yeux l'édification de la Chine ses dernières années », a déclaré M. Cam après avoir franchi symboliquement la frontière par la Passe de l'amitié, théâtre d'affrontements entre les deux pays en 1979. (AFP, Reuters)

مكتبة من الأصول

UNE  
COMMUNICATION FINANCIERE  
INTERNATIONALE REUSSIE  
N'A PAS DE PRIX...

Si !



# FINANCIMAGE GRAND PRIX DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

LES ECUS OR 1991

Nikkei, Dow Jones, Cac 40... l'information financière occupe une place prépondérante dans le concert médiatique. Parallèlement la communication financière sur les places étrangères est devenue un des atouts majeurs des sociétés à vocation internationale.

Le Monde organise en 1991 la troisième édition des Ecus Or, le Prix FINANCIMAGE de l'image financière internationale avec le concours du Centre Français du Commerce Extérieur. Cette compétition est ouverte à toutes les sociétés françaises cotées en bourse communiquant vers les places financières, et récompense les meilleures initiatives prises dans ce domaine.

Pour obtenir des informations complémentaires et un dossier de participation pour votre entreprise, appelez Carole BONNET au (1) 40 93 98 40.

**Le Monde**

AVEC LA PARTICIPATION DU

**CFCE**

C.F.A. - 100 Numéros 3 307 581 270

مكتبة من الأصل



Avant la conférence de presse de M. François Mitterrand

## « L'art de vivre français »

par Jean-Yves Ithomeau

Le service de presse de l'Élysée a annoncé, lundi 9 septembre, que M. François Mitterrand donnera, mercredi 11 septembre à 16 heures, une conférence de presse. Ce sera la sixième fois depuis 1981 que le président de la République recourt à ce mode de communication. La conférence sera retransmise en direct à la télévision.

RECORD battu ! M. Mitterrand a doublé, lundi, le cap de bonne espérance en ajoutant à son compte une journée de plus à la longévité présidentielle du général de Gaulle (3 764 jours). Mais le « dix ans, ça suffit » que l'opposition s'apprêtait à lui retourner et dont elle avait été privée pour cause de guerre du Golfe reste, à quelques mois près, d'actualité.

Le chef de l'État se retrouve dans une situation comparable à celle, peu enviable, dans laquelle il était plongé en 1984. Flanqué d'un premier ministre, M. Pierre Mauroy, en place depuis trois ans et qui parlait dans le désert, il était exposé à tous les mauvais coups : défilés massifs des défenseurs de l'école privée, hostilité montante de la CGT, grogne d'un électoral de gauche qui ne s'était pas encore résigné au réalisme économique. Il avait balayé ces difficultés en

annonçant un référendum sur le champ d'application des référendums — fort compliqué et dont il savait d'avance qu'il n'aurait jamais lieu, — puis en changeant de premier ministre. C'était, deux ans avant la victoire de l'opposition aux élections législatives de 1988, un gros ballon d'oxygène.

Aujourd'hui, M. Edouard Balladur est à peu près le seul, parmi les chefs de file de l'opposition, à ne pas crier victoire avant le début de la compétition. « Je n'ai jamais dit que M. François Mitterrand était fini, nous sommes loin d'avoir gagné [les élections législatives de] 1993 », a-t-il déclaré, modeste, le 8 septembre à « l'heure de vérité » d'Antenne 2. Tous les autres proclament qu'ils sont sûrs de leur fait. Le nouveau premier ministre, M. Edith Cresson, n'a pas créé dans l'opposition l'effet de choc attendu. Moins de quatre mois après sa nomination, elle est au plus bas, et le chômage — deux millions sept cent mille demandeurs d'emploi — n'est pas encore au plus haut. L'opposition ne s'intéresse plus guère à son cas. C'est à M. Mitterrand qu'elle s'adresse.

Puisque sa politique étrangère, à l'Est, est en cause, M. Mitterrand devra sans doute, lors de sa conférence de presse de mercredi, au moment même où M. Chirac accueille à l'Hôtel de Ville de Paris

un rassemblement du gotha des pays baltes, de la République de Russie (M. Eltsine, annoncé, ne viendra finalement pas) et de la Croatie. Sur la forme, son entourage admet qu'il a commis deux erreurs de communication dans ses interventions du 19 et du 21 août sur le coup d'État de Moscou. Il l'a reconnu lui-même et s'est irrité que ses laudateurs automatiques l'aient assuré, dans un premier temps, qu'il avait été parfait.

Sur le fond, l'offensive de l'opposition se heurte à la confiance que les Français, selon les sondages, continuent de placer en la politique internationale de M. Mitterrand, dont ils estiment qu'elle a bien tenu son rang, à l'Est, depuis la chute du mur de Berlin. De surcroît, l'équipe de M. Chirac et de ses amis — qui avaient « oublié » M. Giscard d'Estaing à Paris — n'a convaincu personne de son efficacité. Les quatre de Russie — MM. Chirac, François Léotard, Alain Juppé et Pierre Méhaignerie — se sont d'ailleurs empressés, à peine partis de Moscou, de s'occuper des choses vraiment sérieuses : le troc des cantons et des circonscriptions législatives entre les partis de l'opposition.

## La droite sociale

C'est plutôt sur le plan intérieur que, face à l'opinion, M. Mitterrand a le plus de problèmes à régler. Il doit en tenir compte mais éviter de céder à une « tendance à l'autoflagellation et à l'autodévalorisation » que M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, ne cesse de déplorer. Toujours enthousiaste, M. Lang confie, le 8 septembre, au *Journal du dimanche*, que « l'art de vivre français est en vogue dans le monde ».

Le ministre de la culture devrait prendre la peine de lire l'avant-projet de loi socialiste « pour l'an 2000 », rédigé par M. Michel Charzat. On y découvre que les socialistes s'inquiètent de la « cor-

ruption » d'une France qui s'entasse « dans la société dualiste » et permet le développement de « situations permanentes d'exclusion » ; ils observent une « accentuation des inégalités » ; ils regrettent que la gauche ait « perdu le contact avec certaines fractions désertées du peuple » (le *Monde* du 10 septembre).

La droite n'est pas plus sévère. Elle a senti qu'existait là l'un de ses meilleurs créneaux électoraux mais aussi une obligation d'action si elle revient au pouvoir. Elle est donc conduite à une rectification de son image, ternie par la période de la cohabitation, au cours de laquelle elle s'est taillé la réputation d'une droite libérale dure, qui aurait oublié le vote social de ses arrières. Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que M. Giscard d'Estaing commence à insister sur la nécessité d'une « justice sociale » et que M. Chirac présente « l'égalité des chances » comme le thème central de son projet pour la France.

M. Giscard d'Estaing en revient donc à un libéralisme qu'il qualifie lui-même naguère d'« avancé », et M. Chirac aux sources du gaullisme. Le président du RPR paraît s'être projeté quinze années en arrière, à cette époque où, préparant la création du Rassemblement pour la République et les élections législatives de 1978, il parlait, en son discours d'Églon, « resté célèbre parce qu'il y avait utilisé pour la première et unique fois l'expression « travailisme à la française », — de solidarité, de concertation, de réduction des inégalités, d'impôt sur le capital, etc.

Dans le projet de plate-forme qu'avait préparé ensuite le RPR, le mouvement de M. Chirac imaginait une société « où il n'y ait pas de privilèges ». « Il n'est pas juste, disait-on, que se perpétuent des inégalités qui ne trouvent leur origine que dans l'histoire, la naissance et le hasard ; ce sont des privilèges que nous abolirons. » Curieux retour de l'histoire.

## Les cinq précédentes

M. François Mitterrand affectionne peu le style des conférences de presse qu'avait instauré le général de Gaulle. Depuis son arrivée à l'Élysée, le 21 mai 1981, le président de la République n'a recouru à cette formule que cinq fois. Toutefois, pendant la crise du Golfe, il s'est livré au jeu des questions-réponses, en direct à la télévision, avec des représentants de la presse à huit reprises.

Pour s'exprimer, le chef de l'État dispose d'une panoplie qui va des allocutions radiotélévisées solennelles aux interviews à la presse écrite, parlée ou télévisée, en passant par les petites phrases distillées dans les comptes rendus du conseil des ministres et les multiples discours et déclarations prononcés lors de ses déplacements en France et à l'étranger. M. Mitterrand a institué avec l'opinion des rendez-vous réguliers : présentation traditionnelle des vœux le 31 décembre, discussion informelle avec les représentants de la presse à la Pentecôte à Solitude (le chef de l'État a renoncé à cet exercice cette année) et intervention télévisée le 14 juillet.

Les précédentes conférences de presse présidentielles ont été les suivantes :

— Le 14 septembre 1981. Pour sa première conférence de presse le chef de l'État, élu le 10 mai précédent, avait assuré : « Les institutions, je m'en accomode ». En appelant à la confiance et au rassemblement des Français, il avait développé le thème de la solidarité, justifié les nationalisations comme un refus de la division internationale du travail, annoncé son intention de combattre le « mur de l'argent » et d'assurer, à terme, une meilleure justice sociale par un « réaménagement général de notre fiscalité ».

— Le 9 juin 1982. M. Mitterrand avait dressé le bilan de sa première année de présidence. Après avoir rappelé que les trois objectifs du changement étaient la croissance, la solidarité et une présence active de la France dans le monde, il avait appelé à l'action en faveur de la reconquête du marché intérieur, de la restructuration de l'industrie, du développement

technologique, de la poursuite de l'œuvre de justice sociale, de la reconstitution de l'épargne et du réajustement du territoire.

— Le 4 avril 1984. M. Mitterrand évoque la situation en Lorraine à la suite de l'adoption par le gouvernement du Plan acier. Il estime que « le temps est venu de mettre les choses au net » avec le Parti communiste, et cela à quelques semaines (le 17 juillet) du départ de M. Pierre Mauroy et de son remplacement par M. Laurent Fabius, dont le gouvernement ne comprendra pas de ministres communistes.

— Le 21 novembre 1985. A quel- que quatre mois des législatives de mars 1986, qui allaient se solder par le succès de l'opposition de droite, le président de la République avait développé le thème de l'intérêt de la France, consistant à « poursuivre la politique conduite depuis 1981 », tout en précisant qu'il « s'inclinerait » devant le verdict des urnes. Plus du tiers de cette conférence de presse, qui avait duré une heure et cinquante-deux minutes, avait été consacré à l'affaire de la cinquième chaîne de télévision.

— Le 18 mai 1989. Cette première conférence de presse du deuxième septennat était réservée à la politique internationale et à la défense. M. Mitterrand avait annoncé un ralentissement de la progression des crédits militaires. Il s'était prononcé contre la dénucléarisation de l'Europe occidentale, à laquelle pouvaient aboutir les négociations réclamées par Bonn et Moscou sur les armes à très courte portée. Il avait réaffirmé la priorité à donner au désarmement conventionnel. En matière internationale, le chef de l'État s'était expliqué sur la visite que venait de faire M. Yasser Arafat à Paris, sur l'action de la France au Liban, et il avait fixé les priorités pour la Communauté européenne, dont il assurait la présidence le 1<sup>er</sup> juillet suivant. Ces priorités étaient l'union économique et monétaire, la charte sociale, l'Europe culturelle et audiovisuelle, l'environnement et « l'Europe des citoyens ».

A. Ch.

Privée de représentation au gouvernement

## L'Association des démocrates doute de son avenir

La question de l'existence de l'Association des démocrates, créée entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1989 pour regrouper les non-socialistes qui votaient pour M. Mitterrand, est posée par certains de ses membres. La réunion du bureau, samedi 7 septembre, a mis en lumière les difficultés que traverse ce petit parti.

Difficultés matérielles, d'abord. La trésorerie, qui a donné sa démission l'hiver dernier, a décidé de porter plainte en raison de chèques qu'elle n'a pas signés (d'un montant de quelque 120 000 francs), émis sur le compte dont elle est mandataire. Les comptes fournis aux membres du bureau font ressortir qu'entre novembre 1990 et juillet 1991 le budget de fonctionnement s'élève à environ 2 millions de francs, avec, notamment, des frais de voyage pour 268 000 francs, qui apparaissent d'autant plus élevés que les dirigeants de l'association, étant, pour la plupart, membres du gouvernement, profitaient de leurs déplacements ministériels pour rencontrer les membres de leur formation. Un nouveau trésorier a

été désigné, M. Bernard Ollagnier, président de la Fédération de Paris, et un audit sur les comptes de l'association depuis sa création a été décidé. M. Hervé Donnard, délégué général, a été mis en cause, notamment par son prédécesseur à ce poste administratif, M. Jean-Paul Benoit, parlementaire européen.

Difficultés politiques ensuite. L'éviction du gouvernement de tout représentant de l'association, dont le président fondateur, M. Michel Durafour, ne pouvait qu'être ressentie comme une sanction. Certains entendent en tirer les conséquences en préconisant une fusion avec le mouvement France unie de M. Jean-Pierre Soisson ; d'autres envisagent un rapprochement avec le MRG. C'est le cas de certaines fédérations en Aquitaine, en Alsace ou, encore, en région parisienne.

Le bureau a retenu les dates des 15 et 16 novembre pour réunir un congrès qui devrait voir le remplacement de M. Durafour (ce dernier ne se représentant pas) à la présidence.

A. Ch.

La préparation des élections régionales

## M. Tapie voit en M. Le Pen l'« incarnation du fascisme »

Interrogé par TF1, lundi 9 septembre, sur la candidature de M. Jean-Marie Le Pen aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Bernard Tapie, député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, s'est demandé « si notre pays est prêt à être le seul au monde à avoir, dans une région, un patron qui est l'incarnation du fascisme ». Le candidat de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône a ajouté : « Jamais je n'ai été socialiste et je ne le serai jamais, mais je me sens de sensibilité de gauche, tout en étant riche. J'ai un vrai combat à mener : c'est celui d'empêcher Le Pen d'être président de la région ».

S'il devait être élu président de la région, M. Tapie serait prêt à abandonner ses responsabilités dans le domaine économique. « Les affaires, ce n'est pas compatible, a-t-il expliqué. Donc, ce jour-là — et tout est déjà préparé pour cela — je resterais propriétaire de mon patrimoine, mais, c'est vrai, je ne pourrais plus diriger d'entreprises. » M. Tapie, estime, d'autre part, que le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, sénateur (app. PS) des Bouches-du-Rhône,

va l'aider dans son combat contre le président du Front national, et il a ajouté qu'il est prêt à lui rendre la pareille aux élections municipales de 1995. De son côté, le maire de Marseille a confirmé sa « présence » aux prochaines élections, mais sans en dévoiler les modalités. Lors d'une conférence de presse, il a affirmé « être toujours ouvert aux négociations », avant de préciser : « Je ne veux pas que la région soit une colonie de vacances, une colonie politique. Nous pouvons avoir des hommes politiques de la région qui se battent pour elle ».

Le maire (UDF-PR) de Cannes, M. Michel Mouillot, a déclaré qu'il sera « volontiers candidat contre M. Jean-Marie Le Pen » aux prochaines élections régionales, si les fédérations du RPR et de l'UDF le lui demandent. Jugeant que le président du Front national n'a « aucune chance de devenir président de la région », il a ajouté : « Il repartira comme il est venu : battu. Il a été battu à Marseille ; il a été battu à chaque fois qu'il s'est présenté quelque part. Les électeurs ne se laisseront pas abuser par ces coups médiatiques, hermétiques et synonymes de vide ».

A la fois réjoui et inquiet des événements récents

## Le Grand Orient de France aidera à la réapparition de la franc-maçonnerie dans les pays de l'Est

Le Grand Orient de France, la principale obédience maçonnique française, qui compte plus de trente-cinq mille membres répartis dans près de huit cents loges, a tenu, du jeudi 5 au dimanche 8 septembre, son congrès annuel. Son grand maître, M. Jean-Robert Ragache, a indiqué, lundi 9 septembre, les priorités pour l'année à venir qui ont été dégagées de ces journées : l'aide à la reconstitution des loges maçonniques en Europe de l'Est et la lutte, en France, contre l'indifférence civique.

Résolument ancré dans le domaine temporel, le Grand Orient de France (GOOF) ne pouvait être indifférent aux bouleversements survenus en Union soviétique. « Surpris » par la rapidité et la vigueur de la dislocation de l'Union, les frères maçons observent avec circonspection les événements qui se précipitent. « Bien sûr, cela nous réjouit », a convenu, lundi, le grand maître, M. Ragache, mais nous voyons, dans le même temps, resurgir ici et là les irrédentismes et les particularismes. A cela s'ajoute la volonté de l'Eglise, encore réaffirmée par le pape Jean-Paul II lors du pèlerinage de Częstochowa, en Pologne, de réévangéliser les pays affranchis du communisme.

## « L'indifférence civique »

En marge de ce qu'il considère comme une offensive ou une tentation cléricalle, le Grand Orient s'efforce de prendre part à une conséquence peu spectaculaire, mais symbolique, de l'effondrement du communisme : la renaissance de la franc-maçonnerie en Union soviétique, où elle était restée interdite pendant plus de soixante ans, tout comme dans les

anciens pays satellites, d'où elle avait disparu après la seconde guerre mondiale. Le Grand Orient compte à son actif la reconstitution de sept loges, comptant une cinquantaine de personnes en Roumanie, une en Russie, deux en Tchecoslovaquie, deux en Hongrie et deux en Pologne. « Il s'agit de loges nationales indépendantes de notre obédience », a précisé M. Ragache, qui a coopté, pour l'occasion, avec d'autres obédiences françaises, dont la Grande Loge de France.

Le soutien du Grand Orient est tout d'abord logistique : le grand maître a annoncé que l'effort financier en direction de ces pays va d'ailleurs s'accroître au cours de l'année. M. Ragache a insisté sur le fait que la modestie des effectifs de ces loges ne leur permet pas, pour l'instant, de se constituer en obédiences. « La renaissance de la franc-maçonnerie ne s'accompagne pas de recrutements massifs », a-t-il pris soin d'ajouter.

S'il y a du nouveau à l'Est, le Grand Orient ne se désintéresse pas pour autant de la santé de la

société française. A en croire M. Ragache, l'état du patient aurait plutôt tendance à se détériorer. « Vous le voyez, dans l'annonce, le bicentenaire de la République. On peut s'interroger sur l'état dans lequel se trouvent ses principes fondateurs. » Le grand maître a souligné l'érosion de l'État, tant par le haut, du fait de la construction européenne, que par le bas, avec l'émergence du fait local. Il a aussi et surtout regretté, avec la proximité des élections, le retour des « slogans » et des « tactiques », qui favorisent l'extrémisme de droite. « Les hommes politiques n'ont pas profité du répit de deux ans entre deux consultations pour réhabiliter le discours politique », a déploré M. Ragache. Pour autant, le Grand Orient n'entend pas rester inerte. Il devrait s'employer, dans les mois à venir, à réactiver le débat sur l'éducation et la formation du citoyen dans le respect des principes de la République pour lutter contre l'indifférence civique ».

GILLES PARIS

A l'Assemblée nationale

## La première audition publique sur le financement des partis est reportée

La première audition publique de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, qui était initialement prévue pour le mardi 10 septembre, a été reportée d'une semaine.

Outre les modalités pratiques de ces auditions, notamment pour les chaînes de télévision, la commission doit encore arrêter la liste des personnalités qui seront entendues.

Compte tenu de la durée de vie d'une telle commission, fixée à six mois par le règlement de l'Assemblée nationale, les auditions devront être achevées à la fin du mois d'octobre prochain. Au rythme de deux ou trois auditions par semaine, seule une vingtaine de personnalités pourront être entendues. Or le groupe socialiste a déjà demandé l'audition d'une centaine de personnes, et l'opposition, celle de vingt autres personnalités.

Une découverte de la recherche suisse

## « L'ANGOISSE DES CHEVEUX »

BALE - Ceux qui perdent leurs cheveux (en France c'est une véritable multitude) deviennent bientôt, et presque toujours, des obsédés de la chevelure. Pour eux, trouver une solution équivaut à vider l'océan avec une cuillère impossible, malgré toute la bonne volonté.

Il semble que ce soit la Suisse la patrie destinée à apporter une aide concrète à ceux qui sont le plus hantés par ce problème. C'est de là-bas qu'arrive la nouvelle d'une récente découverte de chercheurs des laboratoires d'une société de Bâle (Cesprophar Labo). Cette découverte paraît destinée à ramener la sérénité à ceux qui aujourd'hui vivent l'angoisse de la chevelure. La nouveauté est une préparation cosmétique à base de Nicotinell (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique).

La préparation, testée par le professeur Ernst Fink du Therapy and Performance Research Institute de Erlangen sur des volontaires qui en ont fait usage pendant trois mois, a donné des résultats positifs pour la plupart des sujets traités. Le seul effet négatif a été une légère rougeur, qui dure à peu près une heure, au point d'application.

Cette découverte de la chimie suisse, commercialisée sous le nom de Lebo, après l'extraordinaire accueil reçu des pharmaciens des bords du lac Léman, arrive aussi dans quelques pharmacies françaises.

## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Selon le rapport de l'inspection générale des affaires sociales

## Des erreurs collectives sont en partie à l'origine de la contamination d'hémophiles par le virus du sida

Rédigé à la demande de MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, le rapport de M. Michel Lucas, inspecteur général des affaires sociales, devait être rendu public mardi 10 septembre, et transmis le même jour à la Chancellerie. Ce document fournit, pour la première fois sous un sceau officiel, une chronologie détaillée des faits et des décisions dans l'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du sida. Il comporte notamment l'ensemble des principaux documents médicaux, administratifs et politiques de ce dossier. Il met, par ailleurs, en lumière certains « décalages » dans les prises de décision, sans pour autant conclure à une simple faute individuelle.

Il aura fallu trois mois à M. Michel Lucas, inspecteur général des affaires sociales, pour parvenir à fournir une chronologie détaillée et difficilement contestable des faits et des décisions dans l'affaire complexe, douloureuse et souvent passionnelle de la contamination de nombreux hémophiles français par le virus du sida. Trois mois qui auront permis à l'auteur de rencontrer les principaux responsables de la transfusion sanguine française.

Il a notamment entendu à deux reprises le docteur Michel Garretta, ancien directeur général du CNTS, et pu collecter tous les documents écrits ayant trait à cette affaire. Au total, la chronologie qui est fournie reprend, dans les grandes lignes, celle qui avait déjà pu être établie, notamment dans nos colonnes (*le Monde* du 18 juin). Le rapport permet ainsi d'éclaircir les déclarations ministérielles faites en juin dernier sous la pression d'une intense campagne de presse et faisant, dès cette date, valoir qu'il y avait eu là « une grave erreur collective d'appréciation ». Le résultat des investigations de l'IGAS apporte toutefois une série d'éléments précis et inédits qui suivent avec une plus grande netteté l'articulation souvent déficiente des prises de décision.

La chronologie, telle que la décompose M. Michel Lucas, comporte deux parties bien distinctes : 1. « 1981-1984 : une menace dont la portée encore méconnue bouleverse des certitudes et des espoirs. » 2. « 1985 : une stratégie se met progressivement en place. »

A propos de la démonstration de l'efficacité des techniques de chauffage pour inactiver le virus du sida, sans reprendre le détail des travaux publiés courant 1984 dans *Le Lancet*, la *Nouvelle Gazette de transfusion* et dans la revue de la Fonda-

tion nationale américaine des hémophiles, le rapport de l'IGAS insiste sur les conclusions du rapport présenté le 22 novembre 1984 par le docteur Jean-Baptiste Brunet, épidémiologiste à la direction générale de la santé, devant la commission consultative de transfusion sanguine. Il y est expliqué que les instructions données aux centres de transfusion sanguine dans la circulaire du 20 juin 1983, afin de prévenir la transmission du virus du sida, ont été peu appliquées et, de ce fait, préconise la mise en œuvre d'une nouvelle campagne d'information pour sensibiliser les CTS.

Le docteur Brunet ajoute que « l'inactivation du virus après un chauffage des dérivés sanguins (68 degrés pendant vingt-quatre heures) est prouvée » et que « le CDC aux États-Unis, conclut que l'usage des dérivés non traités par la chaleur devrait être limité ». Dès le 24 mai 1983, la firme américaine Travenol-Hyland avait reçu de la FDA américaine l'autorisation de commercialiser un produit chauffé, l'Hémophil T. Par un courrier en date du 10 mai 1983 et resté à ce

jour sans réponse, cette firme avait informé le CNTS de l'hypothèse selon laquelle ce produit pourrait protéger contre le sida.

En 1984, écrit M. Lucas, la communauté scientifique est « à peine ébranlée dans ses hypothèses. Elle entretient des interrogations quant à la portée de la menace, quant à la place du sida dans la hiérarchie des affections virales, quant aux moyens de la prévenir (...). L'organisation transfusionnelle française est présentée comme une protection suffisamment efficace devant le développement de la maladie, en raison des conditions de sécurité qui l'entourent (bénévolat notamment) ».

Selon M. Lucas, il n'est pas démontré que l'Association française des hémophiles ait toujours « bénéficié » des prévisions que le directeur général du CNTS, le docteur Michel Garretta, formulait tant auprès de la direction générale de la santé (DGS) qu'auprès du Laboratoire national de la santé (LNS). A partir de 1985, le débat va porter à la fois sur la nécessité ou non de mettre à la disposition des hémophiles des produits chauffés et d'autre part sur l'intérêt

d'instituer un dépistage systématique des dons de sang.

Dès le 11 février, la société Abbott dépose un dossier au laboratoire de la santé en vue d'obtenir l'agrément d'un test-diagnostic. Le dossier est alors considéré comme léger, l'échantillonnage insuffisant et l'on constate en outre une fausse positivité dans 3 % des cas. Le 28 février, Pasteur dépose son dossier. Le 2 mars, Abbott reçoit l'autorisation de mise sur le marché américain.

Dans le même temps, certains CTS testent l'utilisation de produits chauffés. Pour sa part, le CTS de Lyon, dès mars 1985, cesse de produire des concentrés non chauffés.

## « Jusqu'à épuisement des stocks »

Le 12 mars 1985, une note interne à la direction générale de la santé montre que, à l'hôpital Cochin, une enquête a établi que 6 % des donneurs sont contaminés. Dans ces conditions, précise cette note, si ce chiffre est représentatif de la région parisienne, « il est probable

que tous les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens sont actuellement contaminés ». « L'importance de ce message d'alarme ne semble pas avoir été perçue », constate M. Lucas.

En mai 1985, à leur tour, le CTS de Lille et le CNTS cessent de fabriquer des produits non chauffés. Le 7 mai 1985, le docteur Garretta écrit au docteur Netter, directeur du LNS, pour le prévenir que le CNTS met en œuvre un processus de fabrication de produits chauffés en accord avec la firme autrichienne Immuno. Il précise que, « conscient que trois mois de retard signifient, à terme, la mort de cinq à dix hémophiles et d'un certain nombre de leurs proches l'équipe de direction (...) du CNTS estime que c'est maintenant une urgence absolue d'interrompre la propagation de cette contamination chez les hémophiles et leurs familles ». Les conséquences financières de cette stratégie d'urgence feront l'objet d'un courrier de même nature, adressé le 9 mai 1985 à la DGS.

A l'Hôtel Maitillon, le problème est évoqué en réunion interministérielle (voir encadré). Concernant cette

réunion, M. Lucas fait le commentaire suivant : « L'important est de s'assurer que l'enjeu industriel n'a pas été déterminant dans la décision, au point de compromettre celui de santé publique. »

« A cet égard, les conditions de la présentation respective du test Elexia (Diagnostica Pasteur) et du test Abbott ne manquent pas de poser quelques questions en raison du décalage constaté dans leur enregistrement (21 juin 1985 pour le premier, 24 juillet 1985 pour le second) et de la nature des correspondances de Robert Netter, directeur du LNS, entre le 27 février et le 25 avril 1985. Il convient notamment de se demander si l'enregistrement d'Abbott a été volontairement retardé pour permettre à Diagnostica Pasteur d'être concurrencé au même moment (...). Le fait d'avoir enregistré Abbott le lendemain de la signature de l'arrêté qui modifie le tarif de cession des produits sanguins rend cette question inéluctable. » Au terme d'une minutieuse étude comparative, M. Lucas estime toutefois que les précautions prises par la commission consultative de transfusion sanguine « paraissent justifiées » et qu'en définitive aucune firme ne semble réellement avoir été pénalisée par le parcours scientifique et administratif qui a imposé des comparaisons entre les tests. Il regrette toutefois la lenteur qui a présidé à l'élaboration de ces tests de comparaison.

Finalement, un arrêté du 23 juillet imposera que le dépistage systématique soit institué à compter du 1<sup>er</sup> août 1985 et que les produits non chauffés ne soient plus remboursés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1985. Il était possible d'interdire purement et simplement les produits non chauffés, aucune disposition du code de la santé publique ne permettant la prise d'une telle mesure.

Pourquoi avoir attendu le 1<sup>er</sup> octobre ? Selon M. Lucas, cette décision transitoire a semblé nécessaire pour s'assurer d'une production suffisante de produits chauffés et pour éviter une rupture des stocks, et donc un risque vital pour les hémophiles. « Cette période entre le 1<sup>er</sup> août et le 1<sup>er</sup> octobre, écrit-il, a pu être dommageable dans la mesure où les produits non chauffés n'étaient ni « rappelés » ni « bloqués ».

Il relève pour finir une « interrogation » : le CNTS a toujours affirmé n'avoir pas distribué de produits non chauffés après juillet 1985. Or une note du 3 juillet 1985 précise que, pour les malades connus anti-LAV positifs, les concentrés non chauffés « doivent être utilisés jusqu'à l'épuisement des stocks ». De même, une note du 23 août 1985 donne comme instruction pour les stocks de produits non chauffés : « Chercher à distribuer à des hémophiles LAV+, au niveau Orsay et Saint-Antoine. »

J.-Y. N. et F. N.

A la réunion interministérielle du 9 mai 1985

## « La pression des médias est considérable »

La publication, en annexe du rapport de l'IGAS, du compte rendu de la réunion interministérielle consacrée aux « modalités d'établissement d'un test de dépistage du sida » qui s'est tenue le 9 mai 1985 sous la présidence du professeur François Gros, conseiller auprès du premier ministre, est un événement. Il est exceptionnel qu'un tel document soit rendu public in extenso. Ce compte rendu explique parfaitement la manière dont on raisonnait à propos de l'épidémie de sida il y a à peine plus de six ans.

La discussion portait, d'une part, sur le point de savoir quel test de dépistage du sida il fallait autoriser et, d'autre part, si il convenait de préconiser une généralisation de la mise en œuvre de ce test. Le premier à prendre la parole fut le représentant du secrétariat d'Etat à la santé.

« Il n'est pas prouvé, indiquait-il pour commencer, que la généralisation du test soit une mesure positive en termes de santé publique. 1. Les cas de sida post-transfusionnel sont somme toute assez rares. Ils sont en tout cas

bien moins nombreux que les cas d'hépatite post-transfusionnelle, et pourtant il n'existe aucun test systématique pour l'hépatite. La généralisation d'un test de dépistage de l'hépatite serait donc beaucoup plus intéressante en termes de santé publique (...).

2. La généralisation du test n'aurait aucun effet de freinage de la maladie puisque seulement quelques cas seront évités. En revanche, on va susciter l'inquiétude de beaucoup de personnes qui vont se retrouver séropositives, sans pour autant courir le risque d'une évolution pathologique. Une étude récente démontre en effet que sur 4 millions de dons de sang, on trouverait entre 2 000 et 10 000 personnes séropositives. Au moins 80 % des personnes séropositives ne seront pas atteintes par la maladie (...).

## Une « généralisation difficile à éviter »

Le secrétaire d'Etat à la santé ajouta pourtant que cette généralisation sera difficile à éviter. « D'une part, l'opinion est alarmée et la pression des médias est considérable. D'autre part, la

décision a été prise dans quelques grands pays étrangers. » A ce moment-là, poursuit le représentant du secrétariat d'Etat, si l'on n'a pas pris la précaution de réserver le marché des centres de transfusion sanguine au test élaboré par Diagnostica Pasteur, « on procèdera à la généralisation du test américain, qui est déjà bien implanté dans les centres ».

« Si le test de Diagnostica Pasteur n'est pas utilisé par les centres de transfusion sanguine, il est clair qu'il n'y aura pas de marché français pour ce produit et, par voie de conséquence, il n'y aura pas non plus de marché international (...). Il est à craindre que si aucune disposition n'est prise pour protéger le test français, celui-ci soit complètement exclu du marché dès que le Laboratoire national de la santé autorisera le test américain. Une décision s'impose rapidement car le Laboratoire national de la santé ne pourra pas retirer très longtemps le dossier d'enregistrement d'Abbott au-delà du 13 mai 1985, date limite donnée à la société, sans courir le risque d'un recours contentieux. »

Le ministère du redéploiement industriel et du commerce exté-

rieur est également d'avis que si l'on veut préserver une industrie du test en France, « il faut prévoir une convention associant les centres de transfusion à Diagnostica Pasteur, car la stratégie d'Abbott est bien d'éliminer le concurrent français ».

Pour sa part, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, rejoint en cela par le ministre de l'économie et des finances, se déclare opposé à la prise en charge du test par l'assurance maladie « en raison de l'importance des sommes en cause ». Pour conclure, le cabinet du premier ministre demande que le dossier d'enregistrement d'Abbott soit « encore retenu quelque temps » au Laboratoire national de la santé. Trois mois plus tard, le dépistage du sida était généralisé dans les dons de sang. Le test de Diagnostica Pasteur avait été autorisé le 21 juin et celui d'Abbott le 24 juillet 1985. A titre de comparaison, aux États-Unis, le test Abbott fut autorisé le 2 mars et celui de Pasteur seulement le 18 février... 1986. A protectionnisme, protectionnisme et demi.

## Leçons de modestie

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

La chronologie détaillée établie par l'inspection générale des affaires sociales et la lecture des documents officiels rédigés entre 1983 et 1985 sont à bien des égards exemplaires. Elles permettent notamment d'établir sans équivoque les déficiences du système français de prise de décision en matière de santé publique dès lors que le réseau transfusionnel est impliqué. Mais elles fournissent avant tout une grande leçon de modestie. On y redécouvre ainsi au fil des pages et du temps la somme d'affirmations et de certitudes qui se sont rapidement révélées caduques.

La démonstration vaut particulièrement pour la signification de l'état de séropositivité. C'est ainsi que dans un rapport rédigé à la demande du secrétariat d'Etat à la santé et remis le 22 juillet 1985, quelques-uns des meilleurs spécialistes français du sida écrivent : « un résultat positif n'a pas de valeur pronostique pour un individu donné. En d'autres termes, cette observation ne permet pas de savoir si l'individu en question sera ou non atteint du sida. De plus, la probabilité de cet événement est faible. Moins de 10 % des individus séropositifs manifesteront la maladie dans un délai de trois à cinq ans. »

Il ajouteront encore : « il faut dissiper la confusion très répandue entre sida et infection par le virus LAV. Le médecin devra expliquer que la présence d'anticorps contre ce virus indique que le sujet a été

infecté mais que la probabilité de développer un sida est faible, les études actuelles indiquant que la grande majorité des sujets séropositifs restent bien portants. »

S'ils ne peuvent permettre de tout justifier, ces éléments expliquent à quel point la menace de la contamination et de la contagion pouvait alors être perçue comme relative. Ce qui, six ans après, apparaît comme totalement faux (la proportion de séropositifs devenant malades du sida ne cesse d'augmenter) coïncidait avec une série d'autres éléments complexes, au premier rang desquels les contraintes propres du système transfusionnel français et les incertitudes quant à l'exacte fiabilité des tests de dépistage.

## Des conclusions mesurées

Faute de données disponibles, le rapport ne répond pas d'autre part à une question essentielle, celle de savoir si des hémophiles ont pu être contaminés au cours du second semestre de 1985. De plus, comme le souligne fort justement M. Michel Lucas, le drame est en partie la conséquence des efforts réalisés au début des années 80 sur le dépistage systématique de la contamination sanguine par le virus de l'hépatite virale de type B qui ont contribué à donner aux transfuseurs français une fausse impression de sécurité.

Leçon de modestie également pour les décideurs politiques comme en témoigne le compte rendu de la réunion interministérielle du 9 mai 1985. Rejetant les incertitudes médicales et scientifiques de l'époque, ce compte rendu révèle à quel point les considérations économiques et protectionnistes ont pu jouer. Et s'il n'y avait eu le recul, on pourrait légitimement s'indigner des préoccupations et des conclusions des représentants du gouvernement face à cette épidémie.

Comment ce nouveau document sera-t-il interprété par les différentes juridictions (général, civile et administrative) qui sont saisies de cette affaire ? Dans ses conclusions, M. Lucas souligne que « dans le calendrier décisionnel français, un certain délai dans la prise de conscience a pu être en partie compensé pour ce qui est du dépistage ». Il estime aussi que cette compensation a été plus difficile pour ce qui est de l'inactivation virale.

Ces conclusions fort mesurées ne permettent nullement de désigner tel ou tel comme unique responsable d'un drame qui trouve son origine à différents niveaux. Des erreurs individuelles, une lourdeur administrative certaine, les liens souvent ambigus unissant les malades hémophiles à leur médecin et une série de dysfonctionnements entre les autorités transfusionnelles et politiques sont aujourd'hui en cause.

## REPÈRES

## MÉTÉOROLOGIE

Météo-France déménage à Toulouse

Le service central de l'exploitation de la météorologie - le cœur même de Météo-France (ex-Météorologie nationale) - a « basculé » de Paris à Toulouse, mardi 10 septembre, en présence de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace. Cela faisait cent trente-six ans qu'il était installé à Paris : de 1855 à 1878 à l'Observatoire ; de 1878 à 1987 au 60, rue de Grenelle ; de 1987 à 1991 avenue Rapp (site de l'Alma).

C'est à Toulouse désormais que travaillent les spécialistes qui reçoivent, traitent et échangent les données collectées en France et à l'étranger aussi bien par les stations terrestres que par les satellites, qui élaborent les prévisions, font les études de climatologie, conçoivent et mettent en œuvre les programmes de recherche et de développement, sans lesquels on ne peut progresser dans l'organisme scientifique.

Les particuliers peuvent s'adresser sur le temps qu'il va faire dans les cinq jours à venir en appelant les numéros suivants : 36-65-00-00 (prévisions concernant la région d'où part l'appel) ; 36-65-01-01 (prévisions pour

l'ensemble du territoire) ; 36-65-04-04 (prévisions pour météorologie) ; 36-65-08-08 (pour la mer).

## ARCHÉOLOGIE

Deux statues gauloises découvertes à Vix

Deux statues gauloises (une divinité et un guerrier assis) ont été mises au jour à Vix (Côte-d'Or) au mois d'août dernier par M. Bruno Chaume et son équipe d'archéologues. Les fouilles de cette année concernaient une structure carrée visible sur des photos aériennes et voisine de la célèbre tombe d'une princesse celte découverte en 1953. Celle-ci contenait, notamment, un superbe collier en or massif et un énorme cratère grec en bronze - exposés l'un et l'autre au musée de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). La tombe princière remonte au cinquième siècle avant Jésus-Christ, alors que les statues découvertes cette année dans un fossé entourant la structure carrée (peut-être un temple ?) auraient été faites à la fin du deuxième ou au début du premier siècle avant notre ère. Si la datation de la découverte du mois d'août est confirmée, elle montrerait que le site de Vix a conservé son importance pendant plusieurs siècles.

## EN BRÈF

La mort du professeur John Lawrence, pionnier de médecine nucléaire. - Le professeur américain John Lawrence, l'un des pionniers de la médecine nucléaire, est décédé, samedi 7 septembre à Berkeley (Californie), à la suite d'un infarctus, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Diplômé de médecine à Harvard en 1930, il s'était consacré dès 1936 à l'étude des radiations ionisantes en médecine. Ses recherches sont à l'origine des traitements radiologiques contre les affections cancéreuses. Il était le frère d'Ernest Orlando Lawrence, prix Nobel de physique nucléaire.

Les pirates du rail récidivent dans le sud-est de la France. - Une dizaine de passagers du train Carrière-Vimoutille ont été dévalisés pendant leur sommeil, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 septembre. Une jeune femme a aperçu un homme jeter un gros sac de toile par la fenêtre d'un compartiment, aux abords de Saint-Rapail (Var). Le même train avait été attaqué par des « pirates du rail », le 26 juin et le 4 août (*le Monde* du 6 août).

Les gendarmes dégagent le chantier de Sompont. - Plusieurs dizaines d'écologistes qui occupaient depuis une semaine le chantier de construction du tunnel routier du Sompont (Pyrénées-Atlantiques) ont été évacués à l'aide de grenades lacrymogènes par un peloton de gendarmes, lundi matin 9 septembre, à Urdoz.

هكذا من الأصل



# SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

### La rentrée scolaire

## Optimisme de rigueur pour M. Jospin

Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a effectué, lundi 9 septembre, sa traditionnelle tournée de rentrée scolaire. Il a notamment précisé les mesures destinées à réorganiser le troisième trimestre (le Monde du 10 septembre).

« Ici, les gamins disent : « Merci les profs », car grâce à eux, ils se rendent compte qu'ils peuvent malgré tout réussir. » C'est un principal de collège heureux, couvant du regard ses troupes, qui a accueilli M. Lionel Jospin à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), lundi 9 septembre. Pour la rentrée des professeurs, le ministre de l'éducation nationale avait choisi de visiter une zone d'éducation prioritaire.

Et un collège où l'on se sent bien. René Cassin était tout indiqué, avec ses trente nationalités différentes, son équipe féminine de handball et son équipe d'enseignants, « très stable, qui se serre les coudes », selon l'expression d'un professeur. Le choix de cet établissement hors pair n'était pas fortuit, au moment où le ministre a décidé d'ouvrir le dossier du collège, grand oublié des réformes annoncées ou entreprises depuis deux ans.

### Et le dialogue avec les parents ?

En deux heures, au pas de charge, M. Jospin a donc admiré le CDI (centre de documentation et d'information), tapoté sur des ordinateurs, félicité la documentaliste, les dames de l'administration et l'infirmière, écouté les professeurs et entendu M. le principal lui vanter ses « groupes de niveaux », ses « ateliers pluridisciplinaires » et son « travail sur la communication multimédia ». Détendu, mais attentif, n'hésitant pas à formuler de légers rappels à l'ordre (« La pédagogie ne doit pas faire oublier que les enseignants sont détenteurs d'un savoir », tendant des perles gaillardes (« Et le dialogue avec les parents ? », tout en gardant le cap sur l'essentiel (« Mais vos résultats, les performances de vos élèves ? »).

Deuxième étape pour le ministre, nouveau CDI, nouvel échange avec la documentaliste et photo avec les élèves, mais, cette fois, dans un LEP atelier et industriel à Eragny (Val-d'Oise). M. Jospin s'attarde sur l'accueil des nouveaux enseignants, « dont on signale dans la presse qu'il est négligé ». Justement, dans cet é-

blissement, tout enseignant fraîchement nommé reçoit un livret destiné à le guider dans les méandres de son nouveau métier. Adresses utiles, rectorat, mutuelle et assurance, tout y est.

Visiblement décidé à donner un tour positif aux grands dossiers qui l'attendent, M. Jospin aborde par exemple avec optimisme la mise en place des IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres). « Tout est prêt techniquement », a-t-il affirmé lors d'un déjeuner-débat qui a clos la matinée en lieu et place de la traditionnelle conférence de presse de rentrée. Les équipes sur place ont préparé des plans de formation de qualité. Toutes les énergies seront mobilisées. Et le mariage des cultures entre écoles normales d'instituteurs et universités s'opère de façon satisfaisante.

Le ministre a en outre précisé le dispositif qui sera mis en place pour éviter que le troisième tri-

estre soit désorganisé par les examens et réduit à la portion congrue (le Monde du 10 septembre). Le démarrage des épreuves du bac sera reculé au 15 juin (au lieu du 5 juin cette année) dès 1992. Quant à l'organisation des conseils de classe, chaque recteur fixera, dans son académie, un calendrier strict pour éviter qu'ils n'empêchent excessivement sur le déroulement du troisième trimestre.

### Procédures d'orientation raccourcies

Mais le ministre envisage aussi d'explorer d'autres solutions, jusqu'à évoquer avec une extrême prudence en raison de l'hostilité du principal syndicat d'enseignants du second degré, le SNES : le recours aux enseignants privés pour la correction des épreuves du bac. Impossible d'y échapper si l'on veut allonger la dernière

période de travail de l'année scolaire, a plaidé M. Jospin. « Je n'édicte pas de règles, mais chaque recteur sera juge », a-t-il précisé.

Une autre mesure risque celle-là de provoquer la grogne des parents d'élèves. Le ministre envisage en effet de réduire à trois jours, au lieu de huit actuellement, le délai déjà bien court laissé aux familles pour entamer une procédure d'appel en cas de désaccord sur l'orientation d'un élève. Plusieurs organisations syndicales enseignantes s'étaient plaintes au mois de juin dernier de l'augmentation inquiétante, à leurs yeux, du nombre de recours déposés par les parents, particulièrement dans les lycées. La mesure envisagée par le ministre pourrait effectivement enrayer le mouvement.

CHRISTINE GARIN

### Une expérience à Epinal

## L'école en douceur

### EPINAL

de notre correspondante

Au groupe scolaire Louis-Pergaud à Epinal, la rentrée a eu lieu lundi 9 septembre pour deux cent trente enfants. Agés de deux à onze ans, ils vivent pour la troisième année consécutive une expérience menée sur huit ans et reposant sur des réformes scolaires différentes. L'année compte vingt jours de classe de plus, le temps de travail hebdomadaire passe de vingt-sept heures à vingt-deux heures et demie, celui de la journée de six heures à quatre heures et la classe du samedi matin est avancée au mercredi.

### « L'occasion de s'épanouir »

En d'autres termes, les enfants ont cours de 8 heures à midi, du lundi au vendredi inclus, mais l'après-midi est consacré à des activités sportives, culturelles et d'éveil, facultatives et gratuites qui se déroulent dans les structures mises à leur disposition par la ville. Des anima-

teurs de clubs, d'associations ou des moniteurs municipaux assurent l'encadrement.

Lancé en 1989, le projet d'aménagement du rythme scolaire du groupe Louis-Pergaud avait obtenu l'adhésion immédiate des parents d'élèves et le soutien syndical constant, en particulier du SNI fortement majoritaire. Au terme de deux années de fonctionnement le bilan est toujours aussi positif.

Les enfants avouent être moins fatigués, et pratiquer un sport ou une autre activité l'après-midi déchaîne leur enthousiasme. Vacances raccourcies ? Qu'importe, souligne l'un d'entre eux. De toutes façons on s'ennuierait. Les parents y trouvent quelques motifs de satisfaction. « Je ne changerais plus. J'arrive mieux à m'organiser. » « La samedi matin nous pouvons faire ensemble la grasse matinée. Nous vivons au même rythme. »

En classe, les institutrices notent la différence. « Les enfants sont plus attentifs, plus détendus. Et nous, nous sommes plus disponibles pour

préparer notre travail. » La directrice de l'école maternelle Louis-Pergaud, M<sup>me</sup> Liliane Colin, insiste sur le fait que l'emploi du temps est adapté au rythme de l'élève. L'accueil se fait de façon très souple pour les petits et les parents ont compris qu'il était de l'intérêt de l'enfant de le coucher de bonne heure.

Pour le maire RPR d'Epinal, M. Philippe Séguin, « Louis-Pergaud donne l'exemple d'une école où les jeunes ont envie d'aller, où ils ont l'occasion de s'épanouir. Du moment que la collectivité peut contribuer par son financement à ouvrir l'école sur la vie, à maîtriser le rythme et les méthodes, elle doit jouer son rôle. »

M. Claude Mesliand, recteur de l'académie Nancy-Metz, reconnaît que cette expérience est intéressante. « Elle mobilise beaucoup de bonnes volontés et de compétences mais elle n'est pas généralisable. » Parmi les obstacles, son coût : 1 700 francs par élève et par an à la charge de la ville d'Epinal.

CLAUDINE CUNAT

## JUSTICE

Devant la cour d'assises des mineurs de Haute-Savoie

## Les expéditions meurtrières des adolescents de Rumilly

Sept jeunes gens, dont cinq étaient âgés de quinze à dix-huit ans au moment des faits, doivent comparaître, du mardi 10 au vendredi 13 septembre, devant la cour d'assises des mineurs de Haute-Savoie, siégeant à huis clos. Ils sont accusés d'avoir fait partie d'une bande originaire de Rumilly (Haute-Savoie), qui, entre novembre 1987 et juillet 1988, avait commis sept agressions à domicile contre des personnes âgées de la région d'Annecy, pour les dépouiller de leurs économies (le Monde du 14-15 août 1988). Quatre de leurs victimes - âgées de soixante-quinze à quatre-vingt-cinq ans - avaient été tuées à coups de gourdin ou de fusil, et quatre autres gravement blessées.

### LYON

de notre bureau régional

« Une effrayante absence de références morales chez des gamins seulement imprégnés de la sous-culture des feuilletons américains », avait confié, à chaud, le commandant de la compagnie de gendarmerie d'Annecy, directeur de l'enquête. « Assurément, une page noire de l'histoire du crime en France », reconnaît aujourd'hui un avocat de la défense, tandis qu'un magistrat s'avoue « démuné pour analyser un dossier dont l'appât de l'argent et le phénomène de gangs constituent les seules valeurs clés apparentes ».

De fait, la « sale affaire » de Rumilly échappe aux normes. En incluant les recueils et les complices occasionnels, qui étaient au courant de la manière dont leurs copains volaient « le magot des vieux », c'est une douzaine de garçons « ordinaires » d'une même grosse bourgade de dix mille âmes qui, l'espace de deux saisons infernales, se sont immergés dans l'horreur.

### S'ennuyer à tuer

Relativement épargnée par le chômage, grâce aux grosses entreprises qui y sont implantées, Rumilly-la-Jarrosaise a beaucoup à envier à Annecy-la-Sciotillante, distante de 20 kilomètres, et au Bar du Marché, les jeunes qui n'aiment pas le rugby, omniprésent à travers les joueurs et les supporters d'un club fameux, affirment s'ennuyer certains jours à mourir. A mourir soit, mais à tuer ? Comment, sur la place d'Armes, carrefour des solitudes et du désœuvrement, des garçons, dont la plupart n'avaient jamais flirté avec la délinquance, ont-ils pu, régulièrement ou ponctuellement, s'enfermer dans des équipes criminelles réglées comme des opérations commandées ?

La première, organisée le 29 novembre 1987 chez la propre grand-mère de l'un d'eux, âgée de quatre-vingt-cinq ans - tellement rouée de coups, dans sa maisonnette de Saint-Sylvestre (Haute-Savoie), qu'elle est depuis quasiment grabataire - comme les six expéditions suivantes furent, en effet, minutieusement préparées. Port de cagoules et de gants, repérage des lieux, armage des fils du téléphone, destruction des pièces à conviction... La bande alla même jusqu'à semer du poivre pour tromper le flair des chiens policiers, les cris, les supplications, le sang des victimes n'ébranlant pas sa détermination à chercher le pécule, caché sous des draps ou dans une boîte à biscuits.

Le 30 décembre 1987, M. Joseph Rigaud, quatre-vingt-un ans, échappa de peu à la sauvagerie d'une agression qui le briserait moralement. Le 15 janvier 1988, après que sa porte a été enfoncée par la meute furieuse, à l'aide d'un bûcher de fortune, M<sup>me</sup> Jeanne Tissot, soixante-seize ans, est pareillement matraquée, à Monthornay-sous-Clermont (Haute-Savoie). Ses bras et ses mains sont fracturés. Deux semaines plus tard, M. Gustave de Bellegarde, soixante-seize ans, qui avait réussi à les mettre en fuite un mois auparavant, est criblé de plombs par ses assaillants, équipés d'un fusil à pompe.

ROBERT BELLERET

La suite est pire encore. Le 6 mars, à Seyssel (Ain), un octogénaire, M. Marcel Fontaine, précédemment blessé par un carreau d'arbalète est, cette fois, froidement assassiné par la bande qui fait exploser sa ferme isolée avec une bouteille de butane. Une première enquête conclut à un accident. Le 28 avril, nouveau meurtre crapuleux : Mme Adèle Chal, soixante-dix-huit ans, est frappée à mort dans sa maison de Rumilly pour quelques poignées de billets. Et c'est encore à Rumilly, le 13 juillet 1988, que le groupe commettra son dernier double crime, en massacrant, à coups de gourdin, Georges Krutli, soixante-quatre ans et son épouse, Pauline, quatre-vingts ans.

### « Violence incontrôlable »

Lorsque, au début d'août 1988, les enquêteurs remontent cette juvénile filière - à partir des confidences d'un petit toxicomane - l'action de la justice vient de s'éteindre pour le meneur du groupe dont les membres évoquent aujourd'hui, à l'envie, l'« ascendant extraordinaire » ou la « violence incontrôlable ». Victime d'un accident de cyclomoteur le 23 juillet précédent, ce garçon de dix-sept ans et demi, connu comme un « petit voleur de voitures », est mort, quatre jours plus tard, à l'hôpital neurologique de Lyon, soit juste deux semaines après l'équipée meurtrière qu'il dirigea contre les époux Krutli.

Pour autant, il n'aura pas fallu moins de trois procès pour juger l'ensemble de la bande. En février dernier, deux mineurs de seize ans au moment des faits ont été condamnés à des peines de sept et dix ans d'emprisonnement, par le tribunal des enfants d'Annecy, et, au mois de juin, Simon Chéné, né en 1968, l'un des deux majeurs de la bande - avec Julien Nesci, né en 1969 - a déjà écoupé de cinq ans de prison devant les assises de Haute-Savoie, pour complicité dans l'agression de Mme Vettier.

Nesci, le seul vrai marginal, ramené pour la dernière expédition, et Chéné - personnage fruste, renfermé, suicidaire, qui, loin d'être un meneur, suivait le groupe par attachement à l'un des garçons, de quatorze ans son cadet, le couvrant de cadeaux mais lui imposant, depuis sa petite enfance, des attachements sexuels - se retrouvent aujourd'hui, par souci de cohérence dans les débats, devant les assises des mineurs.

Des cinq autres accusés, la minorité pénale interdit de dire autre chose que des généralités. Issus de milieux modestes et de familles nombreuses, dénués dans bien des cas, ils ont également en commun d'avoir accompli une « scolarité médiocre » débouchant sur une formation professionnelle parfois inachevée. Le travail mais, plus encore l'argent sont les seules valeurs, récurrentes de dossier en dossier, que semblent leur avoir inculquées des « éducations » dont l'amour était, presque toujours, absent.

A travers des expertises et des contre-expertises, parfois caricaturalement contradictoires, les psychiatres et les psychologues n'en finissent plus de déboucher ou de réifier des « pathologies de type psychotique », des « décompensations dépressives abandonniques », ou encore une « problématique schizoïde » et, plus banalement, des angoisses, de l'immaturité, des carences affectives, etc.

Vraiment communes, au fait, ces « familles honorablement connues » que mentionnent, avec une désuétude presque touchante, certains procès-verbaux. L'argent, volé - « à ces vieux qui n'en avaient plus besoin, alors que nous... », selon l'argumentation d'un inculpé - était investi dans des motos 125 cm<sup>3</sup>, des « fringues », une chaîne hi-fi ou un magnétoscope, plus rarement du « shit » ou des vacances, aux Saintes-Maries-de-la-Mer. Le soudain pouvoir d'achat de ces collégiens et de ces apprentis sans histoires n'étonna personne à Rumilly. Et devant le zinc du Café du commerce, au lendemain des arrestations en forme de « rafle », il se trouva même un habitué pour lâcher, sentencieux : « Des histoires comme ça, il s'en passe ailleurs aussi, hein ? »

## DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

« TOUTE langue est fasciste. Cette idée fit scandale quand Roland Barthes la lança, en ouverture de son cours au Collège de France. Quinze ans après, personne ne s'en offusque plus. Il est cyniquement admis que la parole est un instrument de domination, que puissances et richesses ont toujours raison d'un abusier au dépens des dévots et des pauvres, que les responsables du vrai, du bon, du beau, ou ne dispute plus entre égaux de bonne volonté : celle se décrète, à la discrétion de qui tient le crachoir ou achète l'espace », notre espace.

Ces abus de situation dominante sont particulièrement repérables dans la presse, où le commentaire note l'information, où la pulsion et l'arrangement personnels tiennent lieu de jugement.

A l'antenne, le libido des gens-en-place s'étale dans le seul manquement du pouvoir-clief de notre époque, celui de poser les questions. Par le jeu des interrogatives-négatives du type « Ne pensez-vous pas ? », ou reformées sur une affirmative du genre « car quant à moi je pense que... », ou tout simplement par des injonctions comme « Vous nous direz... », l'interlocuteur manifeste sa toute-puissance face à des invités dont la docilité veule de toutous devient obscène.

« Ce n'est pas à un observateur avisé comme vous que j'apprendrai, cher Machin-Chouette, etc. » : pour deux minutes de message, ces invités mielleux volent-ils comme ils s'avisent à nos yeux ? La perte de crédit du personnel politique vient aussi de ces léchages de bottes.

• Nos mœurs langagières privées se modèlent en plus en plus sur celles de la communication orale déversée par les ondes, et devant laquelle l'exemple de l'écrit ne fait plus le poids.

Prétez l'oreille : l'autoritarisme des intervie-

## Non ?

weurs est en train de contaminer ceux d'entre nous qui cherchent moins, en causant, à échanger qu'à marquer leur suprématie. On reconnaît ces tyranniques de la conversation à ce qu'ils achèvent leurs questions par un « non ? » qui, sans rapport avec le « si non ? » des Anglais, équivaut à une proclamation péremptoire, à un ordre d'avoir à se rallier sous peine d'être le dernier des derniers. Exemple : « Ce livre est nul, NON ? » Variations : « Tu ne vas tout de même pas trouver ce livre bien, SI ? » ; « Tu veux dire que ce livre est bon, C'EST ÇA ? »

Ces perversions imperceptibles de l'usage de la parole nous viennent de l'idéologie économe désormais dominante, pour laquelle échanger l'autre est un devoir vital. Elles modifient à notre insu nos consciences et nos sensibilités. Elles altèrent la vie de l'esprit en y favorisant la violence et en pénalisant la curiosité.

• L'état de droit mérite-t-il encore ce beau nom envié du monde entier si la parole y est réservée aux m'as-tu-vu, aux grandes gueules et à qui paie pour ?

Les instituts de sondage et leurs clients ne se gênent plus pour abuser de leur privilège payant. Ils ne mesurent plus une opinion libre à l'aide de formulations ouvertes ; ils lui demandent d'approuver leur propre jugement préalable et de moins en moins dissimulé. Ils ne nous demandent plus ce que nous pensons du président de la République dans telle ou telle circonstance, mais si franchement, enfin quoi !, nous ne le trouvons pas « un peu mou... » non ?

Platon avait un mot ajusté pour désigner les mesuriers d'opinions : il les appelait les « philodoxos » (la République, livre V), par opposition

aux philosophes, qui cherchent à cerner le vrai au-delà des apparences trompeuses et des impressions hâtives. Aujourd'hui, Platon n'aurait plus la parole nulle part. Qu'espérer d'un temps réduit à la pire philodoxie : la manipulation ?

Barthes, encore lui, révélait tout haut d'une parole dégagée de ses enjeux de pouvoir et d'argent, de ses règlements de comptes, de ses territorialités, naïve, disposée à perdre s'il le faut, « débile » disait-il. Il l'appelait « neutre ». C'était lors d'un cours de 1978, toujours au Collège de France. Dans le numéro d'août 1991 de la revue la Règle du jeu, le philosophe Laurent Dispot exhume la transcription inédite de ce que Barthes avait été chez lui un désir, de l'affect.

Pour que le discours produise du sens, observait le sémiologue, il y faut d'ordinaire un paradigme, c'est-à-dire une opposition. Si on se passait de ces chicanes dialectiques ? Que nous diraient les grands livres de nos bibliothèques, relus à la lumière de ce non-choix et de cette non-violence, portés par eux ? Affranchis des ordres, des lois, des volontés de puissance partout guerroyantes, qui sait si nous n'accéderions pas aux nuances supérieures et jubilantes dont la littérature est le lieu d'élection ?

• Ces temps de la bienveillance intellectuelle ne sont pas venus. Trop de cogneurs assermentés ou bénévoles rôdent, trop de voracités règlent le jeu, trop de ressentiments torves ! Ce sera peut-être pour le vingt et unième siècle, que Malraux prédisait religieux, et que Nietzsche, le premier à prophétiser dans ce sens, mais plus précis, plus fine mouche, voyait sacré à la manière orientale.

L'avenir de la défunte bonne foi à l'euro-péenne, si c'était le bouddhisme ?

هكذا من الأصل

## ENQUÊTE

## Des juges à tout faire

## II. - L'encerclement

Alors que certains aimeraient les transformer en « médiateurs » ou en « conciliateurs » (le Monde du 10 septembre), les juges se voient dépossédés de leurs contentieux les plus gratifiants. Notamment au profit de « commissions de sages » en tout genre.

La phrase leur sonne encore désagréablement aux oreilles. « Un petit métier pour de petites gens », lança un jour l'avocat Daniel Soulez-Larivière. Des années plus tard, le trait le blesse encore, comme si sous l'outrage perceait une demi-vérité, comme si eux-mêmes se percevaient à l'image d'un corps broyé et humilié, ouvrant à des tâches répétitives.

Un petit métier ? M. Robert Badinter s'insurge : « C'est un métier extraordinaire que celui qui vous autorise à décider du sort d'un enfant, de l'honneur d'un homme. » Certes ! Mais « exercé poliment », nuance M. Maurice Zavarro, ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature (gauche).

De fait, tout drap d'hermine qu'ils soient, les magistrats paraissent de plus en plus amputés de leurs prérogatives.

L'encerclement et le grignotage se précipitent depuis une vingtaine d'années. Lentement mais sûrement, la justice se voit dépossédée d'une partie de ses contentieux les plus nobles et les plus actuels. La Bourse ? Voici la Commission des opérations de Bourse (COB). Les ententes illicites ? Voilà le Conseil de la concurrence (CLC). L'audiovisuel ? Voyez donc le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ! Pour ne pas parler de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ou... du Conseil constitutionnel. Les gouvernements successifs ne cessent de mettre en place des autorités administratives « légères », elles-mêmes parfois bien désarmées face aux mastodontes de la finance ou des médias, mais qui n'en revendiquent pas moins leur part de gâteau.

C'est tout ? Non. Les grands contentieux des affaires, eux aussi, fuient les palais de justice. Impuissants, les juges assistent au développement d'une véritable justice privée, rendue par des fonctions du droit à la demande d'entreprises

soucieuses de rapidité et de discrétion. Ces arbitrages furent longtemps limités aux contentieux internationaux. Ce n'est plus le cas. Des professeurs de droit, des industriels, de grands avocats et de hauts magistrats sont de plus en plus sollicités pour trancher à l'amiable des conflits de droit interne.

Quand M. Jean Frydman et le groupe L'Oréal, associés dans une filiale audiovisuelle, souhaitent se séparer, à qui croit-on que les deux parties confient d'abord l'évaluation de la transaction ? Aux tribunaux ? Non. A M. André Rousselet, président de Canal Plus. « Les grands problèmes relevant du droit des affaires se règlent en dehors du palais », note M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation.

## La « mainmise des préfets »

C'est tout ? Pas encore. Car voici enfin, aux aguets, convoitant la dépouille, monsieur le Préfet en personne. L'offense, cette fois, porte un nom insoufflable, tant il fait rationnel et moderne : la départementalisation.

De quoi s'agit-il ? D'abord, de réduire le nombre des tribunaux de grande instance - aujourd'hui au nombre de cent quatre-vingt-six - pour qu'il n'y ait plus qu'un par département. « Assurer une représentation judiciaire forte dans une structure géographique forte », résume M. Henri Desclaux, directeur des services judiciaires place Vendôme.

Sans doute. Mais l'émotion et le soupçon chez les juges n'en sont pas moins vifs. « La chancellerie ne peut pas contrôler réellement deux cents procureurs de la République », commente, acide, M. Didier Gallot, juge d'instruction aux Sables-d'Olonne. En revanche, elle en contrôlera quatre-vingt-dix.

La départementalisation consiste ensuite à rendre au préfet une partie des prérogatives dont l'avait privé la décentralisation. Ainsi la police judiciaire est-elle placée sous son contrôle sans qu'il soit désormais fait référence au rôle du procureur de la République. L'expé-

rience, conduite dans cinq départements, sera étendue à dix-sept autres à partir du 1<sup>er</sup> octobre.

Dans ces conditions, l'autorité déjà parfois bien théorique du procureur de la République sur la police judiciaire ne risque-t-elle pas de disparaître totalement ? « Que devenons-nous si nous n'avons plus de pouvoir de direction et de contrôle sur la police ? », s'interroge M<sup>me</sup> Monique Guernann, procureur général à Nîmes.

Un peu partout, des critiques fusent contre la « mainmise des préfets ». Une concurrence sourde, voire sauvage, s'instaure parfois. Ainsi en matière de sécurité routière : « Si la justice n'a pas de procureurs compétents et dotés de moyens face aux préfets, nous serons balayés », pronostique M. Laurent Davennes, procureur à Evry.

Or les magistrats éprouvent le douloureux sentiment d'être tenus pour quantité négligeable. Quand les banquiers s'embarquent, qui, au gouvernement, songe à les impliquer dans le dispositif d'urgence ? « Comme si la réponse ne pouvait être que politique ou administrative », s'indigne un procureur.

Car en même temps que le « haut de gamme » des affaires leur échappe, leurs tâches ne cessent de s'alourdir dans le « bas de gamme », faisant d'eux, selon le mot de M. Jean-Denis Bredin, des « juges à tout faire ». Prenons un palais de justice moyen. Ici, dans une souppente, le juge d'instance se bat avec les délégués pour réchapper leur crédit-voteur d'un ménage surendetté ; là, sous les combles, le juge des enfants traque au téléphone les directeurs de foyer pour tenter de placer un mineur difficile ; et voici le juge de l'application des peines qui rentre de tournée : il vient d'aller démentir les PMIs pour leur « vendre » un présonnier en liberté sous contrôle judiciaire.

Où l'habile se niche, dans ces besognes nécessaires, le simple plaisir de « dire le droit » qui motive tant de vocations ? « Faut-il vraiment mobiliser des magistrats qui ont un niveau bac + 6 pour des tâches d'agents de recouvrement de créances ou pour délivrer des certificats de nationalité ? », s'interroge M. Pierre Estoup, premier président de la cour d'appel de Versailles.

Ainsi le corps judiciaire se sent-il

assiégé. S'il avait admis bon gré mal gré de ne pas se mêler de droit administratif ou commercial, peut-il accepter sans ciller d'être progressivement évincé des dossiers les plus valorisants et les plus modernes ? « Nous allons tout droit vers une justice à laquelle ne seront plus confiés que le pénal, les divorces, les bancs », regrette M. Jean-François Burgelin, juge à la Cour de cassation. Si l'on continue, les magistrats sont promis à devenir juges des chiens égarés.

Cette fièvre obsidionale, tout contribue à la nourrir. Ainsi de la montée en puissance du droit européen. « Le juge peut désormais confronter la loi française au droit européen », explique M. Hubert Dalle, directeur de l'École nationale de la magistrature. C'est une révolution. La norme supérieure n'est plus nationale. Bref, il est fini le temps où les magistrats ne vivaient que par et pour les codes brochés de rouge du bon éditier Dalloz.

La Cour européenne des droits de l'homme qui siège à Strasbourg condamne ainsi fréquemment le non-respect de la règle du « délai raisonnable » lorsqu'elle considère qu'un détenu a séjourné trop longtemps en prison avant d'être jugé. De même, la Cour européenne est-elle particulièrement rigoureuse en matière d'écoutes téléphoniques. « La Cour de cassation s'incline », observe un juge d'instruction. Ça nous fragilise.

Collectivement marginalisés par le pouvoir, progressivement confinés à des domaines juridiques jugés subalternes, les juges, individuellement, éprouvent-ils au moins la grisette de la liberté ? Rien n'est moins sûr. « Ce corps en théorie sans hiérarchie est quasiment militaire », relève M. Bredin.

La norme est plus pesante qu'il n'y paraît au premier regard. Tout magistrat note ainsi ceux qui sont placés sous ses ordres, lui-même étant noté par ceux qui le surplombent. Comment ce système ne produirait-il pas un conformisme feutré ? Voilà une obsession de chaque instant et la dernière facette d'une « dépression » rampante.

Ah, la notation ! Sur son rôle inhibiteur, chacun s'accorde. « Elle a un côté infantilisant incompatible avec notre fonction », assure M. Pierre Lyon-Caen, procureur de la République à Nanterre. A tel point qu'en dépit de la transparence de la notation introduite par M. Badinter, rares sont ceux qui osent contester leurs notes - ce qui est de droit - de peur de passer dans ce milieu où l'on emprunte volontiers ses injures au registre psychiatrique, pour « caractériel »...

## Beaux principes

Dans l'imprégnation du corps tout entier par un certain esprit de conformisme, le rôle du ministre public reste essentiel. « Si les juges du siège, inamovibles, sont théoriquement indépendants, comment éviter que le parquet, dépendant du gouvernement et solidement structuré, maître du calendrier des audiences et de celui qui permet, sous trop de difficultés, d'attribuer telle ou telle affaire au juge de son choix, - exerce un ascendant sur le juge d'instruction, solitaire, souvent jeune, psychologiquement vulnérable ? » « Ce n'est pas un hasard », explique M. Christophe Seys, juge des référés à Lyon, si les auditeurs de justice commencent toujours leur stage par le parquet. On arrive, et on se colle dans le moule. « J'ai vu de très nombreux jugements qui sont la photocopie du réquisitoire définitif du procureur. Ce n'est pas normal », s'indigne M. Claude Grellier, vice-président à Paris.

Cette tutelle ne s'exerce pourtant pas toujours où l'on croit : de grands dossiers échappent ainsi à la vigilance inquiète du procureur, tandis que de médiocres affaires locales suscitent des alarmes hors de proportion. « Si pour n'importe quelle affaire mettant en cause le neveu d'un maire de la région, le parquet

se montrera très attentif, explique M. François Guichard, premier juge d'instruction à Colmar, en revanche, dans l'affaire du crash de l'Airbus que j'instruis, je jouis d'une paix royale ».

Ce n'est, bien sûr, pas un hasard si la polémique sur l'indépendance se cristallise autour des juges d'instruction, chroniquement menacés parce que stigmatisés comme « les hommes les plus puissants de France », selon le mot de Napoléon, en tout cas au centre d'une querelle quasi théologique comme les adont les magistrats.

La mission du juge d'instruction relève de l'impossible, assurent les uns, qui ont depuis dix ans l'oreille de la chancellerie. Pas moins de deux lois - jamais appliquées faute de moyens et d'une longévité politique minimale de leurs initiateurs - ont ainsi tenté d'introduire la collégialité dans le cabinet du juge d'instruction. Et le rapport de la commission Delmas-Marty, rendu en 1990, propose encore de restreindre ses pouvoirs.

« La dualité des fonctions du juge d'instruction est intenable », explique par exemple M. Marcel Lemonde, ancien juge d'instruction à Lyon, membre de la commission. Il est à 90 % policier, puisqu'il supervise l'enquête, et à 10 % juge, puisqu'il lui demande ensuite de jeter un œil objectif sur son propre travail. En outre, toute procédure qui passe par l'instruction prend trois mois d'ancienneté. C'est pour cela qu'en matière fiscale, ou douanière, de plus en plus de procédures permettent de contourner le juge d'instruction.

## La fronde ou le renoncement

Ainsi la commission Delmas-Marty suggère-t-elle de confier les pouvoirs d'investigation... au parquet, tout en allégeant le poids hiérarchique qui pèse sur lui, en confiant par exemple aux procureurs et substituts une révolutionnaire « liberté de conscience ». Les actes du parquet seraient placés sous le contrôle d'un « juge de l'instruction ». D'autres imaginent des variantes. Ainsi M. Michel Jeol, ancien procureur de Paris, propose-t-il que les directives données par la chancellerie aux parquets dans des affaires précises soient toujours écrites, et versées au dossier, donc communicables à la défense. « Que chacun porte ses chapeaux », s'exclame-t-il.

Un marché de dupes aux yeux de nombreux juges d'instruction, qui,

présentant bien que le pouvoir ne renoncera jamais à « son » parquet, se refusent à lâcher la proie pour l'ombre. Solitaire et puissant, le juge d'instruction ? « Mais le parquet peut parfaitement bloquer un juge d'instruction », explique M. Christophe Seys, ancien juge d'instruction au Pays basque, qui eut à connaître des dossiers du G.A.L. Far exemple en faisant attendre des mois un réquisitoire. Et de rappeler que chaque décision de « l'homme le plus puissant de France » est susceptible de recours devant une chambre d'accusation collégiale, composée de magistrats chevronnés.

Dans cette querelle entre partisans et adversaires du juge d'instruction, un chat honnête aurait bien du mal à retrouver ses petits. Le souci de protéger les libertés, qu'affichent les partisans de sa suppression, est-il autre chose que le masque de l'inquiétude qu'inspirent aux pouvoirs des « petits juges » trop indépendants ? A l'inverse, les héritiers de l'indépendance du « petit » face aux puissants ne masquent-ils pas la volonté de quelques « shérifs » de sauvegarder une puissance sans contrôle ? Gardons-nous de démentir les non-dits et d'arbitrer entre ces arrière-pensées à triple détente. Constatons simplement que bien des aménagements seraient imaginables, qui permettraient d'accroître les garanties du justiciable devant le juge d'instruction - par exemple de permettre à la défense d'obtenir des compléments d'enquête ou des expertises - sans menacer l'institution.

Ces attaques tout azimutées, ces contournements progressifs et ces amputations diverses contribuent en tout cas à miner le moral du corps judiciaire. « C'est un très mauvais calcul que de maltraiter la justice, observe M. Bredin. Le plus grand service que l'État puisse se rendre serait de vouloir une justice forte. C'est un projet nécessaire dans une société comme la nôtre, qui sort du tout-politique. Et je reste convaincu que le temps est très court. Dans dix ans, le corps sera affaibli par son recrutement, discrédité par la multiplication des petits juges ».

Or voilà un des rares dossiers faciles à régler. Car quel que soit le projet nécessaire dans la nation ? Que coûte le minimum de considération convenable à l'endroit d'un corps bien souvent condamné, le mot n'est pas trop fort, au pampérisme ?

LAURENT GRELSAMER et DANIEL SCHNEIDERMAN

Prochain article : III. - Les palais de la misère

En Italie  
La pratique inquisitoire au panier

Au nom d'une meilleure garantie de la liberté individuelle inscrite dans la Convention européenne des droits de l'homme, l'Italie opta brutalement le 24 octobre 1989, pour le système accusatoire à l'anglo-saxonne. Cette réforme fut un bouleversement, après deux siècles de pratique inquisitoire imposée par Napoléon et parachevée par Mussolini. La figure du juge d'instruction à la française quittait la scène de l'histoire. Les magistrats de la péninsule affectés jusqu'à l'instruction furent mutés à d'autres tâches et rangèrent leurs volumineux dossiers.

Ainsi fut respecté l'objectif de désengorger les prisons et réduire les délais records de détention préventive. Mais l'enter est parfois semé de bonnes intentions... De fait, après des mois d'application, cette réforme ambitieuse se heurte encore à la « mauvaise volonté » des politiques. Ces derniers n'ont pas accordé tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'institution. Ils ont réduit à la portion congrue les allocations de crédits destinées à financer les travaux d'aménagement et les frais de personnel qu'entraînaient les nouvelles mesures.

Dans les tribunaux surchargés, la grogne des six mille cinq cents

juges se transforma même en grève unitaire, le 14 décembre 1990, contre le gouvernement. Celui-ci avait aussi tardé à édicter les lois pourtant promises qui devaient être associées à la réforme. Ainsi en fut-il par exemple du projet de refonte de l'assistance judiciaire, adopté seulement le 30 juillet 1990 : sans celle-ci les plus démunis ne pouvaient s'offrir la défense correcte que le mécanisme accusatoire introduisait.

## Un tollé

Aux effets pervers engendrés par cette « mauvaise volonté politique » vinrent s'ajouter quelques décisions judiciaires fort contestées. Deux, parmi d'autres... Le 18 juillet 1990 furent acquittés en appel, « pour insuffisance de preuves », les auteurs présumés de l'attentat de la gare de Bologne (85 morts en août 1980) : rude coup pour la crédibilité des institutions démocratiques, dénoncèrent la plupart des journaux italiens. En février 1991, nouveau sursaut d'indignation dans la péninsule : la Cour de cassation appliquant à la lettre les dispositions du nouveau code concernant les délais de détention préventive fit remettre en liberté le « pape » de la Mafia, Michele

Greco. Le tollé des magistrats et des associations de citoyens fut tel que, dès le 1<sup>er</sup> mars, cet homme et d'autres mafiosi furent remis en prison, en vertu d'un décret adopté en conseil des ministres. Et maintenant ? « Nous sommes condamnés à réussir notre réforme », estiment la plupart des magistrats transalpins, pour qui le bien-fondé de la refonte pénale n'est pas en cause. Le tournant fut selon eux « trop à 180 degrés », et il leur faut obtenir toutes les mesures d'accompagnement. Mais « progressivement, le système trouve sa vitesse de croisière ».

L'intense débat qui continue d'agiter tant l'institution que l'opinion n'a pas épargné le président de la République, M. Francesco Cossiga. Celui-ci préside de droit le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), la plus haute instance du système. En particulier, c'est le CSM qui nomme les magistrats. Or, depuis des mois, l'indépendance politique du CSM est contestée par certains juges italiens. Et le parquet transalpin, non sciemment à la tutelle du ministère à l'inverse de son homologue français, veille jalousement à éviter toute pression...

DANIELLE ROUARD

Livres anciens sur les  
**PROVINCES DE FRANCE**  
Catalogues par Provinces  
Librairie GUÉNÉGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. : 43-26-07-91

**Le Monde** SEPTEMBRE 1991  
**L'ÉDUCATION**  
**PRÉPARER LE BAC 92**  
**FRANÇAIS, PHILO**  
**TOUS LES SUJETS DE LA SESSION 1991**  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**UNE SEMAINE EN FLORIDE**  
à partir de 5 165 F\*  
- PARIS/ORLANDO/PARIS.  
- Une voiture de location en kilométrage illimité.  
- Une location de villa.  
\* Prix basé sur 4 personnes minimum.  
**CONTACTOUR**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.  
Tél. : (1) 42-94-02-25.

Vente au palais de justice de BOBIGNY, le MARDI 24 SEPTEMBRE 1991 à 13 h 30  
**ENSEMBLE IMMOBILIER**  
consistant en 2 BATIMENTS SUR SOUS-SOL comprenant :  
Rez-de-chaussée : entrées marchandises, 2 bureaux, sanitaires, ancienne boutique avec liquide sur rue, une pièce - non-chauffée, cave, chaudière  
1<sup>er</sup> étage : 2 grands bureaux, 2 laboratoires, W.C. - En mezzanine : galerie.  
**cadastre pour 374 m<sup>2</sup>**  
**SAINT-OUEN (93)**  
24-26, rue des Entrepreneurs  
**MISE A PRIX : 2 750 000 F**  
S'adresser à la S.C.P.A. ETIENNE, avocats, 9, place Carnot  
B.P. 104 - 93114 ROSNY-SOUS-BOIS CEDEX - Tél. : 48-54-90-87  
Et sur MINITEL : 43-30-44-67 - Code d'accès ROLAND.

هكذا بن الأصل



# SCIENCES • MEDECINE

## Le grand désarroi de la science soviétique

Fuite des cerveaux, financements supprimés ou incertains : le passage à l'économie de marché fait l'effet d'un séisme dans les laboratoires d'URSS

**A**NDREI LINDE, auteur du modèle de l'univers inflationniste, est considéré par ses pairs comme l'un des «grands» de la physique théorique. Quand, ces derniers mois, son intention de quitter l'Institut Lebedev de Moscou a été connue, explique un physicien français, le CERN s'est immédiatement mis sur les rangs. Mais l'université Stanford, rivale américaine du laboratoire européen pour la physique des particules, a doublé la mise en proposant également un poste à l'épouse de Linde, Renata Kallosh, excellente théoricienne elle aussi.

Le couple retrouvera aux Etats-Unis un certain nombre d'autres chercheurs soviétiques émigrés depuis moins de deux ans. Parmi les plus célèbres, les physiciens Alexandre Poliakov (à Princeton), Pavel Wiegmann (à Chicago), Alexandre Zamolodchikov (à l'université de Rutgers) dont le frère jumeau Alexei, physicien lui aussi, travaille dans un laboratoire du CNRS. «Sur sept postes créés à l'Institut de physique théorique de l'université du Minnesota, cinq ont été attribués à des chercheurs soviétiques», affirme M. Edouard Bredin, directeur du département de physique à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Paris.

Comme l'économie, la science soviétique est en pleine débâcle. Et, à Moscou, les responsables s'inquiètent de la «ruée vers l'Ouest» qui accompagne ce phénomène. Deux cent cinquante chercheurs des instituts de l'Académie des sciences sont partis à l'étranger en 1989 pour des périodes longues, définitivement pour certains, affirmant récemment un haut fonctionnaire du conseil des ministres d'URSS dans l'hebdomadaire moscovite indépendant *Arguments et faits*.

Dans l'état actuel de la société soviétique, toute estimation chiffrée de ce genre est, certes, à manier avec précaution. Un expert français n'hésite pas, cependant, à évoquer «une fuite des cerveaux comparable à celle qui s'est produite après la dernière guerre». L'appel de la liberté? Pas vraiment. Cette fois, les raisons de l'exode semblent principalement économiques et professionnelles.

### Lyssenko est bien mort

Il est loin, en effet, le temps où la dictature stalinienne régentait étroitement le travail des chercheurs. Une période noire, marquée notamment par le «lyssenkisme», de sinistre mémoire, du nom de Trofim Denissovitch Lyssenko, agronome protégé de Staline qui, en 1948, réussit à obtenir l'«interdiction» de la génétique, discipline alors naissante, décrétée science «bourgeoise». La biologie soviétique mettra plusieurs décennies à rattraper le temps perdu à cause des exactions de ce redoutable charlatan. L'esprit «lyssenkiste» trouva une autre application à propos de la cybernétique, décrétée elle aussi «science bourgeoise».

Quand Lyssenko — pourtant protégé de Khrouchchev et toujours membre de l'Académie des sciences — mourut en 1976, son influence était nulle. Et si le poids de l'idéologie et du parti étouffait, évidemment, tout développement sérieux des sciences humaines et sociales, il eut, en fait, peu de retentissement sur le contenu même des recherches en sciences «dures».

Certes, les scientifiques ont souvent payé un lourd tribut, lors des grandes purges des années 30. Mais leurs travaux n'étaient généralement pas en cause. Ils étaient, le plus souvent, victimes de la jalousie de pairs dénonciateurs et bien en cour, ou en butte à la vindicte du pouvoir qui craignait leur esprit critique, le franc-parler qui permettaient leur position sociale ou les relations avec leurs confrères de la communauté scientifique internationale. Les persécutions contre des chercheurs dissidents comme Andreï Sakharov, Leonid Pliouchitch ou Nathan Chitcharanski visaient des défenseurs des droits de l'homme et de la liberté d'opinion, pas des scientifiques en tant que tels. Au contraire : Sakharov fut probablement protégé pendant longtemps par sa notoriété et sa position de membre de l'Académie des sciences dont il fut remarquablement usé.

Né avec l'ère industrielle, le marxisme est fondé sur une analyse de

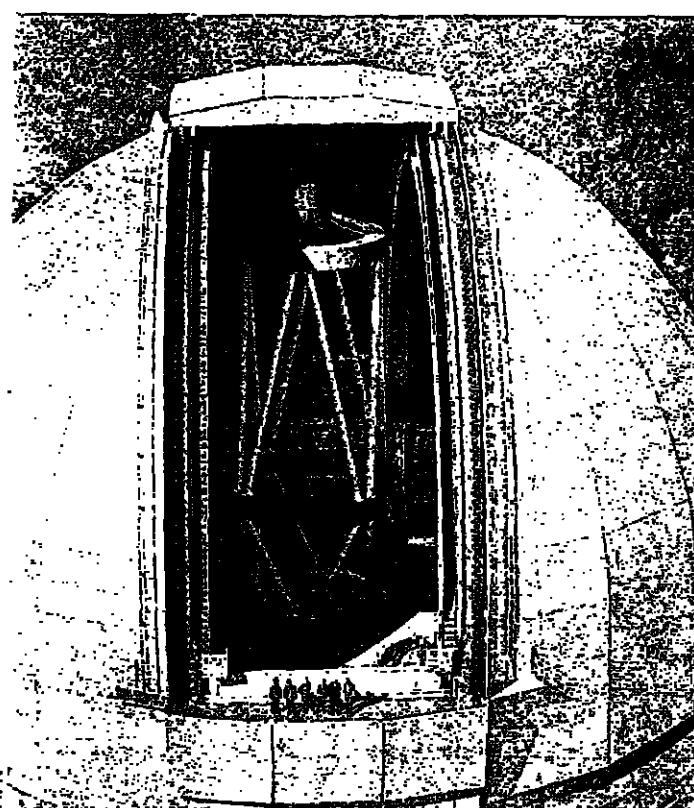
la société qui se veut scientifique. On se souvient du mot de Lénine : «Le communisme, c'est les soviets plus l'électricité». Et, dès 1918, il demanda à A. F. Joffé, professeur à l'Institut polytechnique de Petrograd, de créer une nouvelle élite de scientifiques qui, à son tour, formerait les chercheurs et ingénieurs chargés de développer le potentiel industriel de la nouvelle société socialiste.

Joffé choisit la méthode la plus performante : la formation par la recherche d'un petit groupe de physiciens-mathématiciens dispersés ensuite dans le pays pour ouvrir d'autres instituts. Parmi les compagnons de Joffé ou ses premiers élèves, figuraient notamment Nicolaï Semenov, prix Nobel de chimie 1956 pour des travaux sur les réactions en chaîne, Lev Landau, prix Nobel de physique 1962 pour des études théoriques sur la supraconductivité, et Kurchatov, qui sera le constructeur du premier accélérateur de particules d'URSS et le père du nucléaire soviétique.

Aujourd'hui encore les physiciens soviétiques figurent parmi les meilleurs du monde. Il est vrai que, grâce à la bombe atomique, ils furent toujours les enfants chéris du régime. Staline comme Brejnev se gardant bien de s'aliéner ces chercheurs — même les plus turbulents comme Sakharov — qui allaient leur permettre de tenir tête à la puissance américaine.

Malgré tous les dérapages, le système communiste eut des aspects plutôt bénéfiques pour le développement de la science. «De manière générale, l'état socialiste hautement centralisé et dirigé par un parti unique est mieux adapté pour mener de gros programmes de recherche, que des pays dont les dirigeants doivent tenir compte de l'opinion publique, du Parlement, ou de la presse», expliquait, en 1979, le biochimiste dissident Jaurs Medvedev (1), aujourd'hui exilé à Londres.

Résultat : l'URSS fut la première nation à envoyer un homme dans l'espace et, encore aujourd'hui, la seule à exploiter une station spatiale en permanence. Elle possède, à Zelenchouk, dans le Caucase, le plus grand télescope optique au monde. Elle inventa les fameux tokamaks, réacteurs de recherche avec lesquels les grandes nations



A Zelenchouk, le plus grand télescope optique au monde.

tentent de maîtriser la fusion thermonucléaire, et reste en pointe dans ce domaine.

Aujourd'hui le passage à l'économie de marché menace ce bel édifice, déjà branlant dans certains domaines pour cause de difficultés économiques. L'état se désengage peu à peu de ce secteur qu'il tenait à bout de bras. La toute-puissante Académie des sciences est devenue l'an dernier une «organisation fédérale autonome» indépendante (le Monde du 19 septembre 1990). La Ligue des savants indépendants de l'URSS et «plus de soixante-dix écoles supérieures, instituts sectoriels, associations et unions scientifiques, banques et petites entreprises» ont créé, le 29 août dernier, la Bourse internationale de la science indépendante, destinée à attirer les investissements étrangers pour les

M<sup>me</sup> Brigitte Godelier, représentante du CNRS auprès de l'Académie des sciences à Moscou. En particulier dans les laboratoires contrôlés jusqu'à présent par l'armée, très bien équipés, et qui commencent seulement à s'ouvrir à la coopération internationale. Même en biologie, discipline dans laquelle on croyait les Soviétiques très en retard, ils s'avèrent très forts pour les processus de cristallisation ou de purification.

Les experts des gouvernements et des grandes entreprises occidentales se précipitent, bien entendu, pour venir «faire leur marché», même si, pour l'instant, l'anarchie économique régnant dans le pays ne se prête guère aux investissements. «Il nous faut absolument être présents, affirme l'un d'eux. Les Japonais ne nous attendront pas. Un pays républicain ne peut pas avoir une recherche fondamentale de haut niveau, mais une incapacité totale à faire passer les découvertes du laboratoire à l'industrie. L'URSS, c'est l'exacte antithèse du Japon. Une alliance des deux pourrait s'avérer redoutable.» Cette prospection s'étend aux hommes.

«Les Etats-Unis agissent comme un trou noir qui avale les scientifiques soviétiques», se désolait récemment Isaac Khalatnikov, directeur de l'Institut Landau, l'un des centres de recherche fondamentale les plus renommés au monde (2). Difficile, en effet, pour le chercheur soviétique de base de résister au chant des sirènes : son salaire est souvent inférieur à celui d'un ouvrier. S'il a la quarantaine, son avenir est bouché par les mandarins inamovibles qui vont parfois jusqu'à signer les travaux de leurs jeunes collègues. La profession de chercheur semble de plus, si l'on en croit de récents sondages, avoir perdu une grande partie de son prestige — qui fut grand — auprès du public et des jeunes, plus attirés aujourd'hui par le monde des affaires. La catastrophe de Tchernobyl, en outre, n'est peut-être pas étrangère à cette désaffection.

### Coopération et concurrence

Mais l'argent n'est pas le seul moteur de la fuite des cerveaux vers l'Occident. En particulier pour les chercheurs de haut niveau que leur notoriété met à l'abri de tout problème matériel en URSS. Ce sont, évidemment, des conditions de travail incomparables avec celles qui sont actuellement les leurs, et la perspective d'une brillante carrière internationale qui les attirent avant tout.

Même les chercheurs en physique théorique ou en mathématiques, pourtant peu gourmands en matériel coûteux, ne travaillent pas dans des conditions satisfaisantes, explique M. Edouard Bredin, directeur du département de physique à l'ENS, qui les connaît bien. «Ils ont un mal fou à se procurer certains

livres ou revues. Faute de bureau, la plupart travaillent chez eux. Photocopier un document leur était quasiment impossible, pour des raisons autant matérielles que politiques. Enfin, il leur fallait parfois trois mois pour obtenir l'accord officiel nécessaire pour publier à l'étranger le résultat de leurs travaux. Après l'ère Brejnev, cependant, certains prenaient le risque de se passer de cette autorisation.»

Pour aider l'URSS à sauvegarder son patrimoine scientifique, la France et quelques pays européens ont décidé de jouer la carte de la coopération. Le gouvernement français a créé l'an dernier une Mission interministérielle pour l'Europe centrale et orientale (MISECO), chargée de coordonner la mise en place de cette politique à laquelle sont consacrés cette année 48,8 millions de francs. L'opération de jumelage, orchestrée par le CNRS, entre l'Ecole normale supérieure et l'Institut Landau est sans doute la plus spectaculaire de ces actions. Une première vague de neuf chercheurs de haut niveau ont pu, ainsi, passer six mois dans des laboratoires à Grenoble, ou dans la région parisienne (ENS, Polytechnique, observatoire de Meudon, universités de Jussieu et d'Orsay). Une autre suivra en octobre prochain.

Les physiciens et mathématiciens soviétiques, en particulier ceux de l'Institut Landau, «ont une culture beaucoup plus large que la nôtre. En France, nous souffrons parfois d'être un peu trop spécialisés. Ils nous apportent l'ouverture qui nous manque entre les différentes disciplines», affirme M. Daniel Thouvenot, directeur scientifique du département mathématiques et physique de base au CNRS. Les Soviétiques, eux, retirent de ce genre d'accord la possibilité de travailler pendant plusieurs mois, voire quelques années, dans des laboratoires performants et bien équipés, tout en gardant des contacts étroits avec leurs collègues et leur institut d'origine, où ils reviendront. Un accord similaire a été passé avec l'université de Turin et l'Institut Weizmann de Rehovot (Israël).

Cela suffira-t-il pour retener au pays les meilleurs savants soviétiques? M. Khalatnikov, directeur de l'Institut Landau, l'espère, et voudrait d'ailleurs étendre ce dispositif en créant ce qu'il appelle des «filiales» de son établissement en France, en Italie et en Israël. Des mauvaises langues assurent qu'en France, cette perspective «donne froid dans le dos à certains polytechniciens ou normaliens...»

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Dans un article publié par le *New Scientist* du 17 mai 1979.  
(2) *Wall Street Journal*, 14 mai 1991.

## Une carte à jouer pour l'Europe

«Dans la situation actuelle, nous avons le choix : regarder s'écrouler sans broncher le programme spatial le plus performant au monde, l'acheter en bloc, ou coopérer.» Cette phrase choc prononcée récemment par un haut responsable de l'industrie spatiale française lors d'une conversation informelle avec des journalistes pourrait s'appliquer aujourd'hui à l'ensemble de la science et de la technologie soviétiques. Ce tableau n'est même plus caricatural puisque, a révélé le *New York Times*, des officiels soviétiques de l'espace sont venus la semaine dernière à la Maison Blanche à Washington.

Si l'on en croit les chiffres officiels, pourtant, l'effort de recherche de l'URSS — où l'on compterait un peu plus de 1,5 million de «travailleurs scientifiques» — est impressionnant : 6,6 % du produit intérieur brut cette année (recherche militaire comprise), plus de 5 % depuis dix ans. Si l'on compare aux 2,86 % des Etats-Unis, 2,83 % de l'Allemagne, 2,72 % du Japon, ou 2,45 % de la France, c'est considérable. En pourcentage seulement. Car, en valeur absolue, la tendance se renverse. En effet, estimait récemment l'hebdomadaire britannique *The Economist*, le département américain de l'énergie dépense pour la seule physique des hautes énergies l'équivalent de l'ensemble des dépenses scientifiques de l'URSS (il convient d'ajouter que les statistiques soviétiques ont toujours été à manier avec pré-

cautions. Il faut savoir, enfin, qu'un budget exprimé en roubles ne correspond plus à grand-chose dans la situation actuelle alors que, estiment certains experts, l'inflation atteindrait à Moscou quelque 12 % par mois !

Il n'en reste pas moins que les efforts désespérés des gouvernements soviétiques successifs pour limiter l'écart avec le bloc de l'Ouest n'ont pas été inutiles. Le succès est patent dans le spatial, mais les résultats ne sont pas négligeables dans d'autres secteurs. Et si le matériel et l'équipement manquent souvent, les hommes sont là. Les mathématiciens et les physiciens soviétiques figurent ainsi parmi l'élite mondiale.

### Course à la rentabilité

Mais, paradoxalement, ce secteur de la recherche, l'un de ceux où l'URSS a finalement le mieux réussi, risque aussi d'être celui où le passage brutal à l'économie de marché aura les conséquences les plus graves. Dans tous les pays, quel que soit le régime, la recherche fondamentale s'accroît mal de la course à la rentabilité immédiate qui est devenue la nouvelle religion moscovite. Quant à l'application rapide des découvertes scientifiques pour développer l'industrie, l'exercice fut toujours étranger à la mentalité soviétique déformée par plusieurs générations de bureaucratie, excepté peut-être dans le domaine militaire. Que faire? Fidèles à leur tradition d'ef-

ficacité et d'ultra-libéralisme, les universités et les grandes entreprises américaines semblent avoir décidé d'acheter tout ce qui peut l'être, depuis les cerveaux jusqu'au savoir-faire. Les Français, qui espèrent être suivis par les autres pays d'Europe, ont opté pour la coopération, au grand soulagement des responsables scientifiques soviétiques. Une démarche qui tente de sauvegarder l'intérêt commun des deux parties.

Rien ne serait en effet plus dangereux pour l'Europe qu'une ex-URSS toujours politiquement puissante en raison de son importance territoriale, mais sous-développée scientifiquement et technologiquement. Cette coopération rendra peut-être par ailleurs plus faciles et plus fructueuses à long terme les investissements et les échanges commerciaux et industriels encore difficiles actuellement en raison de l'anarchie qui règne dans le pays. Et, de toute façon, les cerveaux soviétiques les plus brillants ont évidemment tendance à choisir la prestigieuse Amérique plutôt que la petite Europe pour un éventuel exil doré.

Le temps presse. Les Japonais, eux, n'attendent pas. Ils manquent cruellement de chercheurs et de savoir-faire en science fondamentale, ce que peut précisément leur offrir l'URSS. Et ils sauront profiter, n'en doutons pas, du fait que, à l'opposé de l'Europe, l'Union soviétique possède aussi une façade asiatique.

J.-P. D.

### Conférences

#### Dans le cadre de l'exposition LA TABLE D'ORIENTATION DES COMMUNICATIONS

mercredi 18 septembre à 17 h

«Les télécommunications du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle...»

par Patrice-Alexandre Carré, CNET, France Télécom.

#### Dans le cadre de l'exposition IMPRIMER, EXPRIMER

mercredi 25 septembre à 17 h

«L'édition électronique accessible à tous»

par Agnès Batifollier, journaliste, Eric James, consultant arts graphiques.

(accès libre)

Centre des Sciences et de l'Industrie  
30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette  
Informations (1) 40 05 73 32

هكذا من الأصل

# Crime psychiatrique contre l'humanité

Dans un entretien au Monde, le docteur Cyrille Koupernik explique comment la psychiatrie soviétique, instrument du pouvoir, a pu interner impunément des milliers de personnes saines d'esprit.

Né le 13 mars 1917 – l'année de la révolution – à Petrograd (Saint-Petersbourg), arrivé en France avec sa famille en 1922, le docteur Cyrille Koupernik fut considéré comme apatride jusqu'en 1939, date à laquelle, mobilisé, il put acquiescer, durant la débâcle, la nationalité française. Spécialiste renommé de psychiatrie, le docteur Koupernik est aussi, depuis une quinzaine d'années, l'un des principaux animateurs de l'Association internationale qui milite contre l'utilisation de cette discipline à des fins politiques.

« A quand, selon vous, remonte la première utilisation en Union soviétique de la psychiatrie à des fins politiques ? »

« Les premiers internements abusifs ont été mis en œuvre sous Khrouchchev. Les dirigeants pensaient avoir trouvé là une méthode assez facile pour stopper la marée montante de l'indignation et de la protestation consécutive au dégel. A l'époque de Staline, de telles méthodes n'avaient pas cours, bien au contraire : si quelqu'un était tenu pour non responsable de ses actes, on le mettait à l'abri de la faim, du froid ou de la fusillade.

« Comment, techniquement, a-t-on pu réussir à interner des personnes ne souffrant d'aucune pathologie mentale ? »

« Le centre essentiel de ces pratiques a été l'Institut Serbski de Moscou, du nom d'un psychiatre classique de l'époque tsariste qui avait défendu les révolutionnaires, mais qui n'était nullement adepte de méthodes oppressives. Tout ici a été facilité par les travaux de Snejnevski, qui a décrit un nombre considérable de syndromes schizo-phréniques. Il a notamment insisté sur la schizophrénie à évolution lente et sur le fait que l'on pouvait, selon lui, être atteint de schizophrénie sans montrer de symptômes.

Cette entité a permis aux experts

à la solde du gouvernement de mettre n'importe qui dans le trou psychiatrique. En pratique, les deux diagnostics les plus fréquemment posés étaient la schizophrénie lente asymptomatique et la personnalité psychopathologique paranoïaque. Cela permettait aux psychiatres concernés de dire à leurs confrères occidentaux que les gens que ces derniers pouvaient soutenir étaient des idéalistes, des fous, puisqu'ils étaient contre ce qui était normal, c'est-à-dire soviétique... Il s'agissait donc bien d'une entreprise politique relayée par des psychiatres, au premier rang desquels ceux exerçant à l'Institut Serbski comme Morozov, Jarikov...

## Une espèce de génétique aberrante

« L'histoire de votre discipline permet-elle de comprendre de telles exactions ? »

« Pour simplifier, on peut dire que la psychiatrie russe, avant la première guerre mondiale, suivait les deux grands courants de l'époque : le français et l'allemand, avec une préférence pour ce dernier, pour son côté organiciste et sa tendance à la classification. Au début de la Révolution russe, il y eut un emballement tout à fait extraordinaire pour la psychanalyse, mais celle-ci ne fut autorisée que jusqu'en 1928, date à laquelle on commença à parler du freudisme bourgeois.

Alors, la chape tomba, alourdie par le pavlovisme. Vers 1955, la grande tendance, que j'ai connue, revenait à dire que tout était la conséquence du milieu, que c'était parce qu'il y avait eu le tsarisme qu'on avait des malades mentaux et des alcooliques. Bien sûr, avec le temps, tout cela devint difficilement soutenable puisqu'un nombre croissant de malades n'avaient jamais connu le tsarisme. On s'est, dès lors,

rabattu sur une espèce de génétique aberrante et des classifications purement organiques, et c'est là que les classifications de Snejnevski ont pris toute leur importance.

« A-t-on une idée, même approximative, du nombre de personnes qui ont été victimes de cette forme dévoyée de la psychiatrie ? »

« Quelques milliers, vraisemblablement ; et un certain nombre de ces personnes en sont mortes. Il ne s'agissait toutefois pas de mesures d'ordre général. On peut dire que, le plus souvent, les internements frappaient des opposants politiques, des croyants, des juifs qui voulaient fuir l'URSS. Mais l'internement pouvait

également concerner quelqu'un qui gênait, une personne par exemple disposant d'un logement enviable par un membre influent du Parti. Ce dernier motif pouvait encore, l'an dernier, être à l'origine d'internements abusifs.

« Les psychiatres participant à de telles entreprises étaient-ils, selon vous, de bonne foi quant à la valeur de leurs diagnostics et des thérapies employées ? Avoient-ils eux-mêmes conscience de servir d'instruments du pouvoir ? »

« Certains, comme Marat Vartanian – accusé de pillages et de plagats et qui n'a jamais fait de travail sérieux – avaient très clairement le désir personnel de réussir et s'étaient mis délibérément au service du pouvoir. Beaucoup d'autres faisaient ce qu'on leur demandait et n'avaient, au fond, pas le choix de refuser. Imaginez, un psychiatre français à qui l'on disait : on vous internez cet homme, ou vous êtes privé de votre poste, réduit à la mendicité... Sans doute y aurait-il quelques hésitations...

Il faut préciser que la majorité des psychiatres soviétiques ne recevaient qu'une formation extrêmement réduite, quelques mois après le doctorat et ne sont donc pas très qualifiés. On a, de plus, modifié, en 1971, le serment d'Hippocrate : celui qui souhaitait exercer la médecine devait jurer d'être fidèle au peuple et au Parti communiste. J'ajoute, enfin, que les tribunaux pouvaient condamner quelqu'un à subir un traitement psychiatrique obligatoire, présenté comme une mesure de protection sociale.

Il convient, bien évidemment ici, de ne pas oublier les médecins soviétiques qui se sont révoltés contre tout cela, au prix de leur situation, de leur liberté et, parfois, de leur vie. Il y en a eu, d'une part, pour sauver un certain nombre de personnes menacées et, d'autre part, pour contribuer à la chute de l'empire soviétique.

soit on va te faire de la sulfazine, des électrochocs, des neuroleptiques. Tout cela constitue l'une des exactions les plus criantes de ce régime, même si elle fut, au total, moins importante que certaines purges, que certaines fusillades – toutes ces abominations dont l'histoire soviétique est remplie – mais tout cela fut, malgré tout, très important : pour la première fois, la médecine devenait serve.

« Il y a, malgré tout, ici, une contradiction fondamentale. Pourquoi, après avoir forgé leurs propres concepts pathologiques, les médecins soviétiques n'ont-ils pas défendu leur système ? Pourquoi ont-ils systématiquement refusé de reconnaître qu'ils enfermaient certaines personnes que d'autres psychiatres – issus d'autres écoles – tenaient pour non malades ? Pourquoi, au fond, avoir refusé le débat théorique ? »

« Comprenez bien, ils disaient en substance que les gens qu'ils internaient étaient des malades mentaux. Ils disaient aussi qu'un certain nombre de dissidents ayant fui l'URSS avaient été diagnostiqués comme fous en Occident. Personnellement, je n'en connais pas, même si la chose est toujours possible compte tenu des redoutables épreuves par lesquelles ils ont dû passer. Quoi qu'il en soit, le régime auquel ces personnes ont été soumises dans ces hôpitaux psychiatriques spécialisés, qui dépendaient du ministère de l'intérieur et non de celui de la santé, ont constitué un crime contre l'humanité.

« De telles pratiques, de tels dévoiements de la psychiatrie soviétique, selon vous, spécifiques des régimes marxistes-léninistes ? Quelles ont été mises en œuvre sous d'autres dictatures ? »

« Rien dans Marx, Lénine ou Staline ne permet, à mon sens, d'utiliser la psychiatrie à des fins politiques. On lutte contre les opposants, on les supprime, mais on n'utilise pas alors la psychiatrie. Il s'agit là d'une nouvelle idée, née dans les années 60. Outre l'Union soviétique, on a recensé quelques cas en Roumanie, en Tchécoslovaquie ou à Cuba. Mais de telles pratiques sont, me semble-t-il, très spécifiques russes. Dans cette société, ce qui est normal est ce qui est normal. « Ceux qui pensent autrement » (la traduction de *dissidents* en russe) sont, par définition, des fous. Par ailleurs, sous-jacent à l'attitude des psychiatres, il y avait le souhait d'un pouvoir soviétique qui n'a jamais eu de règles morales, même apparentes.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

## Silence confraternel

Tout, malheureusement, indique aujourd'hui que les psychiatres occidentaux n'ont, dans leur grande majorité, commencé que fort tardivement à s'émouvoir des pratiques condamnablement mises en œuvre par leurs confrères soviétiques. L'histoire, ici, est jalonnée par les congrès de l'Association mondiale de psychiatrie. En 1971, le cinquième congrès se tient à Mexico. En dépit des appels alors lancés par plusieurs dissidents (Vladimir Boukovski ou Victor Feinberg) au comité organisateur, cherchant à attirer l'attention des spécialistes sur les internements abusifs, personne ne cherche à poser la question.

« Côté français, Henri Ey voulut intervenir mais on l'en a empêché, rappelle le docteur Koupernik. Il y avait alors un consensus anglo-américain pour taire ces choses. » Incrédulité, refus obstiné de savoir ou crainte d'une rupture – que l'on pouvait tenir pour préjudiciable – avec l'Est, la réunion de Mexico s'achève dans la confusion la plus totale, les Soviétiques en sortant, de fait, confortés.

Dans les années suivantes, en France, un petit groupe se constitue autour de quelques médecins d'origine et de conviction diverses, parmi lesquels Charles Brisset, Jean Ayme, Gérard Biles et Cyrille Koupernik. Ce groupe se constituera vite en « comité contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques », puis, en liaison avec des représentants d'autres disciplines, fera tout pour que les exactions soviétiques soient publiquement connues et dénoncées comme dans le cas de Leonid Pliouchtch. Un mouvement similaire commence alors à se dessiner dans d'autres pays, en Grande-Bretagne, notamment.

Le sixième congrès d'Honolulu, en 1977, témoigne de cette évolution. On y voit, en particulier, les interventions vigoureuses de psychiatres français et anglo-saxons. Votée à deux voix de majorité, une résolution accuse alors l'URSS de pratiquer des internements pour des raisons politiques. Furiés d'une telle décision, les représentants

soviétiques décidèrent en 1983, quelques mois avant le congrès de Vienne, de quitter l'Association mondiale de psychiatrie. « En réalité, le bureau de cette association était toujours aussi peu disposé à traiter de cette question, mais les Soviétiques percevaient clairement qu'une majorité allait se prononcer contre eux », précise le docteur Koupernik.

La situation aurait-elle pu évoluer plus rapidement ? Il fallut attendre 1989 et la demande de réadmission par l'URSS pour qu'une délégation de psychiatres américains visite enfin plusieurs hôpitaux psychiatriques soviétiques. Ces médecins conclurent alors, perestroïka ou non, que des personnes continuent à être internées dans ces hôpitaux pour des délits d'opinion. « Aujourd'hui, alors que le problème de l'abus de la psychiatrie est ouvert à la discussion et pratiquement reconnu par les autorités existantes, l'opinion mondiale psychiatrique reçoit les collègues soviétiques, leur sourit alors que dans un passé très rapproché ils remplissaient avec assurance des fonctions de bourreau... », écrit, cette année-là, dans ces colonnes, le docteur Semion Glouzman, l'un des premiers psychiatres soviétiques à s'être opposé à l'utilisation politique de sa discipline (le Monde du 26 juillet 1989).

En dépit du constat officiel et sans doute parce que des contacts politiques américano-soviétiques en avaient décidé ainsi, le congrès d'Athènes (1989) organisera la « paix » en décidant la réintégration de l'URSS au sein de l'association mondiale. Ainsi, au-delà d'un petit groupe agissant au nom de l'humanisme médical et des droits de l'homme, à aucun moment, semble-t-il, les instances, internationales ou non, en charge de déontologie médicale et d'éthique, n'ont engagé d'action publique et forte contre ces pratiques. Un silence confraternel qui, avec le recul, apparaît difficilement justifiable.

J.-Y. N.

## Des traitements de choc barbares

« Certains praticiens soviétiques avançaient parfois l'argument selon lequel un internement psychiatrique pouvait constituer une forme de protection à l'égard de l'Internat. Qu'en pensez-vous ? »

« C'est totalement faux. Tous ceux – et ils sont nombreux – qui ont été enfermés dans des camps et internés dans des hôpitaux psychiatriques spécialisés disent que ces derniers étaient, de loin, les plus terribles. On y était l'objet de neuroleptisation. Or, si les médicaments neuroleptiques peuvent, à des doses modérées, être utilisés chez les schizophrènes, ils produisent, en revanche, des effets très pénibles, très douloureux, chez les personnes saines d'esprit.

On a également mis en œuvre, à titre punitif et ce jusqu'en 1989, des traitements « de choc » totalement barbares, comme la sulfazine ou « huile souffrée », qui a pour effet d'induire une fièvre à 40° et un abcès de la fesse... En pratique, on disait : soit tu renonces à tes idées,

## CULTURE GÉNÉRALE

LES BASES DE LA RÉUSSITE Une bonne culture générale est la clé de la réussite personnelle et professionnelle. L'Institut Culturel Français édite une méthode accélérée, claire et pratique, pour voir et revoir les bases.

Doc. gratuite à : I.C.F. - Service 7175 35 rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél.: (1) 42.70.73.63

## INSEE

la référence au bout des pages...

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE 1991-1992

• 192 pages - Prix 70 F

En librairie et dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE

## APPRENDRE A PILOTER AUX USA

Débuter votre carrière dans l'aviation avec BOLIVAR AVIATION. Séminaire professionnel.

Aucune réservation nécessaire. Sans frais. 14 septembre 1991. Paris, France. Hôtel Intercontinental Samedi de 13 h à 18 h. BOLIVAR AVIATION INTERNATIONAL. P.O. Box 229. Bolivar, Tennessee 38008 (USA). (901) 658-6282. Fax : (901) 658-6782. Gagnant du NATA. « Prix d'excellence de formation de pilotage ».

**Le Monde**

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75601 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télax : 206.806F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 48-60-30-10  
Télax : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
520 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX  
(1990)

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

**Le Monde**  
**TÉLÉMATIQUE**  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 980 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل



## SCIENCES • MÉDECINE

# Des capteurs pour emballer les langoustes

«Eponges» ou détecteurs d'oxygène, les biocapteurs deviennent indispensables à la protection des aliments sous emballage moderne

**M**ÊME en matière d'hygiène alimentaire, nos entreprises peuvent prendre des leçons des Japonais. La preuve? Les industries agroalimentaires françaises et européennes adoptent leurs capteurs d'oxygène. Ces dispositifs, fonctionnant à base d'éléments chimiques réagissant à la présence d'oxygène, placés dans les emballages et les barquettes, améliorent, en effet, la conservation des produits agroalimentaires et limitent l'utilisation des oxydants chimiques ajoutés à notre alimentation. Certains changent de couleur en présence d'oxygène, servant ainsi de signal d'alarme pour les emballages douteux.

Les Japonais sont les leaders de cette technique. Depuis dix ans, Mitsubishi et d'autres industriels, Tongo, Toyopulp, ont fabriqué des milliards de capteurs. Une nouvelle fois, ils n'ont fait que perfectionner et généraliser l'idée des autres. Une idée européenne développée par les Allemands et reprise par les Américains pour conserver plus longtemps les rations des équipages de leurs sous-marins lors de la deuxième guerre mondiale. Mais le procédé n'était pas au point. Les capteurs américains, à base de sulfite, dégageaient, une fois oxydés, des odeurs extrêmement désagréables.

Face à cette écrasante domination japonaise, l'industrie française a été la

première à réagir grâce à la recherche publique et à l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), qui a aidé à la prise de brevets. Deux PMI commencent, en effet, à proposer des capteurs. Surbiotech, de La Rochelle, fabriquera, dès ce mois de septembre, des détecteurs d'oxygène commercialisés par Quali-frais, une entreprise lilloise. Les laboratoires Standa, de Caen, réalisent des millions d'absorbants d'oxygène depuis un an déjà.

«Nous avons échoué dans nos tentatives de collaborer avec les Japonais», explique Edmond Roussel, responsable de la société. Mais les deux entreprises ont persévéré, profitant des travaux d'une équipe du CNRS

de chimie des organométalliques dirigée par Claude Lapinte, de l'université de Rennes, très en pointe dans ce domaine. Elles espèrent maintenant devenir les leaders en Europe d'un marché potentiel de plusieurs milliards d'unités.

A la différence des capteurs de l'électronique, les capteurs de l'agroalimentaire ne font pas appel à des puces. Leur cœur est formé d'éléments plus ou moins réactifs à l'oxygène, ensachés ou encapsulés et placés dans les emballages lors du conditionnement. La quantité d'éléments et leur nature varie selon l'usage qui en sera fait. Car il y a capteurs et capteurs. Une première famille, les absorbants d'oxygène (fabriqués par les laboratoires Standa), vise à capter l'oxygène dégagé par l'aliment comme celui qui demeure dans l'emballage (après les opérations de conservation par mise sous vide et remplissage par un gaz neutre).

«Nous vendons ainsi une garantie d'absence d'oxygène, qui autorise une prolongation des durées de conservation de produits frais», résume Edmond Roussel. C'est, semble-t-il, ce qui intéresse le plus les industriels. En l'espace d'un an, cette société a acquis une soixantaine d'entreprises avec ses absorbants de la taille d'un gros timbre faits d'oxydes de fer qui se transforment en rouille sans changement apparent de couleur. Ce sont de véritables éponges à oxygène! Parallèlement, ces capteurs absorbent en effet jusqu'à deux litres de gaz en une journée pour un poids d'oxydes d'une vingtaine de grammes. Ce qui a permis par exemple aux établissements Stalaven de Saint-Brieuc de proposer pendant les fêtes de fin d'année des plateaux de langoustes mayonnaise avec une durée de conservation allant jusqu'à huit jours!

De même, le groupe Bistrial a pu lancer un nouveau biscuit dans lequel l'absorbant autorise des formulations

plus humides sans risque d'altération. Un atout indéniable par rapport aux traditionnels gâteaux secs, qualifiés, souvent à juste titre, d'«étouffés-chrétiens». La Somop vend, quant à elle, une tarte aux pommes conservable vingt et un jours. Bref, tout y passe. Des coquilles Saint-Jacques aux andouillettes en passant par les galantines et les amuse-gueules pour apéritifs.

### Des témoins colorés

La seconde famille de capteurs, les détecteurs d'oxygène, rencontre, quant à elle, un enthousiasme beaucoup plus mitigé auprès des industriels. Il n'y a pas encore un seul client français pour ces détecteurs qui produisent Surbiotech. A l'extérieur des frontières, on est plus réceptif. La première entreprise à passer commande (un très gros abattoir de porcs qui vend notamment du salami en France) est danoise. Un groupe agroalimentaire japonais est également sur les rangs.

Les détecteurs d'oxygène présentent pourtant des intérêts multiples. A la différence des absorbants, ils sont conçus pour changer de couleur au contact de l'oxygène. Ce sont donc des témoins irremplaçables au service du consommateur comme du chef de rayon en grandes surfaces, qui peuvent évaluer très rapidement les barquettes douteuses (dates de conservation dépassées, défauts d'étanchéité des emballages). Autre avantage: le détecteur développé par Surbiotech est le premier dont le changement de couleur soit irréversible grâce à sa formulation de sels de cuivre. Ce qui ne font ni les détecteurs japonais au bleu de méthylène ni ceux des Américains qui font appel aux sels de cobalt.

Malgré cela, les industriels français hésitent. «Ils sont à la traîne, car ils craignent que leurs conditionnements

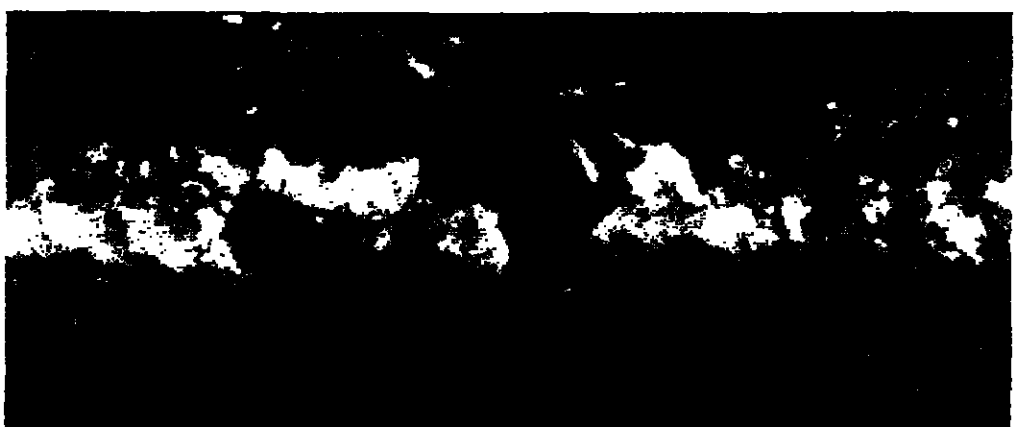
ne soient pas toujours conformes à la législation, et qu'ils doivent les améliorer», explique Bernard Gardé, PDG de Surbiotech. Les Danois semblent moins réticents. Des tests effectués chez le client danois de Surbiotech, il ressort qu'un emballage sur cent était défectueux. La société a tout simplement réagi en décidant de supprimer ces défauts parallèlement à l'introduction des capteurs.

Autre exemple de cette révolution des capteurs. Surbiotech a réalisé un détecteur de froid visant à lutter contre les nombreuses ruptures de température de la chaîne de froid dans la conservation des surgelés. Un message en clair du type «produit impropre à la consommation» apparaît lorsque la température du surgelé monte au-dessus d'un certain seuil. De son côté, Monoprix fait appel depuis cette année pour certains de ses magasins implantés en région parisienne à une petite pastille américaine baptisée «puce fraîcheur» indiquant si le produit a subi une élévation de température durant un temps trop long.

Tous ces capteurs n'intéressent pas seulement le secteur de l'agroalimentaire. Les industries pharmaceutiques, celles des colles, des peintures pensent aussi très sérieusement à utiliser des capteurs d'oxygène. Certains y «goûtent» déjà, telle cette filiale de Roussel-Uclaf, les laboratoires Sophara à Creully, qui utilise, depuis 1987, des absorbants d'oxygène pour protéger les bouteilles d'alimentation en vitamines qu'elle vend aux hôpitaux. Preuve supplémentaire s'il en est que l'essor de ces capteurs d'oxygène est irréversible.

DIDIER GOUT

## Le panache du Pinatubo ceinture la planète



Depuis les 14 et 15 juin dernier, le volcan philippin Pinatubo est le siège de très violentes explosions qui, à répétition, projettent très haut dans l'atmosphère (à 40 000 mètres pour être précis) d'énormes quantités de cendres et d'aérosols chlorés, fluorés et surtout soufrés. Ces débris très fins se répandent dans la stratosphère: en moins d'un mois, ils ont encerclé toute la zone intertropicale de la planète sous la forme de nuages de poussières, comme le montre l'image ci-dessus prise le 10 juillet par le radiomètre à haute résolution embarqué sur le satellite américain NOAA-11.

On notera que l'appareil ne «voit» le panache du Pinatubo

qu'au-dessus des océans. Il est évidemment très difficile d'avancer une estimation raisonnable du volume des produits émis par un volcan. Pour le moment, les spécialistes de l'Institut de physique du globe de Paris pensent que, depuis son réveil, le Pinatubo a «craché» quelque 14 kilomètres cubes de produits meubles (cendres, ponces, aérosols, etc.) — 7 kilomètres cubes, selon d'autres spécialistes — dont seuls les éléments les plus fins ont été projetés dans l'atmosphère.

L'éruption en cours du Pinatubo serait l'une des plus importantes de ce siècle par le volume des produits volcaniques émis. Elle dépasse sûrement, et de beaucoup, celles du volcan japo-

nais Unzen qui s'est réveillé en mai dernier, du volcan mexicain El Chichon de mars 1982, et du volcan américain mont Saint-Helens de 1980.

Le panache du Pinatubo va rester longtemps dans la stratosphère, gagnant peu à peu les moyennes, puis les hautes latitudes. Faisant écran aux rayons solaires, il pourrait faire baisser la température moyenne du globe de quelque 0,5 °C pendant une durée de deux à quatre ans. Mais une si faible baisse de la température moyenne sera probablement indétectable, car elle sera masquée par la variabilité normale des températures.

Y. R.

## CORRESPONDANCE

### Grossesses multiples

A la suite de l'article consacré aux naissances multiples «Le Monde Sciences-Médecine» du 4 septembre, nous avons reçu le texte suivant de M. Jacques Testart (directeur de recherche à l'INSERM, président du dossier FIVNAT).

Vous avez justement souligné la fréquence croissante des grossesses multiples à l'issue de divers traitements de stimulation ovarienne. Dans le cas de la fécondation in vitro (FIVETE), les

taux de grossesses multiples sont bien supérieurs à ceux que vous indiquez, comme il apparaît dans l'analyse du dossier FIVNAT figurant dans l'ouvrage Les Grossesses multiples dont vous rendez compte. En effet, les proportions d'accouchements gémellaires ou triples, respectivement au nombre d'embryons transférés dans l'utérus, sont les suivantes (étude de 817 accouchements): deux embryons: 9 % et 0,7 %; trois embryons: 20 % et 3 %; quatre embryons: 25 % et 7 %; cinq embryons ou davantage: 35 % et 8 % plus 2 % d'accouchements quadruples.

Ces taux sont environ trois fois supérieurs à ceux indiqués, vraisemblablement parce que vous rapportez

des taux de grossesses multiples par transfert d'embryon plutôt que par grossesse obtenue. Or le problème des naissances multiples ne survient que s'il y a grossesse et si celle-ci est évolutive.

Le dossier FIVNAT est un outil remarquable pour l'analyse informatisée des pratiques et des résultats de la FIVETE. Plus de 50 000 tentatives, représentant 80 % de l'activité nationale, ont déjà été analysées avec l'aide de l'Unité 292 de l'INSERM. Cette auto-évaluation par des professionnels est certainement un cas unique et exemplaire dans les activités médicales.

### Douloureux arbitrages

A la suite des articles que nous avons consacrés à l'entreprise internationale de cartographie du génome humain («Le Monde Sciences-Médecine» du 4 septembre), nous avons reçu le texte suivant du professeur Jean Frézal (hôpital Necker-Enfants malades):

Vous vous êtes fait l'écho dans votre article, des inquiétudes de la communauté scientifique française et je vous en remercie.

Je crains, toutefois, que mon propos relatif aux priorités du ministre de la recherche ne trahisse ma pensée. Je n'ai, en aucune façon, mis en doute les déclarations et les intentions du ministre. J'ai exprimé une évidence, à savoir que la situation financière obligeait à de douloureux arbitrages et je me suis interrogé sur le sens de cet arbitrage dont j'ai souligné qu'il est la prérogative du pouvoir politique mais qu'il devait être explicite.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lemaire, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Guili, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Anselme, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herrmann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

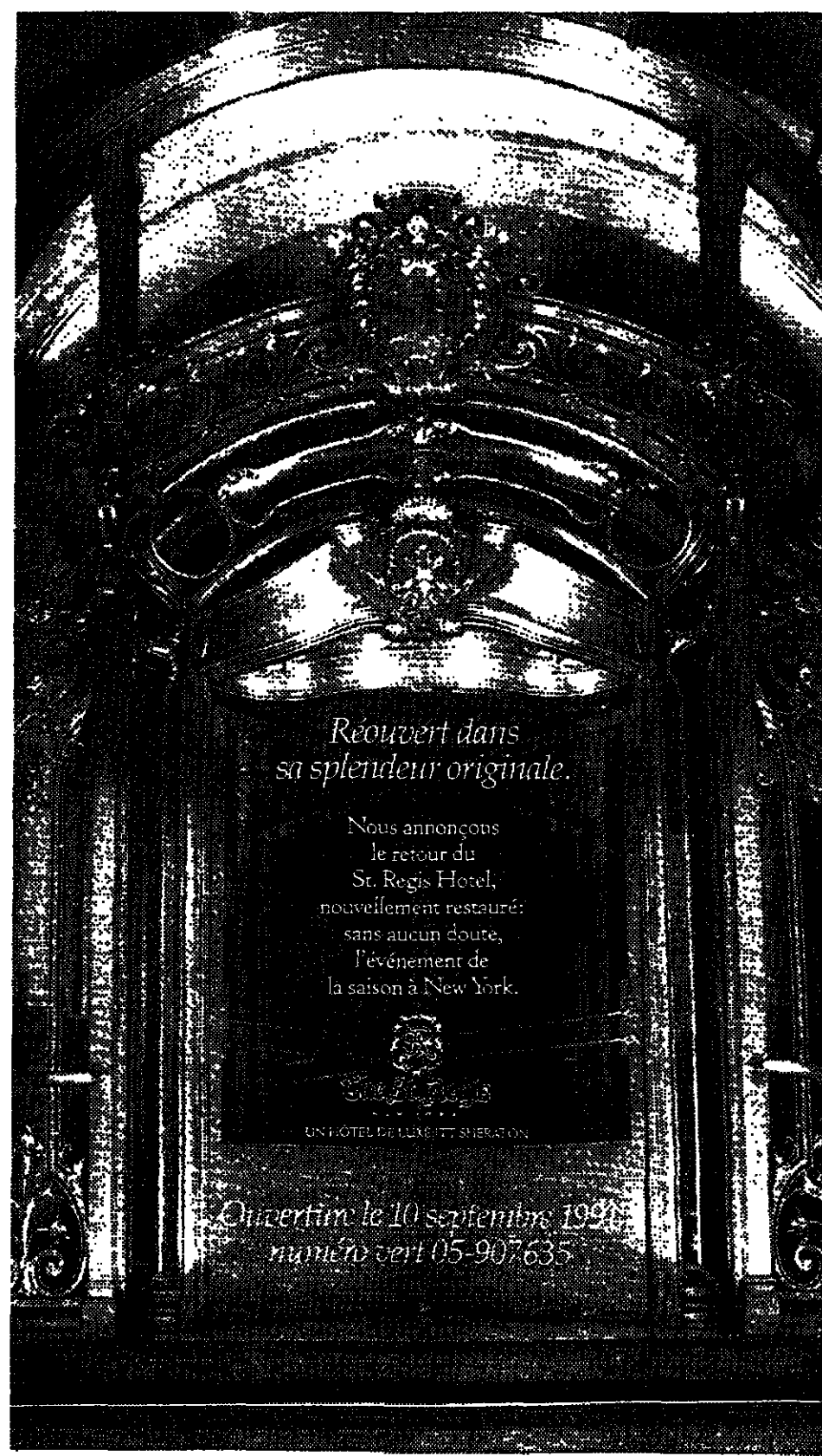
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-60-30-10



Reouvert dans sa splendeur originale.

Nous annonçons le retour du St. Regis Hotel, nouvellement restauré sans aucun doute, l'événement de la saison à New York.

Ouverture le 10 septembre 1991  
numéro vert 05-907635

FIFTH AVENUE ET FIFTY-FIFTH STREET, NEW YORK, NEW YORK 10022 • TÉLÉPHONE 212.753.4500 • FAX 212.541.4736

هكذا من الأصل

## CHRONOLOGIE

## ÉTRANGER

1<sup>er</sup>-5. - PROCHE-ORIENT :

Pour sa sixième mission de bons offices en cinq mois, M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, se rend en Israël, en Jordanie, au Maroc, en Tunisie et en Algérie afin de tenter de résoudre le problème de la représentation palestinienne à la conférence de paix sur le Proche-Orient, convoquée pour octobre par MM. Bush et Gorbatchev le 31 juillet, lors du sommet de Moscou. Le 1<sup>er</sup>, M. Itzhak Shamir donne son accord conditionnel, à la réunion de cette conférence, tandis que M. Yasser Arafat multiplie les déclarations défendant les « droits légitimes » des Palestiniens (du 1<sup>er</sup> au 9, 11-12, 18-19, 21 et 24).

2. - ARGENTINE-CHILI : Les présidents Menem et Aylwin signent, à Buenos-Aires, plusieurs accords frontaliers qui mettent fin à des litiges vieux de plus d'un siècle (4-5).

3. - JAPON : Mort de Soichiro Honda, fondateur en 1948 de l'entreprise automobile qui porte son nom (6).

4. - TURQUIE : L'aviation et des troupes pénètrent en territoire irakien pour une « opération de nettoyage » contre les maquisards kurdes (du 6 au 13, 15 et 17).

7-10. - ITALIE : Près de vingt mille Albanais, candidats à l'exil, débarquent le long des côtes des Pouilles. Après des affrontements avec les forces de l'ordre italiennes, en particulier sur le port et dans le stade de Bari, où ils ont été panqués en plein soleil, ils sont tous rapatriés entre le 10 et le 18, tandis que les autorités italiennes s'efforcent d'empêcher toute nouvelle immigration massive (du 9 au 15, 17 et 20).

8. - LIBAN : Le Jihad islamique libère un journaliste britannique, M. John McCarthy, enlevé en avril 1986, et appelle l'ONU à prescrire à un accord qui prévoirait un échange de prisonniers arabes détenus en Israël et en Europe contre les otages occidentaux et des soldats israéliens disparus au Liban. Mais, dans l'après-midi du 8, un Français, M. Jérôme Leyraud, est enlevé à Beyrouth par un groupe clandestin hostile à la libération des otages. M. Leyraud est relâché le 11, après de très fermes pressions des autorités libanaises et syriennes sur les libanais. Un autre otage est libéré le 11 :

M. Edward Tracy, un homme d'affaires américain enlevé en octobre 1986. Du 12 au 14, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, engage des négociations à Genève, en particulier avec des délégations israélienne et iranienne (du 8 au 19, 28, 29 et 30).

10. - MADAGASCAR : Une « marche de la liberté » sur le palais présidentiel est brutalement réprimée. Le pouvoir ne reconnaît que douze morts, l'opposition en annonce près de deux cents. Alors que le Comité des forces vives continue de réclamer le départ du président Ratsiraka et que Paris demande, le 14, une « consultation populaire rapide », M. Guy Razanamasay, nommé le 8 premier ministre, forme, le 26, son gouvernement : seuls deux membres de l'opposition ont accepté d'y participer (du 1<sup>er</sup> au 21, 28 et 29).

11. - SRI-LANKA : L'armée remporte une nette victoire après de très violents combats contre les séparatistes tamouls. Ces derniers assiégeaient depuis le 10 juillet le camp d'Elephant Pass, qui contrôle l'accès à la péninsule de Jaffna, bastion des rebelles. En un mois, près de deux cents soldats et plus de deux mille rebelles ont été tués, selon un bilan gouvernemental (6, 8 et 13).

10-12. - CHINE-JAPON : M. Toshiki Kaifu, chef du gouvernement japonais, est le premier dirigeant d'un des grands pays industrialisés à se rendre en visite officielle en Chine depuis la répression du « printemps de Pékin » en juin 1989. Le 10, la Chine « accepte le principe » d'une adhésion au traité de non-prolifération nucléaire (du 11 au 14).

12. - ÉTATS-UNIS : La fusion entre BankAmerica et Security Pacific, qui donne naissance au deuxième groupe bancaire américain, est le troisième rapprochement en un mois annoncé dans ce secteur (14).

12. - ÉTATS-UNIS : Pan Am, en redressement judiciaire depuis sept mois, est reprise en majeure partie par Delta Airlines pour 1,39 milliard de dollars (14).

14. - LAOS : Les députés adoptent une Constitution qui réaffirme le rôle dirigeant du Parti populaire révolutionnaire (communiste), au pouvoir depuis 1975. Le 15, ils élisent à la tête

de l'Etat M. Kaysone Phomvihane, qui dirige le PC depuis sa fondation, en 1955 (16).

14-15. - POLOGNE : Jean-Paul II appelle plus d'un million de jeunes, rassemblés au sanctuaire de Czestochowa, à devenir « les bâtisseurs d'un nouveau monde fondé sur la vérité, la justice, la solidarité et l'amour ». Du 16 au 20, le pape se rend en Hongrie (13 et du 15 au 22).

15. - ALLEMAGNE : La Banque fédérale relève son taux d'escompte de 6,5 % à 7,5 %, alors que la hausse des prix menace d'être supérieure à 4 % en 1991 contre 2,5 % en 1990 (2, 9, du 15 au 19 et 29).

15. - IRAK : Le Conseil de sécurité de l'ONU vote trois résolutions : la 705 fixe à 30 % le pourcentage maximal annuel de prélèvement des recettes pétrolières irakiennes pour le paiement des dommages de guerre. La 706, proposée par la France, autorise pendant six mois une reprise partielle et très contrôlée des exportations de pétrole irakien, afin de financer l'achat par l'ONU de vivres et de médicaments pour la population civile. La 707 condamne l'Irak pour les entraves mises à la neutralisation de ses équipements destinés à la production d'armes de destruction massive. Bagdad qualifie la résolution 706 d'« humiliante », la considérant comme une « mise sous tutelle » (1<sup>er</sup>, 4-5, 7, 9 et du 15 au 19).

18. - ÉTATS-UNIS : Les trois principaux dirigeants de la célèbre maison de titres new-yorkaise Salomon Brothers démissionnent après la découverte d'irrégularités commises lors d'adjudications de

bons du Trésor (13, du 17 au 20, 22, 28 et 30).

18. - MEXIQUE : Aux élections fédérales, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 1929, remporte une victoire écrasante. Avec 290 des 300 sièges de députés à pourvoir, il récupère la plupart des suffrages perdus lors du scrutin présidentiel de juillet 1988 (du 17 au 20, 22, 27 et 29/VIII, 1<sup>er</sup>, 21/X).

22. - INDE : Le FMI promet un prêt de 6 milliards de dollars après que le gouvernement, tournant le dos à plus de quarante ans de dirigisme, eut annoncé d'importantes mesures de libéralisation de l'économie (18-19 et 24).

23-30. - SIERRA-LEONE : Près de 60 % des électeurs approuvent par référendum une nouvelle Constitution qui institue le multipartisme après treize ans de parti unique (26/VIII et 4/IX).

24. - JAPON : Les trois premiers Championnats du monde d'athlétisme ont lieu jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre à Tokyo. L'URSS l'emporte sur les États-Unis pour le nombre des médailles (vingt-huit contre vingt-six), mais les Américains battent trois records du monde : le 25, au 100 mètres (9 s 86) avec Carl Lewis ; le 30, au saut en longueur (8,95 m) avec Mike Powell, qui bat le record légendaire (8,90 m) de Bob Beamon établi aux Jeux olympiques de Mexico en 1968 ; le 1<sup>er</sup> septembre, au relais 4x100 mètres (37 s 50).

24. - FRANCE : La France n'obtient que deux médailles : une d'or au 400 mètres féminin, avec Marie-José Pérec, et une d'argent avec le relais 4x100 mètres masculin (du 24/VIII au 3/IX).

26-30. - CAMBODGE : Les

douze membres du Conseil national suprême (CNS), réunis à Pattaya (Thaïlande), parviennent à s'entendre sur une intervention massive des Nations unies pendant la transition vers un régime élu. Ils acceptent la démobilisation de 70 % des effectifs des forces militaires en présence (7, 8, 9, 13, 15, 22, 23 et du 28/VIII au 21/X).

27. - SUISSE : Mort de Vince Taylor, chanteur de rock (29 et 30).

27. - YOUGOSLAVIE : Alors qu'en Croatie des combats de plus en plus meurtriers (au moins quatre cents morts en six semaines) se poursuivent entre les forces croates et les milices serbes, auxquelles l'armée fédérale prête main-forte, les ministres des affaires étrangères des douze pays de la CEE, réunis à Bruxelles, haussent le ton afin d'imposer leur médiation : s'adressant en particulier à la Serbie, ils exigent que les hostilités cessent au 1<sup>er</sup> septembre en Croatie et que la cessez-le-feu puisse être contrôlée par des observateurs étrangers. Ensuite, ils proposent la réunion d'une conférence de paix ainsi que la constitution d'une commission d'arbitrage. À Paris, M. Mitterrand reçoit, le 28, le président croate, M. Franjo Tudjman, et, le 29, le président serbe, M. Slobodan Milosevic (à partir du 2).

28. - TOGO : La conférence nationale, réunie depuis le 8 juillet à Lomé, s'achève après avoir élu un premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh, qui recueille, jusqu'en juin 1992, date prévue pour une élection présidentielle, la plupart des pouvoirs restés au général Eyadéma, chef de l'Etat depuis janvier 1967 (25-26, 28, 30 et 31).

29. - LIBAN : Le général Michel Aoun, chef du camp chrétien de septembre 1983 à octobre 1990 réfugié depuis dix mois à l'ambassade de France à Beyrouth, quitte le Liban après le vote d'une amnistie. Autorisé à gagner la France, qui lui a accordé l'asile, mais interdit d'activité politique, il est conduit à Marseille, où il arrive le 30 (14, 16, 18-19 et du 28/VIII au 3/IX).

30. - SUISSE : Mort du sculpteur Jean Tinguely (1<sup>er</sup>-2 et 7/IX).

31. - SINGAPOUR : Aux élections législatives anticipées, le Parti d'action du peuple de M. Goh Chok Tong, premier ministre depuis novembre 1990, remporte 77 (sur 81) sièges à pourvoir (16/VIII et 3/IX).

## FRANCE

## 6. - Châpout Bakhtiar, dernier

premier ministre du Shah d'Iran, est assassiné dans sa villa de Suresnes. En dépit de la très importante protection policière dont il bénéficiait, le crime n'est découvert que le 8. Après une cavale rocambolesque, l'un des trois meurtriers présumés, un Iranien arrivé de Téhéran début août, est arrêté en Suisse le 21, puis extradé vers la France le 27 (du 9 au 29/VIII et 1<sup>er</sup>-2/IX).

6. - Mort de Charles Pietri, historien, directeur de l'Ecole française de Rome (8 et 13).

7. - M. Bérégovoy annonce une réforme du système de bonus-malus appliqué à l'assurance automobile, afin de la simplifier et de la rendre plus équitable (8 et 9).

7. - Mort de Jean Denizet, économiste (13).

9. - L'itinéraire initialement retenu pour le tunnel routier du Somport est modifié après que M. Brice Lalonde eut refusé que son entrée empiète sur le parc national des Pyrénées (10, 11-12, 15 et 17).

13. - Sud-Marine, groupe marillais de réparation navale et de construction offshore mis en liquidation le 29 juillet, est repris par le groupe Briard, numéro un français de la machine-outil, dont la candidature était soutenue par le gouvernement (du 3 au 12, 14, 15 et 23).

13. - M. Bernard Tapie réduit de 100 % à 55 % son contrôle du holding qui possède 95 % de la société allemande d'articles de sports Adidas, au profit du groupe britannique Pentland (20 %), du management d'Adidas (5 %), du Crédit lyonnais, des AGF et de la Banque Worms (14 et 15).

22-29. - Le dalaï-lama anime un rassemblement bouddhiste à Saint-Léon-sur-Vézère, en Dordogne (23, 27 et 29).

27. - En juillet, le nombre de chômeurs s'est accru de 1,6 %, le déficit du commerce extérieur a atteint 4,3 milliards de francs et les prix ont augmenté de 0,4 % (20, 28 et 31).

28. - Mort de Pierre Guillaumat, principal artisan de la politique économique française après guerre (30 et 31).

29. - M. Bérégovoy envisage des privatisations partielles d'entreprises publiques. Il avait annoncé, le 1<sup>er</sup>, la prochaine introduction en Bourse de 22 % du Crédit local de France, qui doit rester contrôlé à plus de 50 % par l'Etat et la Caisse des dépôts (4, 4-5 et 31).

## LES BOULEVERSEMENTS EN URSS

Le 18, M. Mikhaïl Gorbatchev est renversé par un putsch conservateur, deux jours avant la signature du traité de l'Union par la Russie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. M. Gorbatchev est retenu dans sa résidence de vacances de Crimée, où il se trouve depuis le 4, et déclare « incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé ». Les putschistes annoncent, le 19, qu'il est remplacé à la tête de l'Etat par le vice-président de l'URSS, M. Guennadi Ianaev. L'Etat d'urgence est décrété, la censure instaurée et les manifestations interdites. Un Comité d'Etat pour l'Etat d'urgence est constitué « pour diriger le pays », il comprend huit personnes, dont M. Ianaev, M. Valentin Pavlov, premier ministre, M. Vladimir Krioutchkov, président du KGB, M. Boris Pougov, ministre de l'Intérieur, et le maréchal Dimitri Iazov, ministre de la Défense.

Des blindés prennent position dans le centre de Moscou, mais ils sont rapidement bloqués par des milliers de manifestants. Juché sur un char devant le Parlement russe, M. Boris Eltsine, président de Russie démocratiquement élu, demande à l'armée de s'allier avec le peuple pour faire échec à ce « coup d'Etat réactionnaire ». Il appelle à une grève générale et à la désobéissance civile. Washington exprime ouvertement son soutien à M. Eltsine après avoir annoncé le « gel » de la coopération américano-soviétique. L'Irak et la Libye sont les seuls pays à approuver officiellement les putschistes. La CEE décide, le 20, de suspendre les aides économiques et techniques à l'URSS jusqu'au rétablissement de M. Gorbatchev dans ses fonctions.

Le 20, les putschistes apparaissent divisés et incapables de contrôler la situation. Dans la nuit du 20 au 21, la tension est à son comble à Moscou : le couvre-feu est ignoré par des dizaines de milliers de Moscovites venus protéger la « Maison Blanche », siège du Parlement de Russie devenu le quartier général de M. Eltsine et un haut lieu de la résistance, qu'on dit menacé d'assaut imminent bien qu'une partie des forces qui l'assiègent se soient ralliées à M. Eltsine. Vers 1 heure du matin, un accrochage entre une unité blindée et des manifestants sur une barricade fait trois morts.

Le 21, la confusion est totale jusqu'à ce que, dans l'après-midi, l'échec du coup d'Etat soit confirmé. M. Pougov se suicide, les sept autres membres de la junte sont arrêtés. M. Gorbatchev, regagnant Moscou le 22 peu après 2 heures du matin, remercie M. Eltsine et le « peuple soviétique », qui se sont « élevés contre la réaction ». Les Occidentaux se félicitent du retour du président soviétique : ils lèvent les sanctions décidées et envisagent une aide financière accrue aux réformes en URSS. Les marchés boursiers, qui avaient fortement chuté le 19, se redressent et le dollar revient au-dessous de la barre des 6 F et des 1,8 DM, qu'il avait largement franchi après l'annonce du coup d'Etat.

Le 22, M. Eltsine, s'adressant à Moscou à une foule de plus de cent mille personnes enthousiastes, réclame une réforme du « pouvoir politique de l'Union ». Auréolé de sa victoire contre les « durs », il renforce ses prérogatives. Ainsi, il limoge le directeur de la radio-télévision d'Etat et celui de l'agence Tass, avant de suspendre la Pravda, l'organe du parti.

Le 22 également, M. Gorbatchev raconte sa détention au cours d'une conférence de presse. Il reconnaît sa part de responsabilité pour s'être entouré d'hommes qui ont ensuite voulu le renverser. Il parle d'une nouvelle « alliance » avec M. Eltsine et les forces démocratiques, mais prend la défense du PC, continuant à penser qu'il peut encore être réformé. Le soir même, sur la place de la Loubianka, des milliers de manifestants déboulonnent la statue de Félix Dzerjinski, fondateur en 1918 de la Tcheka, police politique ancêtre du KGB.

Cependant, les manifestations hostiles au PC se multiplient dans tout le pays. Dans les pays baltes et en Moldavie, les statues des pères du socialisme sont démontées et le PC est interdit ou déclaré illégal. Plusieurs Républiques, profitant de l'affaiblissement du pouvoir central, proclament ou réaffirment leur volonté d'indépendance : l'Estonie, dès le 20, la Lettonie, le 21, rejoignent ainsi la Lituanie, la Géorgie

et l'Arménie, qui l'avaient déjà fait depuis plusieurs mois.

Le 23, le président soviétique se rend pour la première fois au Parlement de Russie. La séance, télévisée en direct, confirme que son autorité est sérieusement ébranlée. Alors que M. Gorbatchev, interrompu sans ménagements par les députés russes, continue à défendre le PC, refusant toute « hystérie anticomuniste », M. Eltsine annonce la suspension des activités du PC russe : les scellés sont apposés sur les bâtiments du PC et du KGB à Moscou et leurs archives sont saisies.

M. Eltsine apportant la preuve que le gouvernement soviétique ne s'est pas opposé au putsch, le cabinet entier est dissous. M. Gorbatchev entérine les nominations annoncées peu avant par M. Eltsine : M. Vadim Bakatine, à la tête du KGB ; M. Victor Baranikov, au ministère de l'Intérieur ; le général Evgeni Chapouchnikov, au ministère de la Défense. Tous trois sont membres ou proches des démocrates, comme M. Ivan Silaev, chef du gouvernement russe, qui est nommé par M. Gorbatchev, le 24,

premier ministre soviétique par intérim et placé à la tête d'un comité chargé de la réforme économique.

Le 24, M. Gorbatchev, tout en se refusant à « condamner tous les communistes », dénonce dans une « déclaration » écrite l'attitude des dirigeants du PC pendant le putsch. Il démissionne de son poste de secrétaire général, appelle le comité central à se dissoudre, ce qui est fait le 25. Le PC est interdit dans l'armée et les organismes d'Etat. Les avocats du parti sont placés sous le contrôle des Parlements des Républiques.

A Moscou, plus d'un million de personnes participent aux obèques des trois jeunes hommes tués le 21 sur les barricades. Mais c'est un héros de l'Union soviétique par M. Gorbatchev, qui affirme qu'il n'y aura pas de pardon pour les putschistes. Cependant, le maréchal Sergueï Akhromeev, ancien chef d'état-major de l'armée et conseiller militaire de M. Gorbatchev, se penche. Il laisse une note dans son bureau du Kremlin expliquant : « Tout ce à quoi j'ai consacré ma vie se détruit. » Nikolaï Kroutchina,

administrateur du comité central du PC, se suicide aussi le 26.

Toujours le 24, M. Eltsine reconnaît par décret l'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie, après avoir reconnu celle de la Lituanie le 29 juillet. Il recommande à M. Gorbatchev de faire de même. A leur tour, les Parlements d'Ukraine, le 24, et de Biélorussie, le 25, adoptent des déclarations d'indépendance. Mais ces velléités séparatistes-là, en particulier celle de l'Ukraine, contredisent M. Eltsine : il fait publier, le 26, un communiqué menaçant d'une « révision des frontières » les Républiques qui quittaient unilatéralement l'Union. Cette menace suscite une vive émotion dans plusieurs Républiques, inquiètes d'un retour de l'impérialisme russe.

Le 26, le Soviet suprême de l'Union se réunit en session extraordinaire. Son président, M. Anatoli Loukianov, démissionne : accusé d'avoir participé au putsch, il est arrêté le 29. M. Gorbatchev affirme que le temps des hésitations est terminé et qu'« aucune attente dans la mise en œuvre des réformes » ne sera plus acceptée. Il demande une reprise immédiate du processus de signature du traité de l'Union, proposant qu'ensuite soit organisée une élection présidentielle au suffrage universel. Il annonce aussi une profonde réorganisation du KGB.

Le 26 également, M. Alexandre Roustkov, vice-président de Russie, demande que les armes nucléaires soviétiques ne puissent être utilisées sans le consentement de la Russie. Face à l'effondrement du pouvoir central en URSS, plusieurs chefs d'Etat occidentaux s'inquiètent du contrôle de ces armes : M. Mitterrand évoque, le 28, une « nécessaire remise en ordre nucléaire ».

A Washington, M. Bush exprime son souci de ne rien faire qui puisse « favoriser une situation anarchique en URSS ». Il n'envisage de prendre aucune décision rapide sur une aide économique accrue à l'URSS ou sur la reconnaissance des pays baltes, en dépit des pressions du Congrès ou de ses alliés européens.

Le 27, la Moldavie, qui souhaite sa « réunification » avec la Roumanie, proclame son indépendance. A Bruxelles, les ministres des affaires étrangères de la CEE décident de reconnaître les trois Etats baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie). L'is-

lande et le Danemark avaient été, le 26, les premiers à rétablir les relations diplomatiques, interrompues depuis l'annexion par l'URSS en 1940, avant d'être suivis par de nombreux autres pays. Quant à M. Roland Dumas, il est, les 29 et 30, le premier ministre des affaires étrangères occidental à se rendre à Vilnius, Tallin et Riga.

Le 27 également, M. Gorbatchev profite de la polémique sur la « vision des frontières » lancée par M. Eltsine pour appeler à la raison. Plaidant devant le Soviet suprême pour la préservation de l'Union, il menace de démissionner en cas de disparition du système fédéral. Les présidents russe, kazakh et kirghize, réunis en présence de M. Gorbatchev, acceptent le principe d'une union économique et non plus politique entre les quinze Républiques.

Le 28, M. Boris Pankine est nommé ministre des affaires étrangères. Il succède à M. Alexandre Bessmertnykh, limogé le 23. M. Gorbatchev nomme aussi son ancien porte-parole, M. Vitali Ignatenko, directeur de l'agence Tass, après avoir désigné, le 27, M. Egor Lakoviev, un journaliste proche des réformateurs, à la tête de la radio-télévision soviétique. La Pravda, dotée d'un nouveau rédacteur en chef, est autorisée, le 29, à republier.

Le 29, le Soviet suprême décide de s'autodissoudre après avoir suspendu les activités du PC dans toute l'Union et retiré au président Gorbatchev les pouvoirs spéciaux en matière économique qu'il s'était fait attribuer en décembre 1990.

Le 29 également, les deux Républiques les plus peuplées, la Russie et l'Ukraine, signent, à Kiev, un accord sur le respect des frontières et sur la mise en place, pendant une période de transition, de « structures interrépublicques » afin de maintenir la coopération économique et militaire. Toujours pour éviter une « désintégration incontrôlée de l'Union », la Russie signe, le 30, un accord similaire avec le Kazakhstan.

Le 30, l'Azerbaïdjan, puis, le 31, la Kirghizie et l'Ouzbékistan proclament leur indépendance (4-5, 7, 13 et à partir du 17).

## Polémiques françaises

Le 19, M. François Mitterrand consacre un entretien télévisé au putsch soviétique. Il adopte une position prudente et mesurée, très critiquée par l'opposition, qui lui reproche de ne pas avoir condamné assez fermement les putschistes et d'avoir paru accepter comme un fait accompli le renversement de M. Gorbatchev.

Le 21, M. Mitterrand s'en défend lors d'un nouvel entretien télévisé, accusant certains responsables de l'opposition d'avoir manqué de « sang-froid ». L'opposition critique aussi cette nouvelle prestation télévisée, jugeant qu'elle n'est pas à la hauteur des circonstances alors que le communisme s'effondre en URSS.

Les événements soviétiques provoquent un débat au PS sur les accords électoraux avec les communistes. Mais c'est surtout le PCF qui est sur la sellette : en butte aux attaques de la droite, il reproche au PS de « contribuer à cette offensive ». Quant aux « refondateurs », ils réclament la convocation du comité central, et M. Charles Fiterman, chef de file des opposants à la direction, affirme, le 28, dans un appel aux militants, qu'il n'y a plus qu'une seule alternative pour le parti : « Ou bien subir une marginalisation aggravée, le menaçant désormais dans son existence même ; ou bien se montrer capable d'animer l'effort de renouvellement de l'identité communiste » (à partir du 20).

كوزا من الأصل



# CULTURE

FRANCE

## MUSIQUES

### A la recherche du futur

Le Festival de Besançon veut renouer avec son passé prestigieux. Sans augmentation de budget et sans la construction d'une salle de concert, ce sera difficile

BESANÇON

de notre envoyé spécial

Le Festival de Besançon fête, cette année, son quarante-troisième anniversaire. Son passé est lourd à porter : les plus grands chefs d'orchestre, les plus grands solistes s'y sont produits devant des salles affichant presque toujours complètes ; des pages d'histoire s'y sont tournées (c'est à Besançon, dans la salle du parlement, que le pianiste Diu Lipatti devait donner son dernier récital, immortalisé par un enregistrement discographique qui a fait le tour du monde). Ces dernières années, cependant, la programmation s'est asséchée. La renommée de Besançon pâlissait, même si le public venait encore nombreux, même si le concours de chefs d'orchestre attirait toujours des candidats de tous les pays. Un nouveau directeur artistique a donc été nommé, il y a trois ans.

Patrick Ponce, administrateur des orchestres de Lyon et de Toulouse, a accepté de relever le défi. Avec un budget de 6 millions pour vingt-deux concerts et l'organisation des concours de chefs d'orchestre et de composition musicale, le festival n'est pas l'un des mieux lotis et ne peut guère réaliser de miracles (d'autant qu'il s'est fait une spécialité d'accueillir les plus grands orchestres dont on sait qu'ils coûtent cher). Déjà, encore parce qu'en quarante-trois ans, la ville et la région n'ont pas trouvé nécessaire de construire une salle de concert digne de ce nom. Déjà, enfin, parce que, le reste de l'année, Besançon est un désert musical dont témoignent les affiches apposées sur le théâtre municipal ; à côté des opérettes les plus ringardes (Un de la Canebière, etc.), elles annoncent les créations régionales de Fidiello de Beethoven et de l'italienne d'Alger de Rossini...

Tout cela devait changer. En plus de l'organisation du festival de septembre, Patrick Ponce a été chargé de mettre sur pied une saison d'hiver et l'idée de créer un orchestre de chambre fait son chemin. Mais dans cette ville proche de la Suisse, on se hâte avec lenteur et l'on aime le travail bien fait. Aussi Patrick Ponce et François Pichat, le président du festival, n'accepteront de fonder un orchestre qu'à trois conditions. Comme à l'Opéra de Lyon, le recrutement devra être réalisé au

plus haut niveau ; le directeur musical devra être un grand chef, recruté sur un projet réaliste ; le budget devra être à la hauteur d'une juste ambition. Reste la salle de concert, sans laquelle Besançon ne peut espérer prendre une place de choix dans la vie musicale française et européenne. La ville dispose pour le moment de deux bâtiments à l'acoustique désastreuse - le théâtre, reconstruit à la hâte à la fin des années 50 après que l'ancien eut brûlé (1 200 places), le palais des sports (2 400 places) - et d'une salle à l'acoustique excellente, grand Kursaal (1 100 places) dont la forme circulaire et le petit cubage sont, certes, idéaux pour la musique de chambre et le piano, mais ne permettent pas d'accueillir un orchestre.

#### Une certaine timidité

Il n'est pas certain qu'une nouvelle salle sorte demain de terre. Malgré des conditions d'écoute et de confort déplorables, les concerts ne connaissent, en effet, pas de problèmes de fréquentation. Et dans la morosité actuelle, il est remarquable de constater que, cette année, le festival peut s'enorgueillir d'avoir vendu 25 % de places de plus que l'an dernier (le cap des 20 000 auditeurs sera sans doute atteint le soir du dernier concert).

Qu'en est-il de la nouvelle programmation ? A notre avis, elle souffre pour le moment d'un manque de réelle ossature, d'un projet artistique perceptible. Mais la quasi-absence de vie musicale le reste de l'année justifie cette timidité. Une programmation thématique serait, d'ailleurs, une erreur dans le contexte actuel.

Bisontin, nous aurions été heureux d'écouter le Concerto pour clarinette et la Grand-Messe en ut mineur de Mozart par Michel Corboz et son ensemble de Lausanne (le 31 août), l'ensemble A Sei Voci des œuvres de Palestrina, Vespers et Antiphona (le 1er septembre), le Chœur de l'Orchestre national de Lyon et Philippe Casard dans un programme Schubert-Liszt, Berlioz et Brahms (le 2 septembre), l'Orchestre symphonique de la radio-télévision soviétique de Moscou dirigé par Vladimir Fedosiev, avec la pianiste Elisabeth Leonskaia (le 3), ou la chanteuse Dora Lou (le 4), comme nous avons admiré la pianiste Lyilia Zilberstein qui remplaçait Nikita Magaloff dans le Konzertstück de Weber et la Burlesque de Richard Strauss. Mais nous aurions tout de même préféré un chef plus inspiré que Karl Anton Rickenbacher et un orchestre moins pâle que le très moyen Orchestre de la radio-télévision de Budapest arrivé l'après-midi même du concert.

ALAIN LOMPECH

Prochains concerts : Trois symphonies sur le nom de Scherz pour violoncelle solo et les Citations pour hautbois, clavier, contrebasse et percussion d'Henri Dutilleul (création), Sequenza VII pour hautbois de Luciano Berio, Sérénade pour contrebasse de Hans Werner Henze, par Huguette Dreyfus, Maurice Bourgue, Bernard Ballet, Bernard Cazauran et David Simpson (le 19 septembre, à Orlans) ; finale du concours des jeunes chefs d'orchestre (le 10 septembre, au Théâtre municipal) ; Beethoven et Schumann par Gerhart Oppitz, piano (le 11 septembre, au Théâtre municipal). Tél. : 81-80-73-28.

#### Exemple à ne pas suivre

Invité les 4, 5 et 6 septembre pour trois concerts dans le cadre du festival de Monté-Carlo, Besançon et Lons-le-Saunier, Patrick Fournier a donné la Symphonie « Hérodote » de Beethoven avec le Sinfonietta de Picardie dont il est le directeur musical. Cet orchestre, fondé en 1985, regroupe vingt-neuf musiciens, très jeunes pour la plupart. Il lui a donc fallu engager neuf « suppléentaires » pour atteindre l'effectif minimum requis pour cette œuvre. Ce qui pourrait, à la limite, se concevoir sur son territoire d'action habituel, à la vie musicale particulièrement déshéritée, se comprend plus mal dès lors que ce jeune chef a choisi un tel monument pour se produire dans un grand festival.

S'il a voulu prouver qu'il était temps pour lui de diriger l'une des plus grandes symphonies de Beethoven (et ce n'est la plus grande), il s'est fourvoyé. A la tête d'un orchestre réduit, Patrick Fournier aurait pu exalter la luminosité, le classicisme apollinien dont cette œuvre témoigne. Au lieu de cela, il s'est ingénié à la diriger vite, fort, sans nuances, sans aucune rigueur rythmique, en caricaturant le maniérisme des grands chefs symphoniques.

Son exécution prenait des allures de suicide. Le jury du concours de chefs d'orchestre assistait à son concert. A la soirée cinq (sur huit) des membres de ce jury devaient nous confier qu'ils ne lui auraient pas permis de franchir les quarts de finale. Dommage pour son orchestre, qui ne manque ni de panache ni d'aplomb.

A. Lo.

## CINÉMA

### En noir et en couleurs

Los Angeles aujourd'hui, Harlem hier, les cinéastes noirs américains filment les ghettos

BOYZ'N THE HOOD

de John Singleton

RAGE IN HARLEM

de Bill Duke

Reconnaissance tant attendue ou nouvel avatar du ghetto, le « film de Noirs » est désormais un genre en soi aux États-Unis. Pour sa communauté d'inspiration et de thème, sous le haut patronage de Spike Lee, mais aussi grâce aux experts en marketing qui ont élu les adolescents des minorités ethniques comme cible commerciale de choix.

Curieusement, c'est de la côte Ouest que vient le film le plus proche des archétypes d'un genre jusqu'à présent new-yorkais, récemment illustré par Jungle Fever et New Jack City. Comme son titre l'indiquait encore mieux si on s'était donné la peine de le traduire, *Boyz'n the Hood* (approximativement : les Mecs du quartier) est une chronique des adolescents noirs d'une zone « à problèmes » de Los Angeles, South Central.

De ce « hood » (pour neighborhood, quartier), le film raconte deux périodes successives, séparées par sept années. La visite est guidée par un gentil garçon, Tre, fils de parents séparés mais dotés d'un travail et d'honorables revenus. Malgré les difficultés et le racismisme, on se débrouille dans la première partie, et Tre travaille bien à l'école. Sept ans plus tard, le rap d'un remplace la sensualité de Marvin Gaye (qui s'est fait descendre d'une balle en pleine tête), les armes à feu, la drogue et le sida courent les rues.

*Boyz'n the Hood* ne fait pas mystère de sa vocation éducatrice. Confronté à des choix définitifs, Tre hésite entre violence et droit



Boyz'n the Hood, Ron Taylor, Robin Givens et John Tynes-Bey

chemin, rébellion sans avenir et sauvetage individuel. Le film aligne fusillades et prêches, depuis les statistiques sur les victimes noires de la criminalité qui ouvrent le film jusqu'au message qui le clôt : ne vous droguiez pas, ne vous massiez pas à coups de fusil à pompe, essayez de la paix (*increase the peace*) est devenu le slogan du film, et de ceux qui sur le terrain tentent de calmer la folie meurtrière des quartiers chauds - mais au vu des incidents qui ont marqué les projections, tout le monde n'a pas bien écouté.

Certains de ces prêches sont, pour le moins, discutables, tel le grand discours du père de Tre, incarnation de la sagesse adulte, au demeurant fort bien joué par Larry Fishburne : son plaidoyer en faveur

du ghetto comme solution défensive pour les Noirs traîne de curieux relents.

*Rage in Harlem*, qui, comme l'indique plus explicitement son titre - quoique toujours pas traduit - se passe à New-York. Mais ce cinéma vient tout droit d'Hollywood, où le comédien Bill Duke a fait carrière avant de se lancer dans la mise en scène. Le réalisme n'est pas son souci premier, ni même la fidélité au roman de Chester Himes (*la Reine des pommes*) dont il s'inspire. Les deux filles Ed Cercueil et Fosseyeur Jones sont renvoyées dans les bordes, pour faire toute la place aux tribulations d'un benêt bigot et jowflu (Forrest Whitaker, bien loin de *Bird* mais toujours excellent)

subitement confronté à un magot farineux et à l'incendiaire Imabelle (Robin Givens).

Ni message ni plaidoyer, il ne s'agit que d'accumuler les clins d'œil et les personnalités flamboyantes de mélanger réminiscences de western et rythme des comédies de Broadway, d'aller vite et fort, en pleine loufoquerie parodique. Bill Duke a du punch, et dispose d'une joyeuse bande d'interprètes (Gregory Hines, Zakes Mokae, Danny Glover...) qui ne rechignent pas à camper une pléthore de pieds nickelés baroques, braillards et combinards. C'est pour rire, et ça y parvient fort bien, même si *Rage in Harlem* ne fera pas avancer d'un pouce la cause des *brothers*.

JEAN-MICHEL FRODON



### Démons et merveilles

Suite de la première page

Le texte? Résistant à peine à la tentation de Peter Greenaway, il est mal écrit, raccourci, compact, et proféré exclusivement par le maître absolu du jeu, Gielgud, dans son incarnation de l'auteur dictant la pièce à son personnage principal. Audacieux artifice qui ramène les autres rôles à une figuration vaguement expressive, décorative. Créatures nées de l'imagination créatrice, leurs voix affleurent en écho affaibli, submergées par le verbe magistral.

Amoureux fou de chiffres et d'estampes, Peter Greenaway peut désormais, libéré de l'encombrante action de l'œuvre initiale, le naufrage, les amours de Miranda et de Ferdinand, l'intermède des bouffons, le récit du complot, les souffrances de Caliban, laisser libre cours à sa folie visuelle légitimée par trois petits vers de Shakespeare rapportant l'importance du cadeau de Gonzalo : « Sachant que j'aimais les livres, il m'offrit de ma propre bibliothèque des ouvrages que je chéris bien plus que mon titre de duc ».

Et voilà qu'en une sarabande effrénée une bacchanale d'images se déclenche. Vingt-quatre livres vont être feuilletés qui contiennent toutes les obsessions de Greenaway, insectes au travail, castrats mélodieux, nudités documentées, chairs pourrissantes, fleurs admirables, miroirs qui réfléchissent comme des fous, paysages érotiques.

Des effets spéciaux vertigineux, dominés par le grand opérateur

Sacha Vierny dans une « haute définition » soignée, catapultent les images qui se téléscopent, se décomposent, se superposent, se recomposent. L'image dans l'image. L'image pour l'image, de laquelle surgit une image dans laquelle naît une autre image, tandis que, dans le cadre central, l'image principale s'écrit des images annexes, connexes et collatérales.

Ce festin superlatif devient étouffant, la profusion baroque écrase tout, surtout les acteurs, qui, à l'exception de l'omniprésent Gielgud, ne font que passer, engoncés dans leurs franges, comme égarés (Michel Blanc, Erland Josephson, notamment). On voit aussi beaucoup de massives personnes, comme occupées à d'obscures peines de substitution. Ce sont les danseuses de Karine Saporta, et la musique de Michael Nyman ne les rend pas plus légères. Le Caliban du chorégraphe Michael Clark, comme enrobé à son propre corps, est plus convaincant.

#### Lumières irisées pour tortures peu raffinées

Mais, asphyxiée par tant de sciences et par tant d'ostentatoires beautés, la grande victime du film de Peter Greenaway est la sensibilité. Elle ne se fraye un chemin qu'à la fin, lorsque s'ouvre le vingtième livre, la *Tempête*, évidemment. Prospero alors, se dépose volontairement de ses riches manteaux et de son absolu pouvoir, le royaume redevient une île, et le magicien redevient un homme. Le jeu théâtral s'achève, mais, quand les lumières s'éteignent, la mort est proche. Un petit enfant cependant court vers nous, il s'envole en nous tendant les bras. C'est Ariel qui recouvre la liberté. C'est le film qui conquiert la sienne.

La liberté, Derek Jarman la revendique. Depuis toujours. Depuis les mémorables décors qu'il avait dessinés pour les *Diabes* de Ken Russell, depuis son premier film, *Sebastiane*, en 1975, entièrement écrit en latin, depuis son sulfureux et gracieux *Caravaggio*, depuis son sombre pamphlet antithéâtrien, *The Last of England*. Marlowe, mort à vingt-neuf ans dans une rixe, interdit de séjour jusqu'au siècle dernier dans le coin des poètes de l'abbaye de Westminster, ne pouvait qu'être de ses copains.

Dans un décor labyrinthique de murs gris évoquant une champignonnière désaffectée, il donne sa version militante d'*Edvard II*, le roi qui sa dévastatrice passion pour son favori Gaveston va livrer

à l'hostilité féroce des barons, de l'Église, de sa femme, la légiti-mité, l'ordre établi contre l'amour si légitime d'être décrié illégitime...

Lumières irisées pour tortures peu raffinées, quartier de viande qui pend, beau comme un Bacon, prince élisabéthain se vautrant sur son trône avec son mignon en pyjama de soie, reine d'Angleterre ressemblant à un mannequin new-look, Mortimer habillé e n commando, intervention surprise d'Anne Lennox dans un blues suave-ment jazzy, petit prince héritier contaminé par l'ambiance qui finit par se balader avec du rouge à lèvres et des boucles d'oreilles. Et lorsque le peuple se soulève, c'est un mai 68 en miniature, avec des

banderoles « Gay power » et « Libérez les lesbiennes »...

Tout cela peut paraître superficiel, irritant. Ça l'est parfois. Mais celui qui l'historien de cinéma David Robinson qualifie de « visionnaire irrémédiablement sincère », en transformant l'*Edvard II* de Marlowe - avec l'aide d'une troupe remarquable - en manifeste gay, a réalisé davantage qu'un film de propagande homosexuelle. Exorcisant sa propre angoisse, et celle de beaucoup de ses contemporains (Derek Jarman est malade du sida, et le dit), il a aussi fait une œuvre d'art.

DANIELE HEYMANN

## THÉÂTRES PRIVÉS DE PARIS

Soyez les Premiers aux  
**PREMIÈRES**

Une nouvelle pièce  
c'est toujours  
une aventure passionnante.

Soyez curieux avant les autres,  
découvrez en priorité  
les nouveaux spectacles de la saison !

Afin que vous soyez encore  
plus nombreux à partager le plaisir  
de la découverte,  
le syndicat des Théâtres Privés  
de Paris crée pour la saison

## LES PREMIÈRES

50% de réduction sur  
toutes les places  
pour les premières représentations

ANTOINE 42 08 77 71	MICRODIERE 42 95 22
ATELIER 45 06 49 24	MONTMARNASSE 43 22 77 74
ARTISTIC ATHEVAIS 45 06 36 02	OEUVRE 48 74 42 52
BOUFFES PARISIENS 42 95 60 24	PETIT MONTMARNASSE 43 22 77 74
COMEDIE des CH. ELYSÉES 47 23 37 21	PORTE SAINT MARTIN 42 03 03 32
GRAND TH. d'EDGAR 43 35 32 31	RENAISSANCE 42 05 19 50
HUCHETTE 43 25 33 39	SAINT GEORGES 48 73 63 47
MATHURINS 42 65 90 00	SPLENDID 42 05 21 53
MICHEL 42 65 33 02	STUDIO des CH. ELYSÉES 47 23 35 10

Ces Théâtres assurent  
une création en  
septembre et octobre.

“ C'EST FACILE D'ALLER AU THÉÂTRE.  
AVEC LES PREMIÈRES,  
C'EST ENCORE MOINS CHER ! ”

**OPERA DE PARIS**  
Ballet de l'Opéra de Paris  
**CONCOURS**  
DE RECRUTEMENT DE  
DEUX CHEFS DE CHANT TITULAIRES  
VENDREDI 18 OCTOBRE 1991  
A 13 HEURES AU PALAIS GARNIER  
DETAIL DES EPREUVES A PARTIR DU 18 SEPTEMBRE  
REGIE DE LA DANSE : (1) 40 21 23 73 - (40 21 24 86 - 40 01 25 75  
INSCRIPTIONS AVANT LE 11 OCTOBRE  
Ecrire à la Regie de la Danse 8 rue Scribe 75009 PARIS  
JOINDRE UN CURRICULUM VITAE

هكذا من الأصل

**ZINGARO**

nouveau spectacle  
**OPERA EQUESTRE**  
à partir du  
**27 septembre 91**  
au Fort d'Aubervilliers

**Locations**

Individuels  
**48.04.38.48**  
Collectivités  
**45.23.01.92**

**CALENDRIER  
DES ADMINISTRATEURS  
DE CONCERTS**

ABBAYE DE  
ROYAUMONT  
(Val-d'Oise)  
Samedi  
14 septembre  
Rens. : (1)  
34-88-05-50  
(p. Mondial  
Musique)

OPERA  
de PARIS  
BASTILLE  
Mardi 10  
Mercredi  
11 septembre  
20 heures  
Places :  
40 à 280 F  
Tél. Loc.  
44-73-13-00  
(p. Val-Musique)

ORCHESTRE COLONNE  
Lundi 30 septembre 1991 à 20 h 30  
**SALLE PLEYEL**  
UNIQUE RECITAL  
**MONTERRAT  
CABALLE**  
direction  
Bertrand de BILLY  
Haendel Mozart Verdi Massenet  
Rens. 42 33 72 89

**PIANO**  
4 octobre 1991  
**BRENDEL**  
HAYDN • LISZT  
PLEYEL 45-61-06-30

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**

ARTS ET SPECTACLES

**VOIX  
NOUVELLES**  
3 CONCERTS, CONFERENCE  
Moussoul, Ligeti  
Gardner, Evangelista,  
créations de Sarrailh,  
Maurin...

**STAATSKAPPEL  
DRESDEN**  
Dir. : Sir  
**COLIN DAVIS**  
10 : BEETHOVEN  
11 : SCHUBERT  
12 : DVORAK

**ORCHESTRE COLONNE**  
Lundi 30 septembre 1991 à 20 h 30  
**SALLE PLEYEL**  
UNIQUE RECITAL  
**MONTERRAT  
CABALLE**  
direction  
Bertrand de BILLY  
Haendel Mozart Verdi Massenet  
Rens. 42 33 72 89

**PIANO**  
4 octobre 1991  
**BRENDEL**  
HAYDN • LISZT  
PLEYEL 45-61-06-30

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**

ARTS ET SPECTACLES

**CULTURE****Création et démocratie**

Un forum de l'UNESCO à Prague a montré qu'il n'était pas si évident de lier progrès culturels et politiques

PRAGUE

de notre envoyé spécial

A l'initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture et du président Vaclav Havel, s'est tenu à Prague, du 4 au 7 septembre, le premier forum international sur le thème « Culture et démocratie », réunissant quelque deux cents artistes, écrivains et ministres d'une soixantaine de pays. C'était la première manifestation importante de l'UNESCO dans l'ancien espace communiste. La Chine était le seul absent de taille.

Malgré ses ambitions, le forum de Prague — dont l'un des principaux organisateurs a été le sociologue français Alain Touraine — aurait pu n'être qu'un hommage de plus au « président sans défaut » de la République tchèque et slovaque : qu'une célébration supplémentaire par un parterre choisi, allant de l'écrivain brésilien Jorge Amado à l'archevêque bénois Isidore de Souza, de la nouvelle donne démocratique en Europe et ailleurs.

Le récent coup d'Etat manqué à Moscou a, au contraire, permis au symposium de Prague de se déployer d'une bonne part de son aspect rituel. Dès lors, on s'est moins demandé aux assises pragoises de quelle façon le système représentatif pouvait favoriser le développement culturel que comment ce dernier pouvait fortifier la démocratie. Il subsistait néanmoins une dose d'ambiguïté dans cette volonté presque unanime de vouloir d'une manière ou d'une autre, lier progrès culturels et politiques : la plupart des grandes civilisations ne sont-elles pas écloses sous des régimes n'ayant guère de rapport avec la démocratie ?

« Modernisation »  
ou « américanisation »

Le politologue libanais Ghassan Salamé (enseignant à Paris) a d'ailleurs essayé d'attirer l'attention sur cet aspect de l'histoire universelle, mais il s'est vu ramené dans une voie plus rassurante par son collègue américain de Yale, David Apter, chantre de la « modernisation » — d'aucuns disent de l'« américanisation ».

L'équivoque venait peut-être aussi de la confusion existant quelquefois entre, d'une part, la création culturelle, finalement, qu'on le veuille ou non, assez indépendante du cadre politique (les splendeurs artistiques de Prague en donnent une preuve éloquente) et, d'autre part, la diffusion culturelle. Sur ce dernier point, en effet, les institutions démocratiques agissent le plus souvent favorablement : il reste également que plus d'un totalitarisme a augmenté la reproduction des biens culturels (voir notamment le rôle des éditions et des traductions soviétiques).

Une autre leçon de modestie fut donnée en Tchécoslovaquie même à ceux des démocrates tentés par un certain triomphalisme : au beau milieu du colloque de Prague, à Bratislava, chef-lieu de la Slovaquie, en présence de M. Vaclav Havel, durant le match de football France-Tchécoslovaquie, la partie tchèque de l'hymne national a été sifflée par la plupart des quarante mille spectateurs slovaques... Et ce n'est pas le premier incident de ce genre.

Cette irruption dans le forum d'une actualité locale assez dérangeante a donné des arguments aux partisans de la « démocratie de consensus », face à ceux de la « démocratie de majorité », jugée par les premiers trop « brutale » pour les minorités culturelles (les Slovaques en font une). Cette mise en lumière de la notion de « consensus démocratique », qui peut être rapprochée de la « choura », « consultation politique » dans la doctrine islamique, a un peu reconforté la participation musulmane (elle était nombreuse et variée, comprenant aussi bien le philosophe iranien Abdolkarim Sorouch que l'islamologue franco-algérien Mohamed Arkoun ou le romancier marocain Tahar Ben Jelloun) qui avait été à plusieurs reprises interpellée sur les rapports islam-démocratie (1).

M. Mohamed Charfi, ministre tunisien de l'éducation et bête noire des islamistes de son pays, avait, lui, pris les devants, posant que « les ennemis de la démocratie ne doivent pas bénéficier des facilités de la démocratie pour propager leurs idées ». Il a été contre sur ce terrain par plusieurs orateurs, notamment le sociologue iranien Ehsan Naraghi, lequel a estimé légitime l'admission des islamistes dans le jeu démocratique, « s'ils s'engagent à respecter le pluralisme politique et culturel ».

Sur cette question capitale, le débat est naturellement resté ouvert. En revanche, un autre sociologue, le Français François Bourricaud, a mis une majorité de son côté en soulignant que les marxistes ne devaient pas commettre la même erreur que naguère les marxistes en rejetant toute nouvelle réflexion politique, sous prétexte qu'on est parvenu à un système « parfait ».

« Il n'y a pas de forme achevée de démocratie », avait d'ailleurs prévenu M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO.

Le concept de démocratie « imparfaite » ou « pauvre », selon le terme de M. Dante Caputo, député et ex-ministre des affaires étrangères argentin, a donc fait son chemin au cours du séminaire, puisqu'il est évident, notamment en Amérique latine et en Afrique noire, que — contrairement aux prédictions des experts durant les années 60 et 70 — la démocratie peut s'installer dans des nations en pleine régression économique et culturelle.

La démocratie « incomplète »,

c'est le Pérou avec ses masses amérindiennes, plus que jamais socialement en marge, mais également Israël, avec le sort peu enviable des Arabes ; l'Inde et ses castes, etc. La notion n'est, au demeurant, pas neuve : le seul pouvoir démocratique de l'Antiquité, la Grèce, ne fut-il pas, lui aussi, « imparfait » puisqu'il admettait l'esclavage ?

« Coexistence  
pacifique »

Dépassant les cas particuliers et surtout soucieux d'éviter des affrontements culturels tant au sein des Etats démocratiques qu'entre civilisations traditionnelles du Sud et civilisations techniques du Nord, et revenant en chéchia rouge, M. Mamadou Dia, ancien président du Conseil sénégalais (auteur d'une

tentative de renversement du président Senghor, il passa plus de dix ans en prison), a préché vigoureusement en faveur de « l'écuménisme des cultures ». « Cet écuménisme n'a rien à voir avec le mélange biologique, au reste assez utopique. L'écuménisme des cultures est non pas la fusion mais la coexistence pacifique, démocratique des cultures à l'intérieur et à l'extérieur des frontières institutionnelles. Cette coexistence doit être la création d'hommes politiques démocrates, acceptant de proclamer et d'appliquer l'égalité des cultures comme nouvelle doctrine des relations internationales ».

L'UNESCO ne pouvait que soutenir cette idée, en faveur de laquelle elle travaille d'ailleurs — avec des bonheurs limités — depuis un demi-siècle. Mais l'Organisation

est privée — par le départ, au cours de la décennie écoulée, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne — d'une partie de son influence et d'un quart de son budget. Aussi, M. Vaclav Havel, recevant M. Federico Mayor, a-t-il insisté sur la priorité qu'est à ses yeux le retour des Anglo-Saxons place Fontenay.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Un document accusant pour les gouvernements arabes a été diffusé par l'UNESCO, montrant que le monde arabe est la seule aire de la planète où le nombre de livres publiés par million d'habitants a diminué au cours de la décennie 80 par rapport à la décennie 60, passant de 38 à 35. Dans le même temps, en Amérique du Sud, le nombre d'ouvrages édités par million d'habitants est passé de 77 à 129 et en Afrique noire de 18 à 23.

**ARTS****Rudiments de nature**

Réputé abstrait, Tal-Coat n'a cessé cependant de peindre des éléments de paysage — mais presque imperceptibles

TAL-COAT

ou Cateau-Cambrésis

« Si vous regardez un oiseau voler ou un vol qui passe, ou une voiture, ou un homme qui court à pied, vous ne voyez pas le paysage. Si vous regardez le paysage, vous ne voyez plus l'homme, il faut choisir. Mais les gens pensent qu'il faut faire le paysage, et le roseau, et le poisson qui passe. Ça n'est pas la réalité. » Sur cette réflexion, simple récit d'une simple expérience visuelle, se fonde l'essentiel de la démarche picturale de Tal-Coat. Pendant des années — de l'entre-deux-guerres à la fin de la décennie 40 —, il a expérimenté plusieurs manières de représenter les choses, oscillant des souvenirs du cubisme à Cézanne, rencontrant tour à tour Balbus, Artaud et Tzara. Entraîné par le flux abstrait qui s'est répandu après 1945, il s'est résolu à ne plus procéder que par signes fragmentaires, à peine allusifs.

Dans ces rudiments de paysage, fidèle à sa réflexion, il suggère tantôt le poisson dans le tourbillon de l'eau qui empêche d'en percevoir exactement la forme, tantôt le passage du vent dans les roseaux, tantôt celui de l'oiseau. Du ciel ne demeure qu'une irisation d'aquarelle délavée, des arbres qu'un entrecroisement de lignes à l'encre, écorces ou racines. Autant dire

que ces œuvres donnent fort peu à voir et que le peintre y confie au presque-rien la fonction de représenter le presque irréprésentable.

Autant dire encore que l'exposition réunie au Cateau-Cambrésis, œuvres sur papier exécutées pour l'essentiel dans les années 80, œuvres ultimes de leur auteur, court le risque de déconcerter sans séduire. Non qu'elle soit mal composée, ou pauvre, ou accrochée avec maladresse, tout au contraire. Mais elle rassemble ce qu'il y a de plus hermétique, de plus imperceptible chez Tal-Coat et l'expose sans la moindre précaution historique, sans expliquer, fût-ce brièvement, au terme de quelle évolution l'artiste s'est convaincu que ces éléments épars et abrégés suffisaient. Que non seulement ils signifiaient, mais encore qu'en dessinant plus, qu'en montrant davantage, nuisait à la justesse de la transcription poétique.

Signe  
muet

Or là est l'une des limites de ce paysage dépeint jusqu'à l'effacement : ces aquarelles réduites à quelques floculations en vert, jaune et gris, ces dessins condensés en quelques traits noirs effarés, se sentent trop à l'efficacité de l'effacement. D'épuration en épuration, ils glissent au trop peu. On sait, parce qu'il ne répugne pas à se justifier,

que Tal-Coat aspirait à une sorte de communion avec la nature. Il tenait les rochers pour « des lieux d'âme », de conscience et disait percevoir l'« aide tutélaire » des grands arbres, étrange réminiscence de panthéisme qui rappelle l'inspiration du romantisme allemand.

Mais comment peindre cette effusion ? Par le signe abstrait, a décidé Tal-Coat. Sans doute, mais ce signe demeure souvent muet, ni éloquent ni évocateur. Si attentif soit l'œil aux nuances d'un lavis d'encre de Chine posé sur un papier népalais joliment épais et grumelleux, il ne pénètre guère plus dans la « perception », arrêté plus qu'aidé par les raffinements du matériau et de la composition, toujours déconcertée et déséquilibrée. Les sensations naturelles, le contact de la pierre froide, le grain du calcaire érodé, le velouté du bois écorcé, le « sujet », si l'on peut dire, tout cela se perd. Ne restent plus à apprécier que l'éclatance du geste et les effets de transparence que Tal-Coat excellait à obtenir. Est-ce assez ? cette adresse de calligraphe pour capter longuement ? On peut en douter.

PHILIPPE DAGEN

► Musée Matisse, Le Cateau-Cambrésis, tél. : 27-84-13-15. Jusqu'au 29 septembre.

**CHATELET**

musique de notre siècle  
SEPTEMBRE

**Concert**

City of Birmingham Symphony Orchestra  
Simon Rattle  
Gustav Mahler, Mark Anthony Turnage  
14 Septembre 20 h 30

**Opéra**

Alban Berg  
**Lulu**

Jeffrey Tate/Adolf Dresen/Herbert Kapplmüller  
P. Witze, S. Fassbaender, C. Clarys,  
J. Cambréling, E. Gurnstein, G. Clark,  
W. Schoene, P. Straka, H. Hotter,  
J. Del Carlo, S. Kale, B. Bakow,  
C. Estourelle, L. Zannini, M. Kobayashi,  
F. Dudziak, H. Hennequin

Orchestre National de France  
Nouvelle Production  
Coproduction Radio France  
27 et 30 Septembre 19 h 30  
4, 9, 12 Octobre 19 h 30  
6 Octobre 17 h

FONDATION  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
POUR LA MUSIQUE  
40 28 28 40  
Minitel 3615 Châtelet  
MAIRIE DE PARIS

SAISON MUSICALE 91-92

**Opéras contemporains**

Concerts créations,

Atelier IRCAM

Répertoire

du XXe siècle

Musique de chambre

au Châtelet

et à l'Auditorium

ou Centre Georges Pompidou

ou au Musée d'Art Moderne

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

ou au Musée de la Ville de Paris

A PARTIR DU 14 SEPT.

THEATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN

**VOLPONE**

de JULES ROMAINS

GUY TREJAN

FRANCIS PERRIN

RACHID ABRAV

RAYMOND DE HERRERA

CECILE BOIS

MARCEL KHALID

GERARD CURBILLO

JACQUES LAUNDE

ALBERT DELAPY

JACQUES LE CARPENTIER

JACQUES GIRAUD

LUCE PASCAL

JACQUES BERLIN

MAGALI RENOUVE

Mise en scène de ROBERT FORTUNE  
Avec le concours de LOUIS BERTUT  
Avec le concours de LOUIS BERTUT  
Machine de DOMINIQUE PROBST  
Lumières de JEAN-MICHEL BAUER

CRÉATION DU CADRE  
CENTRE NATIONAL D'ARTS DE LA SCÈNE



42 08 00 32

• Macintosh Classic 2  
+ Imprimante StyleWriter  
+ MacDraw II (dessin)  
+ WriteNow (traitement  
texte)  
+ BagTime Classic (tableau)  
+ WinFile (gestion fichiers)  
+ Tapis souris.  
= 14.490 F TTC  
(1221 53 F HT)

• Option Mac Classic 4  
+ 890 F TTC (1750 43 F HT)  
• Option LaserWriter 15  
+ 1190 F TTC (1580 73 F HT)

هكذا من الأصل



# SPECTACLES

Le Monde • Mercredi 11 septembre 1991 19

## CINÉMAS

Programmes du mercredi 11 au mardi 17 septembre

### LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI  
Les Archives du film présentent : Sé-  
nèque aux nuages (1945), d'André  
Cayatte, 16 h ; Steamboat Bill Junior  
(1928), de Charles Reisner, 21 h.

PALAIS DE TOKYO  
(47-04-24-24)

MERCREDI  
Le Sacrifice (1986, v.o. s.t.f.), de Andrei  
Tarkovski, 18 h ; Yaelen (1984-1986,  
v.o. s.t.f.), de Souleymane Clissé,  
20 h 45.

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI  
Le Cinéma australien : Storm Boy (1976,  
v.o. s.t.f.), de Henry Sefton, 14 h 30 ;  
Dingo (1991, v.o. s.t.f.), de Rodd  
Heath, 17 h 30 ; Ruzum Home (1990,  
v.o. s.t.f.), de Ray Argall, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,  
porte Saint-Eustache,  
Forum des Halles  
(40-26-34-30)

MERCREDI  
Paris la nuit : Nuits noires : les Cam-  
briolages (1988) de Georges Franju,  
14 h 30 ; Nuits noires : Bande annonce :  
Judea (1993) de G. Franju, Nuit d'or  
(1979) de Serge Moati, 18 h 30 ; Cane  
blanche : Jean-Charles Assolero,  
Ascenseur pour l'échafaud (1957) de  
Louis Malle, 18 h 30 ; Tchao Pantin  
(1983) de Claude Berri, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A., v.o.) : George  
V, 8 (45-82-41-48).

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-  
10-92) ; Club Gaumont Publics Man-  
gnot, 8 (43-59-31-97).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélan-  
dais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6  
(46-33-97-77) ; Lucemair, 8 (45-44-  
57-34).

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) :  
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Les Halles,  
1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2  
(42-36-83-83) ; Rax (la Grand Rex), 2  
(42-36-83-83) ; UGC Danton, 6 (42-25-  
10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-  
59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8  
(47-20-76-23) ; Les Nation, 12 (43-43-  
04-67) ; Gaumont Bis, 13 (47-07-  
84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ;  
Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ;  
KinoPanorama, 15 (43-06-50-50) ;  
Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

LA BANDE A PISOU (A., v.o.) : Rex,  
2 (42-36-83-83) ; UGC Triomphe, 8  
(45-74-93-50) ; République Cinéma, 11  
(48-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12  
(43-43-01-59) ; Danfert, 14 (43-21-  
41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-  
91-88).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (fran-  
çais, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : La Saint-  
Germain-des-Prés, Salle G. de Beau-  
gard, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Bal-  
zac, 8 (45-51-10-60) ; Max Linder  
Panorama, 9 (48-24-88-88).

BOYZ'N THE HOOD (A., v.o.) : Gau-  
mont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ;  
Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;  
Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-  
72-00) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ;  
Gaumont Ambassade, 8 (43-59-  
19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-  
30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-  
84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ;  
Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ;  
UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mir-  
amar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont  
Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé  
Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gam-  
betta, 20 (46-38-10-96).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind.,  
v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-  
59-83).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS  
(A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-  
48-85) ; Ranelagh, 16 (42-88-84-44).

LA CHAÎNE (Fr., v.o.) : Latine, 4 (42-78-  
47-86) ; Studio des Ursulines, 5 (43-  
26-18-09) ; Gaumont Ambassade, 8  
(43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnos,  
14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-  
20-89-52).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIAR-  
DAIRE (A., v.o.) : Publicis Champs-Ély-  
sées, 8 (47-20-76-23).

CHENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont  
Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont  
Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Haute-  
feuille, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont  
Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bas-  
tille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Par-  
nasse, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Pathé  
Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette,  
13 (47-07-84-50) ; Gaumont Alésia,  
14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-  
20-89-52).

LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) :  
Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé  
Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet  
Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Pathé Haute-  
feuille, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8  
(45-82-41-48) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; 14 Juillet  
Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Eclair,  
13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens,  
13 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugre-  
nelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé  
Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation,  
12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-  
07-84-50) ; Pathé Montparnos, 14  
(43-20-12-06).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC  
Triomphe, 8 (45-74-93-50).

Nous publions désormais le mardi les films qui seront  
à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.  
Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi  
qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes  
reprises figureront dans notre supplément « Arts et Specta-  
cles » du mercredi (daté jeudi).

### DANNY LE CHAMPION DU MONDE

(Brit., v.o.) : Lucemair, 8 (45-44-  
57-34) ; Le Barry Zibbe, 11 (43-57-  
51-55) ; Danfert, 14 (43-21-41-01).

### DANS LA PEAU D'UNE BLONDE

(A., v.o.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-  
35-43).

### DANS LA SOIRÉE

(Fr., v.o.) : Ciné Beau-  
bourg, 3 (42-71-52-36) ; Rellier Logos  
II, 5 (43-54-42-34) ; UGC Biarritz, 9  
(45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-  
48-60).

### DANSE AVEC LES LOUPS

(A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-  
19-08) ; Les Montparnos, 14 (43-27-  
84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ;  
Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ;  
UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mir-  
amar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont  
Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé  
Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gam-  
betta, 20 (46-38-10-96).

### DELICATESSEN

(Fr.) : UGC Triomphe,  
8 (45-74-93-50) ; UGC Gobelins, 13  
(45-61-94-95).

### DIEU VOIUT LES TIÈDES

(Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

### LA DISCRÈTE

(Fr.) : Épée de Bois, 5  
(43-37-57-47).

### LES DOORS

(A., v.o.) : Épée de Bois, 5  
(43-37-57-47) ; La Bastille, 11 (43-07-  
48-60) ; Grand Pavois, 15 (45-54-  
48-85).

### DOUBLE IMPACT

(A., v.o.) : UGC Nor-  
mandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC  
Montparnos, 6 (45-74-93-50) ; Pathé  
Clichy, 18 (45-22-46-01).

### LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE

(Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1  
(43-26-18-09).

### L'EMBOUILLE EST DANS LE SAC

(A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48).

### LE FER ET LA SOIE

(A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48).

### LE GRAND BLEU

(Fr., v.o.) : Grand  
Pavois, 15 (45-54-48-85).

### GREEN CARD

(A., v.o.) : Cinoches, 6  
(46-33-10-92).

### HALFAQUINE

(Fr.-Tun., v.o.) : Épée de  
Bois, 5 (43-37-57-47).

### HENRY V

(Brit., v.o.) : République Ciné-  
mas, 11 (48-05-51-33) ; Danfert, 14  
(43-21-41-01).

### HIDDEN AGENDA

(Brit., v.o.) : Ciné  
Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Les Trois  
Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Les  
Trois Balzac, 8 (45-51-10-60) ; 14 Juil-  
let Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Bien-  
venue Montparnos, 15 (45-44-25-02).

### HOMICIDE

(A., v.o.) : Forum Ori-  
ent Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Im-  
périal, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Haute-  
feuille, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8  
(45-82-41-48) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; 14 Juil-  
let Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Eclair,  
13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens,  
13 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugre-  
nelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé  
Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation,  
12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-  
07-84-50) ; Pathé Montparnos, 14  
(43-20-12-06).

### CONCOURS

Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Par-  
nassiens, 14 (43-20-32-20).

### HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLEUR

(A., v.o.) : UGC Nor-  
mandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC  
Montparnos, 6 (45-74-93-50) ; Para-  
mount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Fau-  
vette, 13 (47-07-84-50) ; Pathé Wepler  
II, 18 (45-22-46-01).

### L'INSOUTENABLE LÉGERETÉ DE L'ÉTÉ

(A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-  
10-92).

### JACQUOT DE NANTES

(Fr.) : Ciné  
Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Lucem-  
air, 8 (45-44-57-34).

### JAMAIS SANS MA FILLE

(A., v.o.) :  
Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC  
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC  
Rotonde, 8 (45-74-93-50) ; George V,  
8 (45-82-41-48) ; UGC Biarritz, 9 (45-  
62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15  
(45-75-79-79) ; UGC Maitlot, 17 (40-  
60-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ;  
UGC Montparnos, 6 (45-74-93-50) ;  
94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-  
87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ;  
UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mir-  
amar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont  
Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé  
Clichy, 18 (45-22-46-01).

### LES LIAISONS DANGEREUSES

(A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-92) ;  
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

### LOS ANGELES STORY

(A., v.o.) : Ciné  
Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC  
Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC  
Rotonde, 8 (45-74-93-50) ; UGC  
Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ;  
UGC Opéra, 9 (45-74-93-50).

### MADAME BOVARY

(Fr.) : 14 Juillet  
Parnasse, 6 (43-26-84-65).

### MARTHA ET MOI

(Ail., v.o.) : Forum  
Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. :  
Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

### MERCI LA VIE

(Fr.) : Ciné Beau-  
bourg, 3 (42-71-52-36) ; Épée de Bois, 5  
(43-37-57-47).

### MISERY

(A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-  
10-92).

### LE MYSTÈRE VON BULOW

(A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-92).

### NAVY SEALS

(A., v.o.) : George V, 8  
(45-82-41-48) ; v.f. : Pathé Montpar-  
nos, 14 (43-20-12-06).

### NEUF SEMAINES ET DEMIE

(A., v.o.) : Studio Galande, 6 (43-54-  
72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

### NEW JACK CITY

(A., v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC  
Triomphe, 8 (45-74-93-50).

NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 8 (43-  
59-36-14) ; Les Montparnos, 14 (43-  
27-52-37).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum  
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,  
6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biar-  
ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-  
74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-  
43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-  
94-95) ; Miramar, 14 (45-39-52-43) ;  
Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum  
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,  
6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biar-  
ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-  
74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-  
43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-  
94-95) ; Miramar, 14 (45-39-52-43) ;  
Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum  
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,  
6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biar-  
ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-  
74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-  
43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-  
94-95) ; Miramar, 14 (45-39-52-43) ;  
Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum  
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,  
6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biar-  
ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-  
74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-  
43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-  
94-95) ; Miramar, 14 (45-39-52-43) ;  
Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum  
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,  
6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biar-  
ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-  
74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-  
43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-  
94-95) ; Miramar, 14 (45-39-52-43) ;  
Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum  
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,  
6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biar-  
ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-  
74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-  
43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-  
94-95) ; Miramar, 14 (45-39-52-43) ;  
Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum  
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,  
6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biar-  
ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-  
74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-  
43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-  
94-95) ; Miramar, 14 (45-39-52-43) ;  
Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum  
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,  
6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biar-  
ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-  
74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-  
43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-  
94-95) ; Miramar, 14 (45-39-52-43) ;  
Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum  
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,  
6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biar-  
ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-  
74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-  
43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-  
94-95) ; Miramar, 14 (45-39-52-43) ;  
Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

POINT BREAK (A., v.o.) : Forum  
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon,  
6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-  
Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biar-  
ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-  
74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-  
42-60-33) ; U

## SPECTACLES

## CINÉMAS

## Programmes du mercredi 11 au mardi 17 septembre

## Suite de la page 19

(43-20-12-08) : Gaumont Convention, 15 (43-28-42-27) : Pathé Wapler, 18 (43-22-45-01) : La Gambetta, 20 (43-38-10-86).

**SAILOR ET LULA** (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71).

**SCÈNES DE MENAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL** (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

**LE SILENCE DES AGNEAUX** (Fr.) (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) : Bretagne, 6 (42-22-57-97) : UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50).

**SIMPLE MORTEL** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) : Pathé France, 9 (47-70-33-88) : Fauverge, 13 (47-07-55-88) : Gaumont Aldésia, 14 (43-27-84-50) : Pathé Montparnasse, 15 (43-20-12-08) : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) : Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

**THE VOYAGER** (All.-Fr.-Gr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : UGC Danon, 6 (42-25-10-30) : UGC Bantix, 8 (45-82-20-40) : UGC Lyon Seattle, 12 (43-43-01-58) : Mistrall, 14 (45-38-52-43) : Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-20) : v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-83-40) : UGC Convention, 15 (45-74-83-40).

**THELMA ET LOUISE** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) : George V, 8 (45-62-41-46).

**TORCH SONG TRILOGY** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55).

**TOTO LE HÉROS** (Bel.-Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

**37-2 LE MATIN** (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

**UN THÉ AU SAHARA** (Brit., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

**UN TYPE BIEN** (Fr.-Bel.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

**UNE ÉPOQUE FORMIDABLE...** (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) : Pathé France, 9 (47-70-33-88) : Gaumont Aldésia, 14 (43-27-84-50) : Pathé Montparnasse, 15 (43-20-12-08).

**LA VIE DES MORTS** (Fr.) : Utopia, 5 (43-28-84-55).

**LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) : UGC Danon, 6 (42-25-10-30) : George V, 8 (45-62-41-46) : UGC Bantix, 8 (45-82-20-40) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) : UGC Maillet, 17 (40-88-00-18) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-54) : Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) : UGC Lyon Bantix, 12 (43-43-01-58) : UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) : Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

## LES GRANDES REPRISES

**A STRANGE LOVE AFFAIR** (Hol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00).

**AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE...** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD** (A., v.o.) : Pathé Haute-feuille, 6 (48-33-79-38).

**DEUX TÊTES FOLLES** (A., v.o.) : Action Christiana, 6 (43-28-11-30).

**EASY RIDER** (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

**FANTASIA** (A.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

**GLORIA** (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

**LADY FOR A DAY** (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00).

**MORT A VENISE** (It., v.o.) : Action Rive Gauche, 6 (43-28-44-40).

**LE NARCISSE NOIR** (Brit., v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).

**PINK FLOYD THE WALL** (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

**LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY ALLEN** (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

**LA PRISONNIÈRE** (Fr.-It.) : Reflet Médica Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

**QUAI DES ORFÈVRES** (Fr.) : Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-20).

**RAINING IN THE MOUNTAIN** (Hong Kong, v.o.) : Utopia, 5 (43-28-84-55).

**SUNSET BOULEVARD** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 6 (43-28-44-40).

**LES SÉANCES SPÉCIALES**

**AKIRA** (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer., jeu., sam., lun. 15 h 30.

**ALL THE KING'S MEN** (Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-84-55) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. 18 h.

**LES ANGES DE LA NUIT** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer., jeu. 17 h 30.

**BAGDAD CAFÉ** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) mer., sam. 21 h, dim. 19 h.

**BARRY LYNDON** (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 21 h 15.

**BÉRUCHET DIT LA BOULLE** (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer. 14 h.

**BRAZIL** (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer. 20 h 20 dim., lun. 20 h 10, jeu., ven., sam. 16 h, mar. 20 h.

**LE CHAMPIGNON DES CARPATHES** (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. 17 h 30.

**LE CHATEAU DE MA MÈRE** (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) mer., dim. 16 h.

**LE CRIME DE M. LANGE** (Fr.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) mer. 12 h 05.

**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS** (Pol.) : Reflet Médica Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) mer., avec.

**LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE** (Pol.) : Reflet Médica Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) mer. 12 h.

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) mer., dim. 16 h, mar. 22 h, lun. 20 h, mer. 14 h.

**DROWNING BY NUMBERS** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) mer. 10 h 40.

**L'EAU ET LES HOMMES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) film mer., jeu., ven., sam., dim., mar. 3 11 h et 13 h avec.

**EDWARD AUX MAINS D'ARGENT** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer., jeu., ven., mar. 13 h 45.

**FANTASIA** (A.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer., dim. 15 h 20, sam. 17 h.

**LA FLÛTE À SIX SCHTROUPEFS** (Bel.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) mer., lun. 13 h 30.

**LES FOURMIS TISSERANDES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) film mer., jeu., ven., sam., dim., mar. 3 11 h et 13 h.

**LA GLOIRE DE MON PÈRE** (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) mer., dim. 14 h.

**HELLZAPOPPIN** (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) mer., jeu., sam., mar. 12 h 20.

**HUSBANDS** (A., v.o.) : Accatone, 5 (48-33-86-86) mer. 19 h 30, ven. 12 h 30, sam. 22 h 10, lun. 15 h 50, mer. 19 h 40.

**INDIA SONG** (Fr.) : Danfart, 14 (43-21-41-01) mer., sam. 17 h 20.

**J'ÉCRIS DANS L'ESPACE** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) film mer., jeu., ven., sam., dim., mar. 3 10 h et 12 h.

**JULES ET JIM** (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) mer., ven., mar. 3 12 h.

**JUNGLE FEVER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) mer., jeu. 14 h, ven. 20 h, lun. 22 h.

**LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE** (Fr.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) mer. 20 h, ven. 18 h, mar. 18 h.

**LISTEN UP THE LIVES OF QUINCY JONES** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) mer., jeu. 16 h, sam. 14 h, lun. 18 h.

**LOLITA** (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer., ven., lun., mar. 21 h 10.

**LOS OLVIDADOS** (Mex.) : Latina, 4 (42-78-47-86) mer., jeu., sam., dim., lun., mar. 16 h 15, 20 h.

**LUNE FROIDE** (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) mer. 12 h, jeu., ven., lun. 14 h, sam. 0 h 15, mar. 22 h.

**MATA HARI** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) mer., sam. 18 h.

**MAURICE** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) mer. 10 h 25.

**MÉTAL HURLANT** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 19 h 45, sam. 0 h 30.

**LA MORT AUX TROUSSES** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) mer. 21 h.

**LA MORT EN CE JARDIN** (Fr.-Mex.) : Latina, 4 (42-78-47-86) mer., jeu., sam., dim., lun., mar. 18 h.

**NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) mer., lun. 14 h, jeu. 22 h, sam. 16 h, dim. 20 h.

**LE PETIT DINOSAURE ET LA Vallée DES MERVEILLES** (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicité Madoignon), 8 (43-58-31-97) mer., dim. 14 h 30, 18 h 10, sam. 16 h 10.

**PIERROT LE FOU** (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. 12 h.

**POLO EN AMÉRIQUE** (Su., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55) mer. 13 h 45, 16 h 30, sam., dim. 15 h.

**LE PREMIER EMPEREUR** (Can.-Chin.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) film mer., jeu., ven., sam., dim., mar. 3 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h.

**LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON** (Brit., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47) mer., ven., dim. 22 h.

**LA RÈGLE DU JEU** (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) mer. 19 h, ven. 17 h.

**SEXE, MENSONGES ET VIDÉO** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) mer. 22 h.

**SID & NANCY** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) mer. 10 h 50.

**STRANGER THAN PARADISE** (A., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-84-55) mer., jeu., ven., dim., lun., mar. 22 h.

**SWEET MOVIE** (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer. 18 h 10.

**TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL** (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) mer. 17 h.

**TOMBE LES FULES ET TAIS-TOI** (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00) mer., ven., dim., mar., samedis à 14 h 05, 18 h 05, 19 h 05, 20 h 05, 22 h 05 film 10 mn après.

**LES TORTUES NINJA II** (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) mer., sam. 15 h, dim. 13 h 30.

**LES TORTUES NINJA** (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) mer. 17 h.

**LE TRIOMPHE DE BABAR** (Fr.-Can.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68) mer. 13 h 30.

**TU M'ATTENDS (Fr., v.o.)** : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55) mer., jeu., ven., lun. 21 h, sam., dim. 18 h.

**UN CHIEN ANDALOU** (Fr., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) mer., jeu., sam., dim., lun., mar., avec.

**UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47) mer., ven., sam., mar. 12 h.

**UNE HISTOIRE INVENTÉE** (Can.) : Studio 28, 18 (46-06-36-07) mer., jeu. à 19 h, 21 h.

**VOYAGE SUR JUPITER** (Can.) : Cinépolis, 18 (42-08-34-00) mer., jeu., ven., sam., dim., mar., de 10 h à 21 h 40 toutes les 10 minutes.

**WARLOCK** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer., ven., dim., mar. 15 h 30.

## LES FESTIVALS

**CINÉ-CLUB CLAUDE-JEAN PHILIPPE**, Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34). L'assassin habite au 21, dim. 10 h 45 (28 f.).

**EAST SIDE STORY : URSS** (v.o.), L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83). Ca. mer. 14 h, 20 h (jeuie d'un débat avec le réalisateur), jeu. 18 h, 22 h, ven. 16 h, 20 h, sam. 22 h, dim. 16 h, 20 h, lun. 18 h, mar. 14 h, l'Incrovable, mer. 16 h 30, jeu. 14 h, ven. 18 h 30, 22 h 30, sam. 16 h, 20 h, dim. 14 h, 18 h 30, lun. 16 h, 22 h 30, mer. 16 h 30, 20 h ; Compte à rebours, Le Gaucher, mer. 16 h, jeu. 18 h, 20 h 30, ven. 14 h, sam. 14 h, 18 h, dim. 22 h 30, lun. 14 h, 20 h 30, mer. 18 h, 22 h.

**ERIC ROHMER**, République Cinéma, 11 (48-05-51-33). Ma nuit chez Maud, jeu. 19 h 20 ; L'Amour l'après-midi, ven. 19 h 20 ; Le Rayon vert, mer. 19 h 20 ; Le Genou de Claire, jeu. 17 h 30 ; 4 Aventures de Reinette et Mirabelle, dim. 11 h 50 ; la Collectionneuse, dim. 17 h 30 ; l'Ami de mon arle, sam. 12 h.

**GUERRE ET PAIX** (v.o.), Cosmos, 6 (45-44-28-80). Guerre et Paix, mer., ven., dim., mar. à 14 h, 17 h 30, 21 h ; Guerre et Paix, (1ère partie) jeu., sam., lun. à 14 h, 17 h 30, 21 h.

**HITCHCOCK** (v.o.), Action Christiana, 6 (43-28-11-30). Mr and Mrs Smith, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; le Ridesau déchaîné, jeu. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; le Mort aux trousses, ven. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Une femme disparaît, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Trente-Neuf Marches, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; l'Assommoir du Nord-Est, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; l'Ombre d'un doute, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**HOMMAGE A FRANK CAPRA** (v.o.), Action Écoles, 5 (43-25-72-07). La vie est belle, mer., ven., dim., mar. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mn après ; Arsenic et Vieilles Dentelles, jeu., sam., lun. 14 h, 16 h 30, mer. 18 h, 21 h 30 film 15 mn après.

**MEL BROOKS** (v.o.), Le Champo-Espace Jacques Tati, 5 (45-54-51-80). Frankenstein Junior, dim. à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 film 10 mn après ; la Dernière Folie de Mel Brooks, ven. à 13 h 40, 15 h 25, 17 h 10, 18 h 55, 20 h 40, 22 h 25 film 10 mn après ; le Sheriff est en prison, mar. à 14 h, 16 h 40, 17 h 20, 18 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après.

**PARIS EN VISITES**

## MERCREDI 11 SEPTEMBRE

« Le Palais de justice, les procès en cours », 14 h 15, 2 bis, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Rues, maisons du Moyen Âge autour de Saint-Gervais », 14 h 30, façade de Saint-Gervais (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Histoire du passé).

« La palatine fantôme des Tuileries et ses jardins », 14 h 30, angle quel des Tuileries/Port Royal (Sauvegarde du Paris historique).

« Le 13<sup>e</sup> arrondissement : la Suite aux-Cailles », 15 heures, sortie métro Maison-Blanche, côté Impér de l'avenue d'Italie, « Souvenirs de l'exposition coloniale de 1881 à la Porte Dorée », du Musée des arts africains à la pagode du lac Daumesnil, 15 heures, façade du Musée, 293, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

« Le couvent des Bernardines et son cellier, non autorisé au public. Promenade dans les traboules du XVII<sup>e</sup> siècle », 15 heures, 24, rue de Poissy (J. Heuland).

« Saint-Joseph des Carmes », 15 heures, 70, rue de Valenciennes (Paris et son histoire).

**CONFÉRENCES**

11 bis, rue Keppler, 18 h 30 : « Mythe et réalité du 3<sup>e</sup> coll. Entrée gratuite (Loge unie des Théosophes).

Nous avons créé un siège pour ceux qui ne tiennent pas en place.

Tous les jours, sans escale, JAL s'envole de Paris, Londres ou Francfort vers le Japon. Comme toutes les compagnies aériennes du monde, nous vous promettons de faire le maximum pour votre confort.

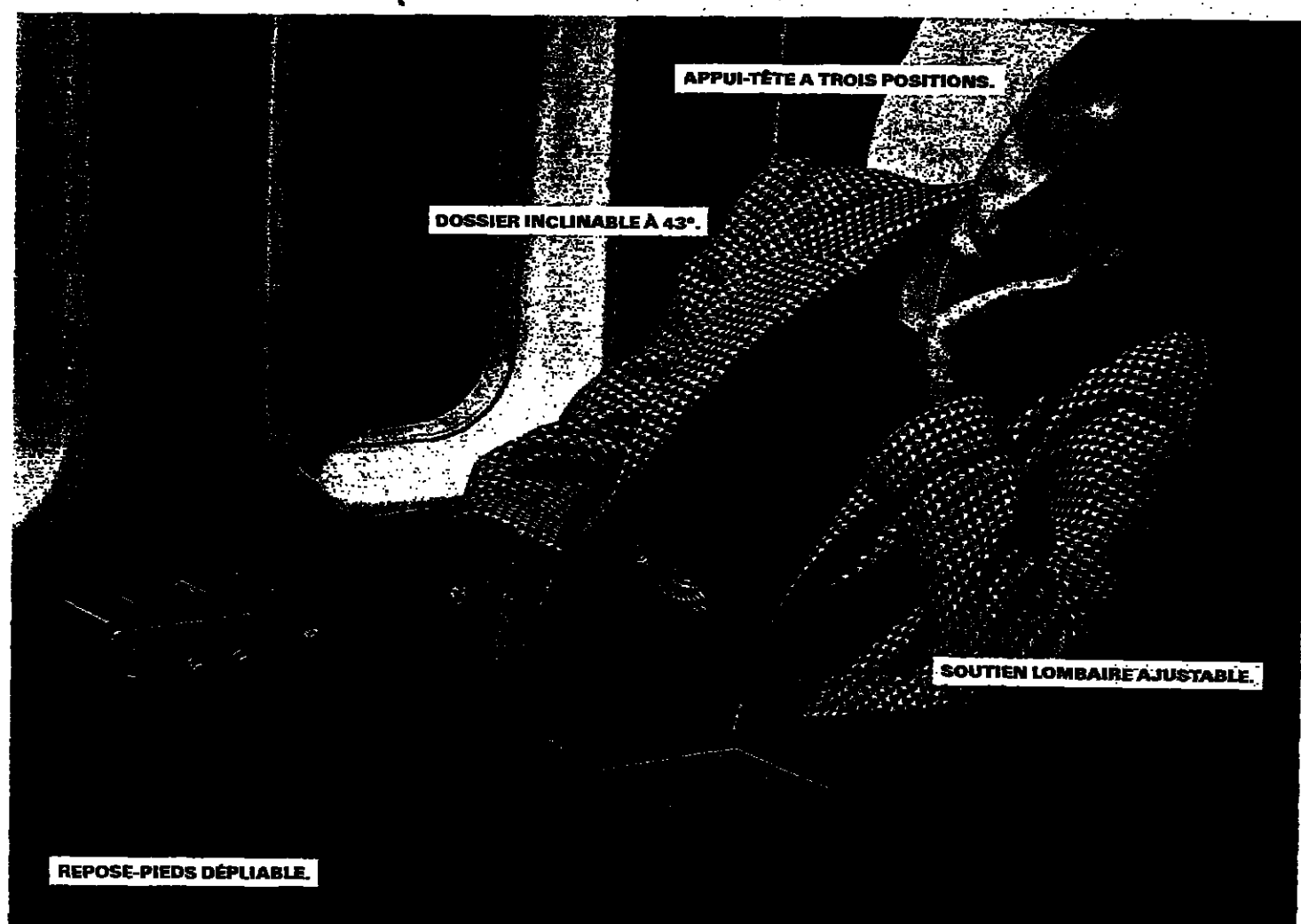
Seulement nous, nous allons plus loin que les simples intentions avec notre nouvelle classe "Affaires" et son fauteuil ergonomique.

Chaque fauteuil peut être réglé selon la morphologie de chacun : que ce soit au niveau du dos, de l'appui-tête ou du repose-pieds.

Pour le reste, vous êtes entre les mains d'hommes et de femmes qui ont élevé la notion d'hospitalité au niveau d'un "art".

Courtoisie, savoir-faire, sens du détail sont les maîtres-mots de toutes les équipes JAL.

Ils lui ont créé une réputation qui a déjà fait le tour du monde.



**JAL**  
Japan Airlines

Le confort jusqu'au bout du monde.

هكذا من الأصل



22 La crise de l'immobilier parisien  
23 Tokyo, plus grande ville du monde

23 Les ministres des finances des Douze  
réjoignent un projet d'union monétaire à deux vitesses

24 Marchés financiers  
25 Bourse de Paris

## BILLET

## Une FSM sans Soviétiques?

La Fédération syndicale mondiale (FSM), fondée en 1945 et dominée par les syndicats à direction communiste, n'en finit pas de mourir. L'échec du putsch de Moscou risque de hâter sa fin. Lors du coup d'Etat contre M. Gorbatchev, mené notamment par M. Guénadi Ianaev, l'ancien et éphémère président des syndicats soviétiques, la Confédération des syndicats d'URSS avait attendu quarante-huit heures pour faire part de ses « interrogations » et demandé l'apparition du promoteur de la perestroïka à la télévision.

En fait, la Confédération des syndicats d'URSS ne semble pas pouvoir survivre à l'écroulement de l'Union. On assiste à une dislocation de facto de cette structure confédérale, qui devrait aboutir à la réactivation ou à la transformation de structures autonomes ou indépendantes au niveau des Républiques. Le « centre » syndical, discrédité de surcroît par son comportement lors du putsch, perd aussi sa raison d'être.

Cette quasi-disparition a des conséquences immédiates sur la FSM internationale, qui parmi ses 190 millions d'adhérents revendiqués, comptait 142 millions de Soviétiques... A la fin de la semaine dernière, une rumeur faisait état de la décision soviétique de « suspendre » son affiliation à la FSM. Le 9 septembre, on indiquait à la CGT qu'une telle option était pour l'instant gelée. Mais, en réalité, note un ancien permanent, la représentation soviétique au sein de la FSM, où elle détenait les postes de secrétaire général, en la personne de M. Alexandre Jarikov, et de trésorier, « n'existe d'ores et déjà plus ». A Prague, où le gouvernement tchécoslovaque vient de réintégrer à la FSM l'ordre d'abandonner son siège, provoquant une protestation de son affiliée française, la CGT, la soixantaine de permanents ont été priés de rester chez eux. Privée de ses subsides soviétiques, elle serait même obligée de vendre son matériel. L'internationalisme de tendance communiste, qui avait pourtant tant de jouer, voit l'impulsion des Soviétiques, la carte du renouvellement lors de son congrès de Moscou en novembre 1990, est menacée purement et simplement d'extinction. Privée des Soviétiques, la FSM sera rapidement dans l'incapacité de survivre. On voit mal comment les Cubains, les Indiens, les Vietnamiens, les Polonais de l'OPZZ, les Chypriotes et les Français de la CGT — qui disposent d'une vice-présidence avec M. Henri Krauss et du secrétariat général adjoint, — pour la plupart dépourvus de moyens, pourraient poursuivre longtemps une telle fiction. Pour la CGT, le choix d'une nouvelle stratégie internationale risque d'être douloureux.

MICHEL NOBLECOURT

## Un rapport du directeur de la santé

## 13 000 médecins devraient être réorientés vers le secteur non libéral

Plus de 13 000 médecins pourraient être réorientés dans les dix prochaines années de la médecine libérale vers l'hôpital ou la santé publique, selon le constat effectué par le directeur de la santé, le professeur Jean-François Girard dans un rapport remis au ministre de la santé.

Cette opération pourrait permettre de dégager, à terme, 21 milliards de francs d'économies sur les dépenses de santé. Dans un premier temps, elle suppose toutefois qu'y soient consacrés près de 3 milliards de francs.

## Exonérations pour les jeunes en difficulté, aides aux emplois de proximité

M<sup>me</sup> Aubry prépare des mesures immédiates de lutte contre le chômage

Pressée par la brutale aggravation du chômage, M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, prépare actuellement des mesures pour l'emploi. Indépendamment du plan en faveur des PME-PMI, que M<sup>me</sup> Edith Cresson, premier ministre, devrait dévoiler le 16 septembre à Bordeaux lors du rassemblement organisé par la CGPME.

Afin d'agir vite, et obtenir des résultats rapides, deux orientations prioritaires semblent devoir être retenues, l'une pour les jeunes, l'autre pour ce qu'on appelle les emplois de proximité. Elles pourraient être annoncées dans les prochaines semaines. Comme elle l'avait expliqué dès le 3 juillet, après sa communication en conseil des ministres, M<sup>me</sup> Aubry ne souhaite pas en effet définir un vaste programme qui engloberait tout un catalogue de propositions détaillées et chiffrées. Elle préfère privilégier certains axes, qu'elle compte compléter son dispositif au fur et à mesure des besoins.

## Eviter la substitution

Une bonne illustration de cette méthode est fournie par le traitement du dossier des jeunes. Trop longtemps, et notamment tout au long de l'été, celui-ci a été perturbé par le débat sur le SMIC-jeunes, dont M. Pierre Bérégovoy se fit l'ardent défenseur face au ministre du travail, qui ne voulait pas en entendre parler. Depuis que, la semaine dernière, le ministre de l'économie a renoncé à ce qu'il a appelé un SMIC d'insertion, une

occasion se présente, qui laisse toute la place aux arguments de M<sup>me</sup> Aubry.

Que dit-elle? Tout à la fois que la France est confrontée à l'énorme problème posé par la présence de nombreux jeunes sans qualification qui s'installent dans le chômage et à un manque de main-d'œuvre, y compris non qualifiée, ainsi que le révèle les premières actions entreprises en commun par les PME-PMI et l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Sa crainte, vérifiée par l'expérience, serait de voir les entreprises embaucher à leur place des jeunes ayant le niveau CAP, tandis que les 120 000 jeunes sans diplôme viendraient s'ajouter aux 450 000 qui sont déjà inscrits sur les listes de chômage.

Mais ces jeunes en difficulté ne

doivent pas être tous traités de la même façon. Certains sont prêts à se former, sont motivés, et peuvent être accueillis dans le dispositif de crédit-formation individualisé (CFI). D'autres, qui peuvent travailler, sont en mesure de correspondre aux besoins des branches, examinés par département, tels qu'ils apparaissent au travers de la mise en place des « carrefours pour l'emploi » et la formation des jeunes ». Ceux-là, ainsi que le patronat s'y engage, pourraient bénéficier des différents contrats de formation en alternance, déjà rémunérés en dessous du SMIC. Pour une troisième catégorie de jeunes, en situation totale d'échec, l'intégration progressive passerait par les entreprises d'insertion, largement réhabilitées, et qui vont profiter d'un soutien accru. A par-

tir du 1<sup>er</sup> octobre, les sous-préfets à la ville, nommés auprès de M. Michel Delebarre devraient créer une instance commune pour piloter des projets d'insertion.

A la lumière de ces groupes, il y a tous ceux qui voudraient travailler, ne le peuvent pas, et pour lesquels les emplois disponibles n'existent pas en l'état, occupés qu'ils sont par d'autres, plus qualifiés. C'est pour ceux-là seulement que le ministre du travail songe à une disposition qui réduirait le coût du travail, sous la forme d'exonérations ciblées, limitées aux PME, à laquelle M. Bérégovoy s'est finalement rallié. Il s'agirait, comme dans le cas des contrats de retour à l'emploi (CRE) pour les chômeurs plus âgés, de permettre l'accès à l'emploi de ces jeunes chômeurs envoyés par les « carrefours » et embauchés en contrat à durée indéterminée. Concrètement, la mesure n'est pas arrêtée, mais elle pourrait ressembler à une exonération de charges sociales pendant une durée d'un an. L'objectif est clair: il est moins question de créer des emplois supplémentaires que de faire en sorte qu'ils aillent à ceux qui correspondent aux postes. Par cette aide, on veut empêcher la substitution et, en escomptant sur un effet qualitatif, on espère changer le type de population recrutée.

## Défiscalisation ou aide directe?

Les emplois dits de proximité, que l'on préfère maintenant désigner sous les vocables d'emploi de services aux personnes ou aux familles, termes qui sont jugés plus explicites, constituent un deuxième volet pour l'action du ministère. Ils devraient faire l'objet d'un schéma qui sera connu dans les prochains jours. Si les obstacles techniques sont franchis, on croit à leur

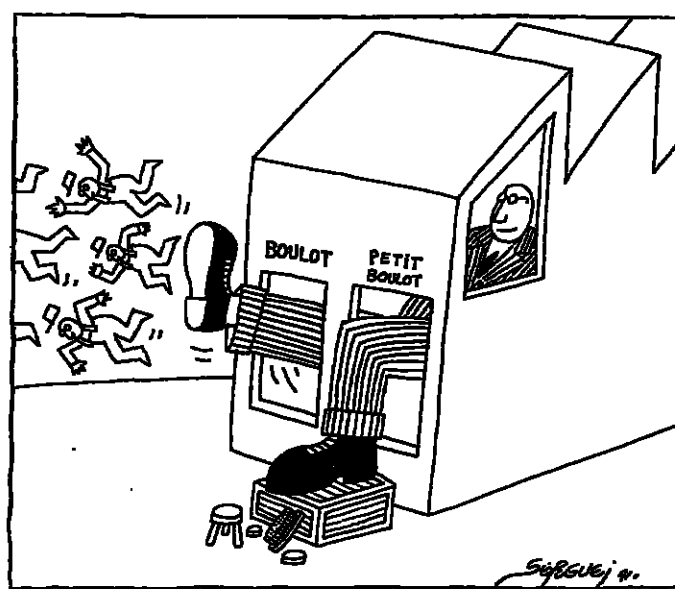
impact quasi instantané sur le volume des emplois offerts.

Vieille idée, souvent agitée par les différents ministres du travail, et notamment par M. Philippe Séguin, qui avait été à l'époque accusé de vouloir créer des « petits boulots », l'aide aux emplois de proximité bute en effet sur un certain nombre de difficultés. Ne va-t-on pas financer tous les emplois déjà existants avant même de soutenir le premier poste nouveau? Ne risque-t-on pas, soit d'offrir artificiellement une main-d'œuvre à bon marché à des familles qui n'en auraient pas durablement les moyens, soit de subventionner des foyers qui ne sont pas dans le besoin?

Pour réussir, le ministre du travail réfléchit donc aux systèmes qui permettraient de toucher les catégories, par exemple les cadres moyens, susceptibles de créer des emplois avec des aides. Le levier lui-même est encore à l'étude, mais on pense à une défiscalisation des salaires versés, comme cela existe pour les entreprises, à des exonérations d'impôt à cibler ou pas, ou encore à des aides directes avec un barème en fonction des tranches. On cherche les moyens de ne pas provoquer d'effets de seuil, on imagine des plafonds et des pourcentages et, surtout, on essaie d'inventer un dispositif qui ne soit pas trop lourd.

D'ici au mois d'octobre, tout devrait être tranché, parce que M<sup>me</sup> Aubry est convaincue qu'il est maintenant plus que temps d'apporter des réponses concrètes. Ensuite, l'état un peu desserré, elle voudrait pouvoir enfin s'occuper du grand chantier qui la passionne et dont elle est persuadée qu'il déterminera le succès de sa politique de l'emploi, le changement du travail.

ALAIN LEBEAUSE



Dans l'hypothèse d'une baisse des commandes du char Leclerc

## Le PDG de GIAT-Industries redoute « l'effondrement général du plan de charge » de son groupe

## SAINT-ETIENNE

de notre correspondant

Lors d'une réunion de presse organisée simultanément sur tous les sites industriels de GIAT-Industries, la CGT a rendu publique, lundi 9 septembre, une lettre adressée le 7 août dernier par M. Pierre Chiquet, président-directeur général du groupe, à M. Pierre Joxe, ministre de la défense. Pour les représentants syndicaux, la teneur de cette lettre confirme les menaces qui pèsent sur les effectifs de la société, puisque le patron de GIAT-Industries fait état, en dehors de toute considération conjoncturelle, d'un nouveau plan de restructuration à l'étude, qui porte sur deux mille suppressions d'emplois supplémentaires avant la fin de 1993.

Dans une note jointe sur les « Enjeux de GIAT-Industries », M. Chiquet esquisse la trame d'un scénario catastrophe pour sa société en cas de modification du programme du char Leclerc. « Si le

démarrage du char Leclerc entre 1993 et 1995 n'était pas respecté, toute velléité à l'export s'effondrerait, les prix deviendraient exorbitants, le plan de charge de GIAT-Industries s'effondrerait dès 1993, d'où le licenciement de milliers de personnes, la fermeture d'au moins trois centres (Toulon, Saint-Etienne, Toulouse), la réduction drastique des autres, la perte de l'image de GIAT-Industries à l'exportation et l'effondrement général du plan de charge de GIAT-Industries », écrit-il avant de conclure: « Le coût d'un tel désastre serait d'un autre ordre de grandeur que l'économie que l'on aurait pu faire, et l'autonomie de la France en matière d'armement terrestre devrait être définitivement abandonnée. On voit mal alors comment l'équipe mise en place accepterait d'assumer cette situation. »

Au siège du groupe, on ne contestait pas l'existence de cette lettre, tout en remarquant qu'elle était datée du début du mois d'août, c'est-à-dire à un moment où le projet de budget d'équipement militaire

en 1992 — avant l'ultime arbitrage (le Monde du 3 septembre) — laissait entrevoir une baisse des crédits de 4,7 % en francs courants. Pour les responsables du groupe, ce courrier est un signal, « une façon d'alerter l'administration de tutelle » sur les conséquences sociales des suspensions de certaines commandes « comme des bruits alarmistes pour ne pas le laisser craindre ».

La publication de cette lettre est aussi à replacer dans le contexte des dernières discussions budgétaires qui devraient s'achever lors du conseil des ministres du 18 septembre. A cette date, M. Chiquet réunit également les représentants syndicaux de GIAT-Industries et, de son côté, la Fédération CGT des travailleurs de l'Etat a prévu d'organiser le même jour, dans tous les arsenaux, une journée de manifestations.

GIAT-Industries emploie environ quinze mille personnes et la fabrication des matériels blindés (chars, véhicules divers et canons) représente environ 60 % de l'activité du groupe qui est, d'autre part, en discussion avec plusieurs clients étrangers du Leclerc, notamment l'Arabie saoudite, (cinq cents exemplaires), les Emirats arabes unis (trois cent quatre-vingt-dix), la Suède (cent vingt) et Qatar (cinquante).

VINCENT CHARBONNIER

## Le déficit de l'UNEDIC dépasserait les 16 milliards de francs d'ici à la fin de 1992

Les prévisions de déficit pour le régime d'assurance-chômage s'aggravent. Dans la perspective de la rencontre du 23 septembre entre les partenaires sociaux, gestionnaires de l'institution, les services statistiques de l'UNEDIC ont révisé leurs évaluations, qui sont plus inquiétantes que les précédentes (le Monde du 27 août). En tablant sur 310 000 chômeurs de plus en 1991, alors qu'il y en a eu 233 000 de plus à la fin juillet, le déficit s'élèverait à 7,3 milliards de francs.

Si la reprise commençait à

1 800 suppressions d'emplois prévues

## Citroën n'exclut pas des licenciements « secs » dans ses usines de Rennes

Le plan de 1 800 suppressions d'emplois aux usines Citroën de Rennes pourrait comporter des licenciements « secs ». Il s'agit d'une « hypothèse que l'on ne peut pas écarter », a indiqué, lundi 9 septembre, M. François Cusey, directeur des affaires sociales de la firme, à l'issue du comité central d'entreprise. Au cours de celui-ci, la direction a confirmé, outre les réductions de postes ouvriers à Rennes (14 200 salariés), la suppression de 155 postes administratifs au siège social de Citroën à Neuilly, où travaillent 3 500 personnes.

Dans l'éventualité où le constructeur automobile obtiendrait des pouvoirs publics une dérogation permettant aux ouvriers de partir en pré-retraite FNE dès cinquante-cinq ans (au lieu de cinquante-six ans et deux mois), jusqu'à 900 personnes seraient concernées. Dans le cas contraire, 588 salariés au maximum pourraient quitter l'entreprise de cette manière. Pour faciliter les départs volontaires, Citroën a également proposé une prime de 25 000 à 30 000 francs qui viendrait s'ajouter aux indemnités de licenciement. Lors du prochain CCE du 30 septembre, la direction fera connaître le dispositif qu'elle compte mettre en œuvre, mais il n'est pas acquis qu'à cette date les négociations avec le ministère du travail auront abouti.

Selon le constructeur, les origines rurales d'un grand nombre d'ouvriers des usines Rennes — qui comptent encore un certain nombre d'« ouvriers paysans » poursuivant, parallèlement à leur emploi dans l'automobile, une activité agricole — pourraient constituer un terrain favorable aux départs volontaires. En revanche, les syndicats — qui ont unanimement voté contre le plan présenté par Citroën — estiment que le faible degré d'industrialisation de la région rennaise et les difficultés que risquent de connaître les sous-traitants ne favoriseraient pas les reclassements.

Le niveau des sureffectifs actuellement mis en avant pourrait cependant évoluer dans les prochains mois, en fonction de la situation du marché automobile, dont le ralentissement a été particulièrement ressenti sur les ventes de la XM, le modèle haut de gamme fabriqué à Rennes. Quoi qu'il en soit, le constructeur compte maintenir ses objectifs en termes de gains de productivité.

J.-M. N.

## La Cogema envisage la fermeture de son site de Razès (Haute-Vienne)

La Cogema, filiale du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) spécialisée dans la production de combustible nucléaire, devrait présenter, le 18 septembre, un projet de fermeture de sa division minière de la Crouzille, à Razès (Haute-Vienne), lors du comité central d'entreprise qui doit se réunir le jour même à Vélizy.

Les syndicats ont été informés, lundi 9 septembre, du projet. Le site d'extraction de la Crouzille emploie 464 personnes. Mais 746 emplois au total pourraient être concernés, car la Cogema aurait aussi prévu des restructurations dans son établissement de Limoges (282 salariés), qui effectue des prestations de services pour le gisement d'uranium.

La direction se serait engagée à ne procéder à aucun licenciement.

هكذا من الأصل

## ÉCONOMIE

## LOGEMENT

Gonflement des stocks, allongement des délais de vente, baisse des prix

## La crise de l'immobilier parisien semble s'aggraver

Succédant à l'euphorie de ces dernières années, un brusque vent de pessimisme souffle sur l'immobilier parisien : le nombre des transactions diminue alors que les délais de vente s'allongent, les stocks gonflent... Pour la première fois depuis longtemps, les notaires font état de prix « étalés » au premier semestre de cette année.

« Vous cherchez un logement ? composez le... », 3615 code XXXX... « A vendre, beau 3 pièces standing », le « réflexe logement »... Jamais les murs de la capitale n'ont autant parlé d'immobilier qu'en ces jours de rentrée. Signe que quelque chose a changé sur ce marché, qui baissait depuis trois ou quatre ans dans

une douce euphorie. Tout est fait pour attirer le chaland. Et, preuve supplémentaire du malaise, l'un des promoteurs les plus en vue de la place, Kaufman et Broad, part en guerre contre le crédit immobilier cher, proposant 9,65 % sur tous ses programmes en cours.

Cette initiative est un pavé dans la mare des professionnels de l'immobilier et des banques... mais aussi du gouvernement : depuis des mois, le ministre de l'économie n'appelle-t-il pas de ses vœux une baisse des taux et Bercy ne risque-t-il pas de faire approuver un budget « taille de guêpe » pour le logement ?

Kaufman et Broad dit aujourd'hui tout haut ce que nombre de professionnels n'osent pas avouer clairement, effrayés à l'idée d'enclencher une psychosé à la baisse des prix : « Le marché immobilier

parisien (...) marque depuis quelques mois une pause ». Les professionnels évitent de prononcer le mot tabou de « crise ». Mais tous reconnaissent que l'on traverse une période d'« attentisme » et que la rentrée sera décisive.

Premier signe tangible de changement : dans Paris intra-muros, le chiffre d'affaires des agents immobiliers a baissé au premier trimestre de 50 % environ par rapport aux trois premiers mois de 1990 qui étaient encore exceptionnels. Au premier semestre, il n'atteint que 70 % à 75 % de celui de l'année précédente. Selon M. Jacques Laporte, président adjoint de la FNAIM, ce retrait est dû surtout à un recul du nombre de transactions, l'effet prix étant plus limité. Une analyse que confirment les notaires : au premier semestre, leurs chiffres provisoires montrent

une baisse de 30 % du nombre de mutations d'appartements par rapport à la même période de 1990.

A Paris, il faut plus de temps pour vendre son appartement : 6 mois en moyenne (à condition d'être au prix du marché) selon les notaires. Conséquence : le stock de disponibles est trois à quatre fois plus gros que lors de la période euphorique.

Conclure à une baisse des prix des logements vendus à Paris est pourtant un peu rapide, même s'il ne fait pas de doute qu'un coup d'arrêt est donné à la hausse très forte (20 % l'an) de ces dernières années.

Avant toute chose, il faut distinguer entre le neuf et l'ancien. Ainsi, pour M. Jean-Jacques Piette, président du Comptoir des entrepreneurs, on assiste, certes, à un ralentissement des ventes dans le neuf parisien mais sans baisse des prix. Si l'on en croit les pessimistes, les délais de commercialisation des programmes se sont allongés de quatre à cinq mois. Au Comptoir, on constate plutôt deux mois.

## « Propriétaire de dettes »

M. Henri Heugas-Darraspen, chargé d'études à l'observatoire foncier immobilier du Crédit foncier, fait état d'une baisse de 59 % du nombre de commercialisations de logements neufs au premier trimestre 1991 par rapport aux excellents trois premiers mois de l'année précédente. Cette tendance s'est confirmée au deuxième trimestre (-40 %), plaçant le rythme annuel à 1 300 logements contre 1 900 en 1990 et 3 000 en 1989.

Le prix de vente moyen du neuf était de 32 000 francs le mètre carré en mars 1991 contre 33 000 francs en septembre 1990. Le stock disponible par rapport au deuxième trimestre 1990 a augmenté de 50 %, pour atteindre dix-huit mois de vente. Pendant les beaux jours, il était de moins de deux trimestres.

La conjoncture étant moins bonne, on retrouve dans le neuf les rabais de fin de programme sur les appartements mal situés qui avaient disparus pendant la période euphorique. Ces décotes réapparaissent aussi entre le neuf et l'ancien, d'une part, et au sein du logement ancien, d'autre part. Car, comme le note M. Massot, responsable des études sur l'habitat à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France, « le neuf, à Paris, c'est infime ».

Ainsi, le différentiel entre l'ancien de belle qualité et le neuf qui avait disparu - le second tirant vers le haut les prix du premier - réapparaît, sans que l'on retrouve encore les 20 % traditionnels. Ainsi, selon le patron du Comptoir des entrepreneurs, la baisse de ces beaux logements anciens n'est encore que de 12 %. « Si cela dépasse les 20 %, on pourra dire qu'il y a crise », affirme-t-il.

Peut-être faut-il même nuancer encore plus : selon les notaires, les biens exceptionnels - par leur qualité ou leur emplacement - réservés aux « happy few » (ils ne représentent que 3 % à 5 % du marché) n'ont pas souffert et enregistraient encore au premier semestre une « petite hausse » par rapport à l'année précédente. En

revanche, ils parlent de « pause des prix » dans les logements de bonne qualité.

Les agents immobiliers font exactement le même constat : M. Laporte, pour la FNAIM, met l'accent sur l'existence de « micro-marchés » dans l'ancien. « Certains prix sont à peu près identiques, d'autres ont baissé de 15 % à 20 %. En fait, le marché est devenu plus sélectif », explique-t-il. « Il y a un an et demi, n'importe quel vendeur n'importe quoi à n'importe quel prix. Maintenant les acheteurs prennent le temps de réfléchir », explique-t-il. Cet attentisme des acheteurs s'explique par une série de raisons.

D'abord, puisque les stocks ont gonflé, les postulants peuvent comparer les offres qui leur sont faites et réintroduire des éléments d'environnement (orientation, transports en commun, commerces...) dans leur décision.

Le niveau moyen des prix, ensuite, est dissuasif pour toute une tranche de population. « Les prix ont augmenté de 20 % à 25 % par an, ce qui correspond à un doublement en quatre ans. Ce n'était pas supportable. La solvabilité des acquéreurs ne suivant pas, on finit par être dans un marché interdit aux primo-accédants », note M. Laporte. Sont aussi exclues de Paris les familles qui vont en banlieue dès qu'un enfant paraît.

Troisième frein à l'achat : les taux d'intérêt. « Vous êtes propriétaire de quoi ? Propriétaire de dettes », s'exclame un professionnel traduisant le déconfort de certains accédants qui, non seulement ne peuvent emprunter davantage, mais doivent, en plus, acquitter des intérêts réels énormes. Pourtant, les taux élevés peuvent jouer en faveur des acheteurs. Car, face à eux, on trouve des vendeurs, également immobiliers, et également endettés.

C'est le cas de particuliers qui, ayant anticipé une cession rapide de leur bien, ont déjà acheté un autre logement : soit ils doivent se résoudre à brader, soit ils doivent payer un (très onéreux) crédit-relais, soit ils perdent leur apport personnel... Selon M. Heugas-Darraspen, on voit d'ailleurs apparaître sur le marché une nouvelle race de professionnels qui - pariant sur une hausse à long terme des prix - se sont fait une spécialité de racheter, avec une confortable décote, les biens de ce type de propriétaires. Mais les promoteurs et, surtout, les marchands de biens - qui « tenaient le marché » lors du boom - font aussi les frais de l'attentisme.

Ces derniers s'étaient fait une spécialité du rachat d'immeubles entiers à des propriétaires désirant vendre parce qu'ils étaient incapables de régler des frais de succession ou des gros travaux. Après avoir incité les locataires-occupants à partir - avec des méthodes parfois peu reluisantes - ils revendaient les appartements deux fois, voire deux fois et demi plus cher, contribuant à la réduction du parc locatif privé parisien et à l'envoie des prix (d'autant qu'il se revendaient couramment les immeubles les uns aux autres). Ainsi, selon M. Massot, alors que le prix du mètre carré doublait, celui des immeubles triplait.

Mais la plupart des marchands de biens finançaient à 80 %, voire

90 % (ou plus), ces opérations. Aujourd'hui, certains se sont fait piéger : « Nous sommes persuadés que plusieurs centaines d'immobiliers sont « plantés » : des marchands de biens les ont achetés trop cher et s'ils les vendent par appartements, les prix seront trop élevés par rapport au marché », assure M. Massot. Pourront-ils supporter durablement le gel des transactions ?

Tous les professionnels interrogés assurent que les vendeurs, à la veille des congés d'été, ne baissent pas leurs prix, attendant de voir comment les choses tourneront à la rentrée. Plus nuancé, M. Massot pense que « des vendeurs qui avaient affiché des prix sont obligés de baisser » leurs prétentions.

Tout dépend, en réalité, de l'attitude des banques. Soit elles continueront à financer les marchands de biens (encaissant au passage des agios intéressants), et ils pourront attendre des jours meilleurs. Soit, estimant que la plus basse perte est de terminer l'opération, elles les pousseront à vendre (au risque d'alimenter la baisse des prix du marché et de mettre en difficultés d'autres clients). Soit elles préféreront ne pas avouer qu'elles ont financé imprudemment des professionnels peu solides et elles feront racheter le bien par une de leurs filiales, quitte à le surpayer.

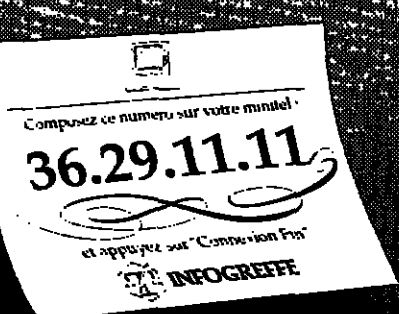
## Prudence accrue

Bien sûr, chaque banque a une réponse adaptée à chaque cas, mais il semble que la première attitude domine encore. Toujours est-il qu'elles ont toutes augmenté leurs provisions pour risques immobiliers, comme d'ailleurs elles font preuve d'une prudence accrue dans la distribution de crédits. Comment les choses vont-elles tourner ? Même si, ponctuellement, un acheteur avisé dénicher des affaires, sur le fond, M. Massot est catégorique : « On ne trouvera pas à Paris des propriétaires ayant acheté à 3 millions contraints de vendre à 2 millions, choses que l'on a vues à Londres ou à New-York ». D'abord parce que, géographiquement, ces trois villes sont très différentes, Paris étant limitée géographiquement. Ensuite, parce que, en l'absence d'une réelle politique d'aménagement du territoire, la capitale réunit toutes les commodités (scolaires, loisirs, travail, transports...) et risque fort de rester très courtisée.

Aussi, derrière ce qu'il considère comme une « crise conjoncturelle de révente », M. Claude Taffin de l'INSEE redoute-t-il une crise, structurelle et plus sérieuse à Paris, due à la combinaison des trois facteurs : les prix trop élevés, un nombre de logements neufs systématiquement insuffisant, la réduction du parc locatif privé et le gel des mouvements sur le locatif social.

FRANÇOISE VAYSSÉ

## CE SIMPLE NUMERO



VOUS PERMET DE CONNAITRE  
LE BILAN DE VOS CLIENTS,  
LE REGISTRE DU COMMERCE  
DE VOS FOURNISSEURS,  
LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET  
LE RÉSULTAT NET DE  
VOS CONCURRENTS.



sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances d'entreprises, notamment les déclarations de cessation de paiements.

Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire

Vous pouvez aussi commander copies des bilans, ainsi que les états de privilèges, et les payer par carte bancaire.

Vous pourrez recevoir un extrait Kbis sans écrire ou vous dérouter, sans frais particulier.

Pour présenter difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.



INFOGREFFE

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE 1, quai de Corne, 75011 PARIS Cedex 04 Tél. (1) 45 24 06 77



AVEC  
**PATRICK  
SABATIER**

DU LUNDI AU JEUDI  
RTL VOUS OFFRE D'ÊTRE  
AMBASSADEUR POUR  
DES VOYAGES DE RÊVE  
AUX 4 COINS DU MONDE

**"LES AMBASSADEURS"**

8H30 - 10H

RTL



PHILIPPE  
**BOUVARD**

مكتبة من الأصل



# ÉCONOMIE

L'opposition entre les pays du Sud et la zone mark

## Les ministres des finances des Douze rejettent l'union monétaire à deux vitesses proposée par les Pays-Bas

Réunis lundi 9 septembre à Bruxelles, les ministres des finances des Douze se sont déclarés opposés, dans leur majorité, à un projet présenté par la présidence néerlandaise et dont la principale caractéristique serait de consacrer l'idée d'une union économique et monétaire (UEM) à deux vitesses.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)

de notre correspondant

Le débat autour de la proposition des Pays-Bas en matière d'union monétaire porte principalement sur les conditions de passage à partir de 1997 à la troisième étape de l'UEM, celle où devrait être instaurée une monnaie unique servie par une politique monétaire commune et une politique des finances publiques étroitement coordonnées.

Contrairement à ce que suggère la présidence néerlandaise, la majorité des États membres insiste pour que les décisions de passer à la troisième étape soient prises à l'unanimité des Douze, et non pas uniquement par le petit groupe des pays qui réalisent les meilleures performances en termes de stabilité des prix, de contrôle du déficit budgétaire et de

maîtrise des fluctuations de change. M. Wim Kok, le ministre néerlandais qui préside les travaux des Douze, a rapidement fait marche arrière, insistant sur le fait qu'il s'agissait uniquement de sonder le conseil. Il viendra donc probablement avec de nouvelles propositions lors de la réunion informelle que tiendront les ministres des finances du 20 au 22 septembre à Apeldoorn, aux Pays-Bas.

Un noyau de six pays

Ces derniers comme la RFA, très satisfaits aujourd'hui du fonctionnement de la zone mark, redoutent une UEM aux règles plus lâches qui accablent sans contrôle suffisant des États membres en réalité indésirables parce que prêts à faire le pas sans s'être astreints au préalable aux disciplines nécessaires. Le projet de traité, préparé au cours du premier semestre par la présidence luxembourgeoise, confirmait, et cela n'a jamais été contesté, que le passage à la troisième étape serait décidé par les Douze à l'unanimité, avec une possibilité pour les retardataires (en termes de performances économiques) de bénéficier de dérogations et autres périodes transitoires.

Jugeant sans doute ces précautions insuffisantes, les Néerlandais proposent : 1° un renforcement des dispositions visant à vérifier

quels États membres ont atteint les résultats leur permettant de participer à l'UEM sans danger pour le fonctionnement harmonieux de celle-ci ; 2° de confier le soin aux pays reconnus ainsi les plus performants de décider la date d'entrée en vigueur de la troisième étape. Jouant cartes sur table, les Néerlandais, dans leurs « papiers », prenaient comme hypothèse probable que six pays se trouveraient, le moment venu, dans une telle situation : les trois du Benelux, l'Allemagne, la France et le Danemark.

L'Italie, pays fondateur de la Communauté, qui fait figure dans ce projet néerlandais d'illustre exclu, protesta avec véhémence. M. Guido Carli, le ministre italien du Trésor, qualifia les dispositions concernant le passage à la troisième étape de « procédure aberrante », écartant l'idée que, pour la première fois de l'histoire de la Communauté, un petit groupe de pays (les six supposés les plus vertueux) puisse prendre une décision en tout état de cause très importante pour tous.

En outre, M. Carli, comme plusieurs autres ministres, estima qu'il fallait se garder d'appliquer des critères trop mécaniques - des critères « coupés » - comme les qualifia son collègue portugais - pour apprécier le degré de convergence des différentes économies de la CEE. Les Français et les Danois, peut-être flattés d'être

identifiés parmi les six privilégiés dignes de servir de noyau à l'entreprise, préféreraient néanmoins une UEM plus équilibrée, où davantage de pays viendraient à côté d'eux dans les nouvelles institutions contrebalancer le poids de l'Allemagne. « L'objectif n'est pas d'étendre la zone mark », a commenté M. Anders Fogh Rasmussen, le ministre des finances danois. M. Pierre Bérégovoy insista pour « favoriser ce qui peut se faire à deux », M. Jacques Delors, quant à lui, a estimé qu'« une UEM à deux vitesses ne serait pas acceptable politiquement ».

M. Horst Köhler, le secrétaire d'État aux finances allemand, a, au contraire, fortement appuyé le projet néerlandais. Il redoute qu'au bout du compte « les Douze soient tentés, pour des raisons politiques, de tourner le dos à l'exigence de stabilité économique », ajoutant, en utilisant un vocabulaire de montagnard, « qu'on ne s'accorde pas avec des gens qui risquent fort de dévisser et d'entraîner les autres dans leur chute ». Selon une opinion largement partagée, trouver d'ici le conseil européen de Maastricht (Pays-Bas) un compromis entre ces deux préoccupations ne devrait pas être hors de portée.

PHILIPPE LEMAITRE

## La Banque du commerce extérieur soviétique continuera à honorer ses dettes

La Banque du commerce extérieur d'URSS, la Vnechekonombank, « continue et continuera à honorer ses dettes », a assuré lundi 9 septembre à Moscou le directeur du service des relations extérieures de la banque, M. Vladimir Sterlikov. « Aujourd'hui, nous émettons des lettres de créances et (...) toutes les structures fonctionnent normalement », a-t-il précisé.

M. Georg Krupp, membre du directoire de la Deutsche Bank, avait déclaré la veille dans une interview au quotidien *Die Welt* qu'il était désormais impossible d'obtenir des lettres de créances des banques d'État soviétiques, et notamment de la Vnechekonombank. S'il a infirmé ces propos, M. Sterlikov a reconnu néanmoins que son pays a vécu ces dernières semaines « un tremblement de terre politique ». Outre le putsch, la Banque du commerce extérieur soviétique a dû faire face à la

situation créée par le décret du président Boris Eltsine qui a pris unilatéralement le contrôle de toutes les banques soviétiques quelques jours après le coup d'État manqué.

Ce décret signé le 25 août mais rendu public le 30 avait semé la panique chez les investisseurs étrangers ainsi qu'au sein de la banque. Mais dans une circulaire diffusée le jour-même, le gouvernement provisoire soviétique confirmait dans ses fonctions la Banque du commerce extérieur et son président Youri Moskovski. « La Vnechekonombank fonctionne donc comme avant, et toutes ses antennes dans toutes les Républiques soviétiques restent sous le contrôle de Moscou », a affirmé M. Sterlikov. « Si les Républiques veulent créer une banque du commerce extérieur, qu'elles le fassent avec leurs fonds propres », a-t-il ajouté. - (AFP)

Prochaine sortie de coupures de 200 et 500 roubles. - La hausse des prix est telle en Union soviétique que les autorités ont décidé d'imprimer pour la première fois depuis 1924 des coupures de 200 et 500 roubles, a annoncé lundi 9 septembre l'agence TASS. Jusqu'à présent, la valeur maximum des billets en circulation était de 100 roubles. La sortie des nouvelles coupures est prévue pour « le dernier trimestre de l'année en cours », a indiqué l'agence soviétique sans autres précisions. Au cours consenti aux touristes, 500 roubles valent actuellement environ 100 francs français.

L'Union soviétique achète 100 000 tonnes de maïs américain. - L'Union soviétique a acheté 100 000 tonnes de maïs américain, a annoncé lundi 9 septembre le département américain de l'Agriculture. Il s'agit du premier achat soviétique de céréales américaines depuis l'échec du coup d'État du 18 août. L'administration américaine a débloqué 315 millions de dollars en garanties de crédits après le retour de M. Gorbatchev au pouvoir, au titre des 500 millions de dollars qui devraient être disponibles le 1<sup>er</sup> octobre prochain dans le cadre des garanties accordées à l'URSS en juin dernier.

## Conséquence de la baisse des taux et des prix du pétrole Le FMI prévoit une croissance mondiale de 3 % en 1992

Selon les prévisions que le Fonds monétaire international (FMI) devrait rendre publiques avant sa réunion annuelle le mois prochain, l'économie mondiale devrait se redresser légèrement l'année prochaine après avoir traversé sa plus mauvaise passe depuis près de dix ans.

Le FMI prévoit une accélération de la croissance à un rythme proche de 3 % en 1992, après une contraction de 1 % en 1991, ont déclaré, dimanche 8 septembre, des hauts

fonctionnaires du FMI selon l'agence Reuters. La baisse des taux d'intérêt et des cours du pétrole devrait permettre à l'économie de se redresser. La reprise devrait être tirée par la croissance des États-Unis, qui devrait atteindre environ 3 % en 1992 après une légère contraction en 1991. Le FMI s'attend à un ralentissement de la croissance japonaise à moins de 4 % l'an prochain contre un peu plus de 4 % cette année. En Allemagne, la croissance serait d'environ 2 % en 1992 contre 3 % ou plus cette année.

Une étude de l'INSEE

## Tokyo plus grande ville du monde

La plus grande ville du monde n'est pas Mexico, comme on le dit généralement, notamment dans les statistiques des Nations unies. Si l'on en croit un article d'*Economie et statistique*, cette première place revient à Tokyo, qui abrite 34 millions d'habitants dans des « districts densément habités » et sans interruption, suivie par la « mégapole centrale » des États-Unis, 23,5 millions d'habitants, « la plus vaste agglomération du monde » avec 14 150 kilomètres carrés d'un seul tenant, de Springfield (Massachusetts) aux confins du Maryland. Selon ce critère de densité et de continuité, Mexico, avec 15,9 millions d'habitants qu'au quatrième rang, derrière Sao

Paulo (17 millions), devançant de peu Séoul, qui entasse 15,8 millions d'habitants sur une surface trois fois plus réduite. De même, des communes comme Shanghai, Pékin et Tianjin (Chine), comprenant de vastes zones rurales, ne doivent pas être considérées comme une seule ville. En revanche, aux « mégapoles » à un seul centre comme toutes celles-là, il faudrait ajouter les « conurbations » (réunissant plusieurs centres d'importance comparable) comme le Wiltshireland de Johannesburg, l'ensemble Rhin-Wupper-Niers (Düsseldorf, Wuppertal...) en Allemagne, Miami, Tampa ou San Francisco aux États-Unis.

G. H.

## Prochain retrait des pièces de 10 francs unicolores

Les pièces de 10 francs « unicolores » vont être retirées de la circulation au profit des « bicolors » d'une taille plus européenne, c'est-à-dire plus petite, plus légère, moins facilement imitable et... moins salissante.

Leur cours légal sera suspendu le 1<sup>er</sup> octobre : un commerçant aura donc le droit de refuser ces pièces. Celles-ci pourront être échangées dans les banques et les bureaux du Trésor jusqu'au 31 octobre.

Dessinée par Mathieu et lancée en 1974, la pièce de 10 F est la première pièce française à faire l'objet d'un plan de retrait de cette envergure. On en compte encore 360 millions en circulation.

RECTIFICATIF. - Dans l'article consacré à Pierre Guillaumat (*Le Monde* du 30 août), une maladresse de style nous a fait écrire que Clemenceau avait été contraint de monétiser auprès des Américains en 1917 le carburant nécessaire à l'alimentation des taxis de la Marne. L'épisode des taxis de la Marne a été à l'origine de la prise de conscience de l'importance stratégique du pétrole, mais il se situe en 1914

## CONJONCTURE

Pour M. Kohl l'économie de l'ex-RDA a atteint « le creux de la vague »

Selon le chancelier allemand M. Helmut Kohl, qui s'exprimait à Bonn lundi 9 septembre devant une réunion de syndicats, le déclin de l'économie des régions à l'est de l'Allemagne se termine. « Le creux de la vague a été atteint » dans l'économie de l'ex-RDA, a affirmé la même journée le porte-parole du gouvernement allemand, M. Dieter Vogel, à l'issue d'une rencontre entre le chancelier et les principaux responsables de l'économie allemande. M. Vogel a cité les secteurs de l'artisanat, de la construction et des services. - (AFP)

et non en 1917. En revanche c'est bien à la fin de 1917 que Clemenceau, qui venait d'être nommé président du conseil, a lancé un appel très pressant au président Wilson pour obtenir le carburant dont la France était privée depuis l'entrée en guerre des Américains. Il concluait par cette phrase : « Dans les batailles de demain, l'essence sera aussi nécessaire que le sang. »

## REPÈRES

### PÉTROLE

L'Iran souhaite que Ryad l'aide à fixer le prix du baril à 21 dollars

Le quotidien iranien *Teheran Times*, proche du gouvernement, a affirmé lundi 9 septembre que l'Iran « attendait que l'Arabie saoudite fasse tout son possible pour fixer le prix du baril à 21 dollars », soulignant que « dans le passé, Ryad avait empêché les efforts d'autres pays en vue de soutenir le prix du baril ». « L'Iran espère que l'Arabie saoudite révisera fondamentalement sa politique dans ce domaine » ajoute le quotidien. A deux semaines de la conférence de l'OPEP qui doit se tenir le 24 septembre à Genève, le royaume saoudien ne semble cependant pas disposé à encourager une hausse des cours, qui oscillent actuellement autour de 18 dollars, et a même constitué d'importants stocks flottants afin d'éviter toute flambée à l'approche de l'hiver. - (AFP)

### CEE

Les Douze accordent un prêt de 400 millions d'écus à l'Algérie

Les ministres des finances de la Communauté européenne ont décidé, lundi 9 septembre, d'accorder à l'Algérie un prêt de 400 millions d'écus (2,8 milliards de francs) pour lui permettre de faire face à ses difficultés financières et soutenir son redressement économique. Ce montant sera débloqué en tranches de 250 et 150 millions d'écus. L'Algérie avait demandé un prêt de 800 millions.

La libération de la première tranche de 250 millions d'écus dépendra de la conclusion d'un accord en négociation entre Alger et les banques privées pour que ce prêt ne serve pas à rembourser une partie de la dette extérieure algérienne, a souligné un porte-parole de la Commission européenne. Cet accord devrait être obtenu dans les quinze jours.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ARTS  
**Le Monde** et SPECTACLES





7 JOURS SUR 7  
RTL VOUS OFFRE 1 h 30  
DU RIRE LE PLUS CÉLÈBRE DE FRANCE.  
"LES GROSSES TÊTES"

"LES GROSSES TÊTES"

RTL

16h30 - 18h

هكذا من الأصل

## MARCHÉS FINANCIERS

Le dollar continuant de baisser

## Les marchés financiers attendent que les États-Unis diminuent une nouvelle fois leurs taux

Le dollar est nettement en baisse depuis le début de la semaine sur l'ensemble des places financières dans l'attente d'une baisse des taux américains. Engagé lundi 9 septembre, le mouvement se poursuivait mardi 10 dans le calme (5,7485 francs contre 5,8095 francs). Alors que la dette du foyer de l'argent est espérée dans de nombreux pays pour relancer l'activité, les autorités japonaises viennent d'indiquer, mardi 10, qu'elles n'avaient pas l'intention d'assouplir leur politique monétaire.

Les investisseurs anticipent un geste de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui pourrait assouplir sa politique monétaire en abaissant une nouvelle fois les taux d'intérêt, comme elle l'avait déjà fait le 6 août, en ramenant le taux des fonds fédéraux (l'argent que les banques se prêtent entre elles au jour le jour) de 5,75 % à 5,50 %.

Cette conviction du marché est née vendredi 6 septembre après la publication des statistiques du chômage américain pour le mois d'août, inchangée par rapport au mois précédent, cette donnée laisse à penser que la reprise outre-Atlantique n'est pas aussi forte qu'espérée. Aussi une détente du foyer

de l'argent pourrait-elle la dynamiser. Le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Michael Boskin, a d'ailleurs exprimé lundi le souhait que la Fed baisse ses taux. Une reprise économique plus marquée serait en effet un atout important pour M. George Bush à l'approche de l'élection présidentielle américaine de 1992.

Les intervenants espèrent que cette détente se confirmera cette semaine si les indices des prix attendus pour vendredi (13 s'avèrent satisfaisants). Ils l'ont donc anticipée, entraînant une dégradation du dollar et une détente des taux d'intérêt sur le marché obligataire. Pour la première fois depuis février, le taux des bons à 30 ans est passé sous la barre des 8 %.

Un nouvel assouplissement des politiques monétaires — en Grande-Bretagne la semaine dernière — est attendu dans d'autres pays industriels, notamment en France et au Japon. Cependant, mardi 10 septembre, le gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Mieno, démentait les intervenants en déclarant que l'économie japonaise était suffisamment dynamique et que la banque centrale pouvait s'en tenir à la politique monétaire actuelle. La croissance, bien qu'en perte de vitesse, devrait y être encore supérieure à 4 % cette année.

DOMINIQUE GALLOIS

## Alliance dans la machine-outil française

## Cazeneuve prend le contrôle de son concurrent Somab

L'opération est rare. Pour une fois, ce n'est pas un groupe étranger qui est à l'origine d'un mouvement de concentration dans le secteur de la machine-outil, mais une firme française désireuse d'atteindre rapidement une taille non marginale. La société Cazeneuve, (154 salariés et un chiffre d'affaires de 180 millions de francs en 1990), spécialiste des tours à commande numérique, s'apprête à acquérir 50 % du capital de son concurrent Somab (160 salariés et

200 millions de chiffre d'affaires en 1990) pour donner ainsi naissance à l'un des plus grands groupes français du secteur. Après cette opération, ce nouvel ensemble devrait se situer aux premiers rangs dans le secteur français des machines pour le travail des métaux, à la hauteur du groupe Brisard, qui s'est récemment illustré en reprenant le groupe marseillais Sud-Marine (réparation navale et offshore).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque Fédérative  
Crédit Mutuel

34, rue du Wacken - 67000 STRASBOURG

Les comptes de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, arrêtés au 30 juin 1991, font apparaître un total bilan de 83 milliards de francs contre 67 milliards au 31 décembre 1990.

Les crédits à la clientèle représentent 8,2 milliards de francs et les fonds propres s'établissent à 2,4 milliards après incorporation du résultat 1990.

Le produit net bancaire atteint 3767 millions de francs pour le premier semestre 1991 contre 985 millions pour l'ensemble de l'exercice 1990.

Par ailleurs, l'agence américaine de notation Standard & Poor's a confirmé la note « A1 + » attribuée au programme d'autocertification de dépôts de la BFCM ainsi qu'à son programme de certificats de dépôts à court terme émis en France.

## PARIBAS REVENUS

Société d'investissement à Capital Variable

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 10 juillet 1991, a décidé que votre société pourrait désormais intervenir sur les marchés à terme et conditionnels (MATIF) afin de dynamiser la performance (avec une limitation de ces engagements à 30 % maximum de l'actif net de la Sicav), et non plus en protection du portefeuille comme actuellement.

Par ailleurs, votre Conseil a également décidé de modifier les frais de la Sicav ainsi qu'il suit :

- Commission de souscription :
  - souscriptions en espèces : 0,20 % acquis à la Sicav
  - 1,30 % (négociation du taux entre l'émetteur et le souscripteur en fonction du montant de la souscription).
- Commission de rachat : 0,50 % (négociation du taux entre l'émetteur et le souscripteur).
- En cas de rachat massif, il est en outre prélevé une commission de 0,20 % acquise en totalité à la Sicav.
- Montant maximum des frais de gestion : 0,80 % H.T. de l'actif net, déduction faite des parts de Fonds Communs ou d'actions de Sicav en portefeuille.

Nous vous informons que l'ensemble de ces mesures entrera en application trois mois après la publication du présent avis, et fera l'objet d'un rappel dans le bulletin d'information du 3<sup>e</sup> trimestre 1991.

## NEW-YORK, 9 septembre ↓

## Sans relief

Wall Street a enregistré un léger recul lundi, en l'absence d'indications nouvelles. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a chuté à 3 007,15 en baisse de 4,48 points (soit un léger recul de 0,15 %). Quelque 109 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en baisse a légèrement dépassé celui des valeurs en hausse : 784 contre 731. 549 titres sont restés inchangés.

Selon les analystes, l'enthousiasme des investisseurs n'est pas diminué en raison des incertitudes sur la reprise de l'économie américaine. Les investisseurs attendent toujours un signe en provenance de la Réserve fédérale. Les chiffres du chômage publiés vendredi dernier sans variations sur le mois précédent devaient inciter les autorités monétaires à assouplir leur politique en matière de taux. Le recul en dessous de 8 %, pour la première fois depuis le 1<sup>er</sup> février, a fait baisser le rendement des bons à 30 ans, principale référence sur le marché obligataire américain, n'a pas profité à Wall Street. Le rendement est passé de 7,99 % contre 8,01 % vendredi soir.

VALEURS	Cours de 9 septembre	Cours de 10 septembre
Alcoa	87 1/2	85 3/4
AT&T	82 1/8	81 3/4
Boeing	82 3/8	81 3/4
Chrysler	20 1/4	20
Chrysler Financial	42 5/8	43 1/8
Eastman Kodak	39 1/8	38 7/8
Exxon	70 7/8	70 1/2
General Electric	38 3/8	38
General Motors	59 3/8	59 1/4
IBM	88 1/2	88 1/4
Intel	88 1/2	88 1/4
Modell	88 1/2	88 1/4
Pitt	88 1/2	88 1/4
Schlumberger	88 1/2	88 1/4
Union Carbide	88 1/2	88 1/4
United Tech.	88 1/2	88 1/4
Westinghouse	88 1/2	88 1/4
Xerox Corp.	88 1/2	88 1/4

## TOKYO, 10 septembre ↓

## Baisse

La Bourse de Tokyo a terminé en baisse mardi, dans un marché qui ne croit plus trop à l'intensification d'une détente en matière de taux au Japon. En clôture, l'indice Nikkei affichait un repli de 140 points à 2 221,58, après un plus bas niveau en cours de séance à 2 205,54. Le volume des transactions a été en rapport à lundi, avoisinant 300 millions de titres.

Le dénouement de certaines positions d'arbitrage a également pesé sur la cote. Cela tient, comme le constatent un professionnel, la performance du marché est plutôt décevante quand on se rappelle la bonne tenue du yen contre le dollar.

VALEURS	Cours de 9 sept.	Cours de 10 sept.
Nippon	1 050	1 050
Yamaha	1 050	1 050
Canon	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480

## FAITS ET RÉSULTATS

■ SAUR va distribuer l'eau en Centrafrique. — Le gouvernement de Centrafrique et la SAUR (groupe Bouygues), troisième groupe français de distribution d'eau, ont signé, vendredi 6 septembre, un contrat pour créer une société de droit privé, la SODECA, chargée pour quinze ans, à compter d'octobre prochain, de gérer et de développer la distribution d'eau dans le pays, afin de faire passer le nombre d'abonnés de 9 000 aujourd'hui à 20 000 en 1996. La SAUR détient 51 % de la SODECA, l'Etat centrafricain 25 %, le reste étant attribué à des investisseurs privés locaux.

■ General Motors mécontent de son partenariat avec le sud-coréen Daewoo. — Les relations de partenariat nouées de longue date entre General Motors et le sud-coréen Daewoo ont du plomb dans l'aile. Les responsables de la firme de Detroit ont récemment rencontré les autorités de Séoul pour dire leur mécontentement quant au fonctionnement de la joint-venture automobile créée en 1982 à Incheon, en Corée du Sud. General Motors qui a confirmé, lundi 9 septembre, cette entrevue se refuse toutefois à préciser les points de désaccord. Le litige entre les deux partenaires porterait à la fois sur la gestion et le financement de cette société commune qui fabrique, entre autres, des véhicules Pontiac LeMans destinés au marché américain.

■ Salut-Gobain est désormais majoritaire dans Oberland Glas. — Le groupe français Saint-Gobain a porté de 35 % à 60 % du capital sa participation dans Oberland Glas AG, numéro deux du verre emballage outre-Rhin. Saint-Gobain a racheté un bloc d'actions représentant 23 % des titres à la famille Wiegand. Les 40 % restants sont dispersés dans le public. Le groupe français avait informé en septembre 1990 l'Office fédéral des Cartels de son intention de prendre la majorité du capital d'Oberland Glas AG. L'Office avait donné son feu vert dès février 1991. Oberland Glas, qui a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires non consolidé de 824 millions de marks (2,8 milliards de francs) table sur un volume d'affaires de 900 millions en 1991.

## PARIS, 10 septembre ↓

## Effrètement

A l'image des autres places européennes, la Bourse de Paris a perdu un peu de terrain mardi. Après une ouverture en retrait de 0,37 %, les valeurs françaises ont continué d'abandonner quelques fractions au cours des échanges. A la mi-séance, l'indice CAC 40 s'inscrivait en repli de 0,47 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de la Bourse de New-York, les pertes affichées par l'indice de la place avoisinaient 0,6 %.

La Bourse de Paris n'a fait preuve d'aucune initiative. Témoin de cette faible activité, le volume des transactions qui, à la mi-séance, ne dépassait pas les 800 millions de francs. La veille, les courants d'échanges sur le marché à terme mensuel avaient porté sur 1,5 milliard de francs pour la totalité de la séance. Selon un opérateur, la place parisienne continuait de subir quelques prises de bénéfices, mais il était possible qu'avant la clôture elle reprenne un peu du terrain perdu au cours de la matinée.

Du côté des valeurs, les échanges étaient concentrés sur les valeurs du CAC 40 et les bleus en général. On relevait la forte baisse de Sextant-Avionique qui abandonnait 7,2 % à la mi-séance pour 89 000 titres dont 55 500 par application au prix de 1600 francs par action. Une autre application a été traitée sur Parifut portant sur 44 000 titres à 275 francs. Le titre CCF continuait d'être entouré et consolidé, son activité sensible avec 89 000 pièces échangées en milieu de journée.

## LONDRES, 9 septembre ↓

## Repli

Les valeurs ont terminé la séance de lundi en baisse au Stock Exchange. L'indice anglais a perdu 14,2 points à 2 653,2, soit un repli de 0,6 %. Le volume des échanges s'est sensiblement contracté, passant de 503,2 millions de titres vendus à 343,4 millions.

Les investisseurs attribuent ce recul à des rumeurs persistantes d'augmentation de capital en série et à des prises de bénéfices. Toutefois, l'ouverture en hausse de Wall Street a permis à la cote de réduire ses pertes en fin de séance. La révision en hausse, pour le deuxième mois consécutif, des ventes de détail en juillet à 0,7 % alors que les analystes prévoyaient une hausse de 0,3 %, et un rapport optimiste de l'Institut britannique des directeurs sur l'économie nationale n'ont pas réussi à inverser la tendance du marché.

VALEURS	Cours de 9 sept.	Cours de 10 sept.
Shell	1 050	1 050
Yamaha	1 050	1 050
Canon	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480
Yamaha Motor	1 480	1 480

## PARIS :

## Second marché (réflexion)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3900	3900	Innov. Hétéro	838	822
Amstel Assoc.	287	289	Isom. Computer	161 60	158
B.C.	138 90	138 90	I.P.A.M.	89	87
Banq. Varnes	806	809	Lois Invest.	250	248
Bolton (Ly)	370	365 50	Locom.	70	70
Bolton (Lyon)	219	224	Mara Comm.	116	114 50
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	938	902	Mater.	178	178
Calsonic	410	400	Publ. Filippini	400	397
Cardif	680	680	Rand.	650	652
C.E.G.E.P.	140 10	140	Shaw-Alp. E.S.	321	321
C.F.P.I.	280	279 50	S.I.M.	190	190
C.N.M.	927	927	Solent Invest. (Ly)	105 40	105
Codanor	285	287	Sorin.	438	429 50
Conform.	833	838	S.M.T. Group	130	130
Cosma	180	180	Sipra	275	275
Daphin	444	455	TET	349	347 50
Datasec	1150	1150	Thomson H. (Ly)	281	281
Danachy Worms Co.	395	395	Unilog	201	198 10
Develco	888	898	Viel et Cie	87 30	87
Devil	329 50	319	Y. St-Laurent Group	818	824
Dofco	140 80	135 20			
Edison Belland	231	231			
Europ. Population	283	278			
Financ.	122	143 70			
Financ. (group. Ind.)	131 10	130			
Grand Linc.	430	432			
Groupe Olym.	719	711			
Groupe Olym.	960	960			
L.C.C.	213	210			
Manova	124 10	125			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 septembre 1991  
Nombre de contrats : 90 619

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	186,62	186,72	186,60
Précédent	186,44	186,54	186,50

Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
109	0,17	0,47	0,56	1,04

## CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Septembre	Octobre	Novembre
	1 872	1 886	1 888
Dernier	1 874 50	1 890 50	1 914 50
Précédent			

## CHANGES

Dollar : 5,7625 F ↓

Le dollar, déjà affaibli en fin de semaine dernière, a continué son mouvement de repli mardi 10. Les opérateurs se montrent prudents, attentifs à une possible baisse des taux d'intérêt américains. A Paris, mardi 10 septembre, la devise américaine s'échangeait à 5,7625 francs contre 5,8095 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCFORT	9 sept.	10 sept.
Dollar (en DM)	1.709	1.697
TOKYO	9 sept.	10 sept.
Dollar (en yen)	135,35	134,75

LONDRES (indice <i>Financial Times</i> 4)	9 sept.
6 sept.	
100 valeurs	2 667,40 2 653,20
30 valeurs	2 093,60 2 088,60
Minet d'or	149,59 161,58
Fonds d'Etat	85,96 86,94

FRANCFORT

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	9 sept.	10 sept.
Paris (10 sept.)	9 1/8-1/4	
New-York (9 sept.)	5 3/8	

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ base	+ hauss.	Rep. +	ou dép. -	Rep. +	ou dép. -	Rep. +	ou dép. -
\$ E.-U. _____	5.7470	5.7500	+ 188	+ 198	+ 355	+ 375	+ 1010	+ 1069
\$ can. _____	5.0421	5.0470	+ 45	+ 58	+ 63	+ 94	+ 180	+ 240

## NEW-YORK (Index Dow Jones)

Flarin	3.0280	3.0223	+ 99	+ 104	+ 187	+ 197	+ 531	+ 557
FS (100)	16.4950	16.5090	+ 50	+ 110	-	+ 100	- 10	+ 276
FS	3.8766	3.8812	+ 33	+ 44	+ 69	+ 88	+ 229	+ 280
L (1 000)	4.5085	4.5545	- 69	- 65	- 158	- 124	- 524	- 464
£	9.9756	9.9866	- 70	- 31	- 164	- 118	- 294	- 179

TAUX DES EUROMONNAIES									
FRANCFORT	6 sept.	9 sept.	6 sept.	9 sept.	6 sept.	9 sept.	6 sept.	9 sept.	6 sept.
Dollar	1,646,18	1,633,06	1,646,18	1,633,06	1,646,18	1,633,06	1,646,18	1,633,06	1,646,18
TOKYO	9 sept.	10 sept.	9 sept.	10 sept.	9 sept.	10 sept.	9 sept.	10 sept.	9 sept.
Nikkei Dow Jones	22 573,98	22 525,54	22 573,98	22 525,54	22 573,98	22 525,54	22 573,98	22 525,54	22 573,98
Indice général	1 750,36	1 748,84	1 750,36	1 748,84	1 750,36	1 748,84	1 750,36	1 748,84	1 750,36

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	à l'ave	à l'ave	à l'ave	à l'ave	à l'ave	à l'ave
\$ E.-U.	5,7470	5,7500	+ 188	+ 355	+ 375	+ 1060
\$ Can.	5,9421	5,9470	+ 45	+ 50	+ 180	+ 240
Yen (100)	4,2665	4,2719	+ 82	+ 91	+ 183	+ 560

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	à l'ave	à l'ave	à l'ave	à l'ave	à l'ave	à l'ave
DM	3,4816	3,4844	- 3	- 12	- 3	- 26
Florin	3,6280	3,6223	+ 99	+ 104	+ 187	+ 531
FF (100)	16,4950	16,5090	+ 50	+ 110	+ 100	+ 270
RS	3,9766	3,9812	+ 13	+ 44	+ 69	+ 280
L (1 000)	4,5485	4,5545	- 79	- 65	- 139	- 204
E	9,5756	9,5866	- 60	- 31	- 164	- 294

## TAUX DES EUROMONNAIES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	à l'ave	à l'ave	à l'ave	à l'ave	à l'ave	à l'ave
\$ E.-U.	5,7470	5,7500	+ 188	+ 355	+ 375	+ 1060
Yen	4,2665	4,2719	+ 82	+ 91	+ 183	+ 560
DM	3,4816	3,4844	- 3	- 12	- 3	- 26
Florin	3,6280	3,6223	+ 99	+ 104	+ 187	+ 531
FF (100)	16,4950	16,5090	+ 50	+ 110	+ 100	+ 270
RS	3,9766	3,9812	+ 13	+ 44	+ 69	+ 280
L (1 000)	4,5485	4,5545	- 79	- 65	- 139	- 204
E	9,5756	9,5866	- 60	- 31	- 164	- 294

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Le Monde-RTL

## ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Mardi 10 septembre  
Xavier Gruffe,  
responsable de la mission interministérielle sur la formation en alternance,  
« Le Monde Initiatives » du 11 septembre publie une enquête sur la formation partagée.

Mercredi 11 septembre  
Hervé Dorel,  
directeur général du Top Com.

كندا من الأصل



## BOURSE DU 10 SEPTEMBRE

## Règlement mensuel

**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

**9/9**

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**FINANCIER**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - a : marché continu

هكذا في الأصل

## COMMUNICATION

En restructurant son pôle industriel en France et en Espagne

## Hachette allège sa dette d'un milliard de francs

MADRID  
de notre envoyé spécial

En bon Gascon, M. Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra-Hachette, croit « en l'Europe latine et en l'Espagne ». Depuis 1986, son groupe a largement investi dans la presse magazine espagnole grâce à la création ou au rachat de journaux (de *Teleprograma*, titre le plus vendu en Espagne avec 1,3 million d'exemplaires, à *Video Profesional*). Aujourd'hui, fort de ses huit magazines tirés à 76 millions d'exemplaires par an et d'un chiffre d'affaires 1990 de 700 millions de francs dégageant un bénéfice d'environ 15 %, Hachette Publications figure parmi le trio gagnant des éditeurs présents en Espagne, aux côtés des groupes Zeta et Grupo 16.

Mais la foi dont témoigne le patron d'Hachette en l'essor du marché espagnol de la presse, qui croit de plus de 20 % par an, ne signifie pas qu'il s'engage seul. « Notre stratégie est d'être non seulement de grands éditeurs, mais aussi d'être enrachés dans l'industrie, en imprimant des livres, des magazines et des journaux, en France et ailleurs », a-t-il précisé en dévoilant aussitôt, lundi 9 septembre à Madrid, le contenu de l'alliance récemment scellée avec le numéro un mondial de l'imprimerie, l'américain R. R. Donnelley and Sons. Au terme de cet accord, l'imprimeur américain a racheté 40 % du capital de l'imprimerie ultramoderne d'héliogravure Heliocolor, 40 % restant entre les mains

d'Hachette et le reste étant détenu par deux sociétés espagnoles, Comecosa et Tesa.

Heliocolor imprime depuis mai deux titres d'Hachette Publications (*Dies Minutos* et *Teleprograma*) sur ses deux rotatives Certi - l'une vieille de treize ans, mais entièrement rénovée, la deuxième faisant partie de la « dernière génération » - mais l'usine est en quête de nouveaux clients qui lui permettraient d'utiliser au maximum ses capacités (45 000 tonnes de papier imprimées par an en 1992, lorsqu'il y seront installées deux rotatives supplémentaires). Selon M. Lagardère, ce site d'impression en héliogravure, parmi les plus modernes d'Europe, devrait imprimer en octobre le supplément hebdomadaire de programmes de télévision *TT Hebdo*, créé par le groupe Hachette, qui équipe le quotidien aquitain *Sud-Ouest*. En l'attente d'autres clients nécessaires...

L'intérêt stratégique d'une telle alliance avec le premier imprimeur mondial, « qu'Hachette aidera à s'implanter dans le reste de l'Europe », est patent. Mais il présente aussi l'avantage d'aider à la restructuration du pôle imprimerie d'Hachette et d'alléger la dette du groupe, qui frôle les 11 milliards de francs. En plus d'un apport d'argent frais de l'ordre de 200 millions de francs par l'américain R. R. Donnelley, Hachette récupère plus de 450 millions de francs, à la suite de la vente de son imprimerie Ferry-Danel au groupe d'investisseurs Apax Partners and Cie (le *Monde* du 10 sep-

tembre). Enfin, l'abandon de créances sur cette imprimerie, leader du secteur de la fabrication de bulletins de salaires et autres bordereaux, devrait permettre à Hachette d'alléger sa dette d'environ 1 milliard de francs au total.

M. Lagardère se situe donc bien dans la perspective décrite lors de l'assemblée générale de son groupe en juin, lorsqu'il « prévoyait de réaliser 2 milliards d'actifs non stratégiques dans les mois qui viennent ». Le moteur de cette volonté, c'est bien entendu la Cinq, dont les pertes financières devraient largement dépasser, en 1991, les 560 millions de francs prévus, en dépit des démentis du groupe (le *Monde* du 6 septembre). A Madrid, le PDG d'Hachette a tenu à fustiger la campagne de presse menée à l'encontre de la Cinq, dont son groupe est l'opérateur, en indiquant qu'il n'était « aucune question de changer le management de la chaîne » et en réitérant les mots prononcés en juin : « La Cinq est un gros avion qui va décoller, il est plus facile de tirer sur lui qu'à son décollage. Ceux qui nous attaquent montrent l'intérêt qu'ils nous témoignent : on ne tire pas sur une ambulance. » Il reste que la Cinq va devoir bientôt affronter de nouvelles turbulences. Selon les informations du *Point* de cette semaine, et que l'état-major d'Hachette met quel que mollesse à démentir, deux des actionnaires de la Cinq, le groupe Hersant et le groupe Vernes, seraient sur le point de se désengager de cette chaîne.

YVES-MARIE LABÉ

En ouvrant des bureaux ou en participant au capital d'agences

## Les publicitaires japonais font irruption sur la scène européenne

A l'étroit sur leur propre marché et attirés par l'Europe, les publicitaires japonais débarquent sur le Vieux Continent.

Jusqu'ici, à l'exception du premier groupe publicitaire mondial, le japonais Dentsu - qui avait rejoint Eurocom et Young and Rubicam au sein d'HDM et avait pris pied dans le réseau européen CDP représenté en France par l'agence Alice (le *Monde* du 13 décembre 1990), - aucune autre agence japonaise n'avait réellement pénétré le marché publicitaire hexagonal.

Ainsi, l'agence Dai-ichi Tsushinsha de Tokyo est liée au groupe français FCAI, mais par une participation dans sa filiale américaine. L'agence nipponne Asatsu dispose d'une très faible participation (1,5 %) dans le réseau mondial Omnicom, dont fait notamment partie, en France, le groupe DDB-Needham. Quant au deuxième groupe publicitaire japonais, Hakuhodo, il s'est associé à FCAI pour gérer le budget Mazda et à BDDP pour Toshiba. Mais il s'agissait là d'alliances ponctuelles.

Aujourd'hui, Hakuhodo, qui disposait comme Dentsu d'un bureau à Paris, a décidé d'entrer dans le capital du groupe publicitaire français TBWA-De Plas. En participant à une augmentation de capi-

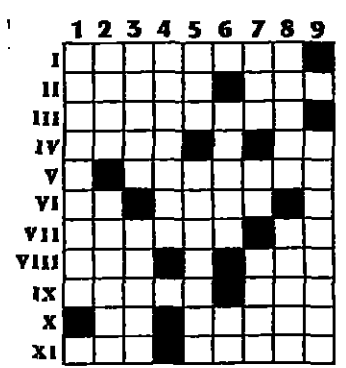
tal de 15 millions de francs, elle a ramené 11,36 % du capital du groupe français. Hakuhodo, fondé en 1895, devrait ainsi poursuivre sa collaboration avec TBWA-De Plas, commencent il y a dix ans, quand les deux groupes avaient créé aux Pays-Bas une structure commune devant permettre au publicitaire nippon de pénétrer sur le marché européen. Les deux groupes devaient aussi s'appuyer sur différents budgets qui leur ont été confiés, au Japon et ailleurs, comme Evian ou Nissan. Enfin, cet apport financier devrait permettre à TBWA-De Plas, déjà présent dans treize pays européens et aux Etats-Unis, de développer son réseau, notamment en Scandinavie et en Australie.

Une autre agence japonaise, filiale de la chaîne de grands magasins Seibu, vient de s'installer à Paris. Baptisée Intelligence et Stratégie, elle gère déjà, à Tokyo, le budget du Club Méditerranée et s'occupe de la promotion de la SEITA. L'agence devrait prospecter d'autres entreprises françaises, notamment celles du secteur du luxe.

Y.-M. L.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5604



VERTICALEMENT

1. Peuvent être des hommes du désert. - 2. César en avait fait son ancêtre. Qu'on rencontre souvent. - 3. Ont une attitude très attachante. Qu'on peut considérer comme perdu. - 4. Quand ça va très mal, peut être poussée à l'extrême. - 5. Sans taches. Comme des cartes qui n'ont pas de prix. - 6. Sur l'ongle du bon papeur. Mesure. - 7. Pas indifférent. Note. Peut être une cause d'horreur quand elle est profonde. - 8. Utile pour un lancement. Quand on le remonte, ça s'améliore. - 9. Qui sont devenus comme des carpes.

Solution du problème n° 5603

HORIZONTALEMENT

I. Ecraser le « bouillon ». - II. Terme de jeu. Revient périodiquement. - III. De l'or et de l'argent. - IV. Poussière, à l'étranger. Coule chez des voisins. - V. Peu-être noircis par les flammes. - VI. Sur la Bresse. Quand elle est fine, on ne perd rien. - VII. Passés à la machine. Entre trois et quatre. - VIII. Compagnons de jeu. Un vieux bâtiment. - IX. N'est pas de la petite bière. Lié. - X. Article étranger. Supérieure dans une communauté. - XI. Pas innocent. De beaux coins.

Horizontalement

I. Scission. - II. Ironistes. - III. La Lame. - IV. Etable. En. - V. Na. Sa. Net. - VI. Clé. Ici. - VII. Léna. - VIII. Esclandre. - IX. Opinion. - X. Suri. Emu. - XI. Eternel. Eté.

Verticalement

1. Silencieuse. - 2. Crotales. Ut. - 3. Io. Encore. - 4. Snobs. Alpin. - 5. Si. Lait. At. - 6. Isle. Canne. - 7. Ota. Ni. Dôme. - 8. Némée. Brout. - 9. Semi. Enta.

GUY BROUTY

## CARNET DU Monde

## Naissances

Le docteur Jean BERNARD-BRUNEL et M<sup>me</sup> sont heureux de faire part de la naissance, le 5 juillet 1991, à Erment (Val-d'Oise), de leur dixième petit enfant :

Anthelme, frère d'Adrien, Léandre et Théophile, cousin d'Aurélien et Alice, Victor et Edouard, Jessica et Tristan.

9, rue Barbès, 92400 Courbevoie.

La Lame de fond

a la joie d'annoncer l'adhésion du benjamin de ses militants,

Léonard, né le 5 septembre 1991, chez Siegfried HULOT et Isabelle GUILLEMAIN.

Université Paris-X, 92001 Nanterre.

Patricia et Jean-Philippe, Clans,

ont la joie de faire part de la naissance de

Rosalie

née le 30 août 1991 à Paris.

Patricia Chapuis, Jean-Philippe Châquis, 4, avenue du Château, 92190 Meudon.

## Mariages

Françoise BOURGAIN et Philip WADE

ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 21 août 1991, à Beurs-en-Othe (Yonne).

16, rue Barbette, 75003 Paris.

## Décès

Annabelle et Raphaël, ses enfants, M. Joseph Cohen, M<sup>me</sup> Colette Bismuth-Cohen, M. et M<sup>me</sup> Philippe Cohen et leurs enfants, M<sup>me</sup> Valérie Valentine Cohen, M<sup>me</sup> Irène Bismuth, Les familles Zérai, Bedossa, Benmusa, Parents et alliés, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur adoré

M. Max PAÏL COHEN.

Les obsèques auront lieu le mercredi 11 septembre 1991, à 14 h 30, au cimetière parisien de Pantin.

185, boulevard Bineau, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M<sup>me</sup> Jean Damance, ses épouses, Les familles Damance, Deruaz, Brant, Grand Dufay, Joubert, Maître-pierre, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la grande douleur de faire part du décès de leur

M. Jean DAMANCE, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, Saint-Cyr Promotion Mangin 29-31,

survenu le 5 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La Baside, 83560 Vinon-sur-Verdon.

Jeanine et Maurice Delaigue, ses parents, Ainsi que toute sa famille, Et ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

Olivier DELAIGUE, professeur de culture musicale, membre du comité de rédaction de la revue *Analyse musicale*,

survenu le 9 septembre 1991 dans sa trente-deuxième année.

Les obsèques civiles auront lieu le jeudi 12 septembre, à 15 heures, au nouveau cimetière de Coyo-la-Forêt (Oise).

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du 7 septembre 1991 :

UN DÉCRET

N° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Sont publiés au Journal officiel daté lundi 9 et mardi 10 septembre :

DES ARRÊTÉS

Du 5 août 1991 fixant le montant des droits de scolarité dans les établissements d'enseignement supérieur et du 2 septembre 1991 fixant le montant du droit de scolarité dans les instituts universitaires de formation des maîtres.

Du 9 septembre 1991 définissant les modalités de retrait de pièces de 10 F.

## Compagnie.

M. et M<sup>me</sup> Gérard Leca, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Dominique Leca, M. Eric Leca, M<sup>me</sup> Caroline Leca, ses frères, sœur, belle-sœur, M<sup>me</sup> Gaston Leca, sa grand-mère, M<sup>me</sup> André Parot, Ses oncles, tantes, cousins, cousines, Et toute la famille, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

M. Jean-Philippe LECA,

survenu à Compiègne, le 7 septembre 1991, dans sa vingt et unième année.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 11 septembre, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques à Compiègne, où l'on se réunira.

Un registre à signatures recueillera les condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

76 bis, rue Saint-Lazare, 60200 Compiègne, 6, rue Edmond-About, 75116 Paris.

Chambéry, Budapest, Paris.

M<sup>me</sup> Maurice Ligerot, Le lieutenant-colonel Gérard Ligerot et M<sup>me</sup>, Leurs enfants, Aurélie et Elodie, M. Sébastien Sontag, M. et M<sup>me</sup> René Ligerot, Leurs enfants et petits-enfants, Tous leurs parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice LIGEROT,

survenu à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 12 septembre 1991, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de Chambéry.

Corps déposé, Condoléances sur registres.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les directions, les professeurs, les élèves et les étudiants du lycée Notre-Dame-du-Grandchamp et de l'externat Saint-Jean-de-Béthune, à Versailles, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Claude MOUTRILLE,

professeur de mathématiques.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Joseph de Dijon, le mercredi 11 septembre 1991, à 13 h 30.

Notre-Dame-du-Grandchamp, Lycées privés catholiques, 97, rue Royale, 78009 Versailles Cedex.

« Celui qui croit en moi, même s'il meurt, vivra. » Saint Jean XI, 25.

Pascal, Florence, Véronique et Dominique, Franck et Cécile, Toute la famille Parsy, ont le profond chagrin d'annoncer le départ de

Philippe PARSY,

survenu accidentellement le 2 septembre 1991.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, le 6 septembre, en l'abbatiale de Saint-Jean-aux-Bois (Oise).

Pascal Parsy-Marvaldi, 109 bis, rue de la Baside, 59000 Lille, Jean et Yvonne Parsy-Florin, 8, avenue Foch, 59700 Marcq-en-Barrois, Françoise Buticaz-Finard, « La Villette », 59990 Saultain.

Mariette Guéna, Michelle, Jacques, Pierre et Jean-Luc Pradel, ses enfants, Ses belles-filles et ses gendres, ses petits-enfants, ses sœurs, ses frères, Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Simone PRADEL,

survenu dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Piat dans l'Eure, le mercredi 11 septembre 1991, à 14 h 30.

Dons à l'organisation tiers mondiale « Soutiens paysans », CCP 43 077 D.

M<sup>me</sup> Jacqueline Soba, son épouse, Laure, Pierre, Elisabeth, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 26 août 1991, de

Djalio SOBA,

docteur en sciences, directeur de l'IRGM à Yaoundé, N'Gaoundéré, Cameroun, 121, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris.

Sa famille et ses amis nous prient d'annoncer le décès de

Roy TEERLINK,

survenu le 13 juillet 1991, à Bruxelles, dans sa quarante et unième année.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M. et M<sup>me</sup> Calvez, 20, allée de la Brin, 91090 Lisses.

M<sup>me</sup> André Trivin, son épouse, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-sept ans, de leur très regretté

André TRIVIN,

officier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Benoît d'Issy-les-Moulineaux suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière intercommunal du Petit-Clamart.

6, rue Claude-Marx, 92130 Issy-les-Moulineaux.

M. et M<sup>me</sup> Hubert Mosnier-Thoumas et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Robert Vezin et leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Gilberte VEZIN,

née Marchand, écrivain catholique,

survenu à son domicile, le 7 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 349-351, rue Lecourbe, Paris-15, le jeudi 12 septembre, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Chézy (Creuse), à 16 heures.

378, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

## Anniversaires

Il y a cinq ans, le 10 septembre 1986,

le docteur Maurice ENGEL

était enlevé à l'affection des siens.

Il reste toujours présent dans nos cœurs et nos pensées.

Il y a quatre ans, on a déposé dans sa Sicile natale notre cher

Tonio (\*).

Que ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour lui.

Elena Benenati, sa femme, Les familles Ferrara, Hernandez-Casas.

(\*) Marquis Antonio Benenati-Quirós de Lazio de Santana.

## CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-23-94 ou 40-65-23-96

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h

au siège du journal :

15, rue Falguère, 75015 Paris

Tél. : 206 806 F

Télécopieur : 46-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèses étudiants : 60 F

Les lignes en capitales grasses sont

encadrées sur le bas de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

LE MONDE diplomatique SEPTEMBRE 1991

UNION SOVIÉTIQUE : LA FIN DU POUVOIR COMMUNISTE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

هكذا عن الأصل





هكذا من الأصل